

**PROJET DE LOI DE FINANCES N° 70-15  
POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2016**

PREMIERE PARTIE

**DONNEES GENERALES  
DE L'EQUILIBRE FINANCIER**

TITRE PREMIER

**Dispositions relatives aux recettes publiques**

I.- IMPOTS ET REVENUS AUTORISES

Article premier

I. – Sous réserve des dispositions de la présente loi de finances, continueront d'être opérées, pendant l'année budgétaire 2016, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur :

1) la perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat ;

2) la perception des impôts, produits, taxes et revenus affectés aux collectivités territoriales, aux établissements publics et organismes dûment habilités.

II. – Le gouvernement est autorisé à procéder aux émissions d'emprunts et de tout autre instrument financier dans les conditions prévues par la présente loi de finances.

III.– Toutes contributions, directes ou indirectes, autres que celles autorisées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et par la présente loi de finances, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et fixeraient les tarifs et contre ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois années, contre les receveurs, percepteurs ou autres personnes qui en auraient fait la perception.

Sont également punissables des peines prévues à l'égard des concussionnaires, tous détenteurs de l'autorité publique ou fonctionnaires publics qui, sous une forme quelconque et pour quelque motif que ce soit, auront, sans autorisation législative ou réglementaire, accordé des exonérations ou franchises de droits, impôts ou taxes publiques, ou auront effectué gratuitement la délivrance de produits ou services des établissements de l'Etat.

*Droits de douane et impôts indirects*

Article 2

I – Conformément aux dispositions de l'article 70 de la Constitution, autorisation est donnée au gouvernement, pendant l'année budgétaire 2016, à l'effet de :

- modifier ou suspendre par décrets à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée, les quotités tarifaires et les autres droits et taxes perçus à l'importation et à l'exportation ainsi que les taxes intérieures de consommation prévus par le dahir portant loi n° 1-77-340 du 25 chaoual 1397 (9 octobre 1977) déterminant les quotités applicables aux marchandises et ouvrages soumis à taxes intérieures de consommation ainsi que les dispositions spécifiques à ces marchandises et ouvrages ;
- modifier ou compléter par décrets, les listes des produits originaires et en provenance de certains pays d'Afrique, bénéficiant de l'exonération du droit d'importation ainsi que la liste de ces pays.

Les décrets visés ci-dessus doivent être soumis à la ratification du parlement dans la prochaine loi de finances.

II. – Conformément aux dispositions de l'article 70 de la Constitution, sont ratifiés les décrets ci-après indiqués, pris en vertu des dispositions de l'article 2 – I de la loi de finances n° 100-14 pour l'année budgétaire 2015 :

- décret n° 2-15-275 du 20 jourmada II 1436 (10 avril 2015) portant modification du droit d'importation applicable au blé tendre et à ses dérivés.
- décret n° 2-15-810 du 30 hija 1436 (14 octobre 2015) portant modification du droit d'importation applicable au blé tendre et à ses dérivés.

*Code des douanes et impôts indirects*

Article 3

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, les dispositions des articles 15 et 45 *ter* du code des douanes et impôts indirects relevant de l'administration des douanes et impôts indirects, approuvé par le dahir portant loi n° 1-77-339 du 25 chaoual 1397 (9 octobre 1977), sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 15 - 1° L'espèce ..... douane ;

« 2° .....

« 3° Les décisions de classement tarifaire prises à la « demande du redevable ou à la suite d'un litige né à l'occasion « d'une opération en douane sont immédiatement exécutoires « à l'égard du demandeur informé et des parties au litige.

« Une décision de classement .....

*(la suite sans modification.)*

« Article 45 ter. – 1° L'administration fournit.....  
« règlements douaniers.

« 2° L'administration fournit, également, à la demande  
« des tiers et préalablement à la réalisation des opérations  
« d'importation ou d'exportation, des décisions relatives aux  
« renseignements contraignants dites «décisions anticipées»  
« sur le classement tarifaire des marchandises, leur origine et  
« leurs méthodes d'évaluation en douane.

« Les modalités d'octroi des décisions anticipées ainsi  
« que les pièces constitutives du dossier accompagnant la  
« demande sont fixées par voie réglementaire.

« La réponse de l'administration doit être communiquée  
« dans un délai n'excédant pas 150 jours à compter de la date  
« de réception de la demande.

« Les décisions anticipées précitées ont une durée de  
« validité de 5 ans pour le classement tarifaire, de 3 ans pour  
« les règles d'origine et d'un an pour les méthodes d'évaluation  
« en douane.

« Lorsque les éléments sur la base desquels la décision  
« anticipée a été prise ont été modifiés, l'administration peut  
« l'annuler.

« Le demandeur du renseignement doit prouver dans  
« la déclaration en douane que la marchandise déclarée  
« correspond à tous égards à celle décrite dans sa demande  
« de renseignements.

« La décision anticipée est réputée nulle, à compter  
« de sa date d'entrée en vigueur, si elle a été délivrée sur  
« la base d'indications fausses, inexactes ou incomplètes,  
« communiquées par le demandeur.

« Sans préjudice des dispositions du paragraphe 3 ci-après,  
« les décisions anticipées sont publiées par l'administration  
« par tous les moyens, notamment, au « bulletin officiel» ou  
« dans un journal d'annonces légales et administratives.

« 3° les éléments d'information à caractère privé  
« ou confidentiel affectant des tiers sont couverts par le  
« secret professionnel et ne peuvent être communiqués sans  
« l'autorisation expresse de la personne qui les a fournis.

« 4° Le secret professionnel n'est pas opposable dans  
« le cadre des procédures judiciaires ou lorsqu'il s'agit  
« des administrations fiscales ou des administrations et  
« établissements chargés de l'élaboration des statistiques ou  
« lorsque la loi prévoit la levée dudit secret. »

*Tarif des droits de douane*

Article 4

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, le tarif des droits  
d'importation fixé par l'article 4 §I de la loi de finances n° 25-00  
pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2000, promulguée  
par le dahir n° 1-00-241 du 25 rabii I 1421 (28 juin 2000), tel  
qu'il a été modifié et complété, est modifié comme suit :

| Codification |       |         |    | Désignation des Produits  | Droit<br>d'Impor-<br>tation | Unité de<br>quantité<br>normalisée | Unités<br>complé-<br>mentaires |
|--------------|-------|---------|----|---|-----------------------------|------------------------------------|--------------------------------|
| 1            | 04.05 | 0405.10 | 00 | <b>Beurre et autres matières grasses provenant du lait ; pâtes à tartiner laitières.</b><br>– <b>Beurre</b><br>– – – d'une teneur en poids de matières grasses inférieure ou égale à 84%..... | 2,5                         | kg                                 | –                              |
| 1            |       |         | 90 | – – – autres.....<br>.....  | 2,5                         | kg                                 | –                              |

*Rétablissement du droit d'importation applicable au  
beurre et à certains produits pétroliers*

Article 5

I- A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, est abrogé le décret  
n° 2-07-1220 du 25 chaoual 1428 (6 novembre 2007) portant  
suspension du droit d'importation applicable au beurre, tel que  
ratifié par l'article 2 de la loi de finances n°38-07 pour l'année  
budgétaire 2008 promulguée par le dahir n°1-07-211 du 16 hija  
1428 (27 décembre 2007).

II- A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, est abrogé le  
paragraphe II de l'article 3 bis de la loi de finances  
n°45-02 pour l'année budgétaire 2003 promulguée par le dahir  
n°1-02-362 du 26 chaoual 1423 (31 décembre 2002). (Certains  
produits pétroliers).

*Taxes intérieures de consommation*

Article 6

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, le tableau G de l'article  
9 du dahir portant loi n° 1-77-340 du 25 chaoual 1397  
(9 octobre 1977) déterminant les quotités applicables aux  
marchandises et ouvrages soumis à taxes intérieures de  
consommation ainsi que les dispositions spécifiques à ces  
marchandises et ouvrages tel qu'il a été modifié et complété,  
est modifié et complété comme suit :

« Article 9.–Les quotités .....  
«.....  
«.....

« G.- Taxes intérieures de consommation applicables aux tabacs manufacturés :

| DESIGNATION DES PRODUITS   | Quotité spécifique           | Quotité <i>ad valorem</i> du prix de vente public hors TVA et TIC spécifique* | Minimum de perception        |
|--|------------------------------|---|------------------------------|
| .....  | .....                        | .....   | .....                        |
| II.- .....   | .....                        | .....   | .....                        |
| <b>III.- Autres tabacs manufacturés :</b>                        |                              |   |                              |
| A-Tabacs à fumer fine coupe destiné à rouler les cigarettes..... | 380 dirhams les 1000 grammes | 25%   | 550 dirhams les 1000 grammes |
| B-Tabacs pour pipe à eau (Muassel).....                          | 280 dirhams les 1000 grammes | 25%   | 350 dirhams les 1000 grammes |
| C-Autres .....   | 158 dirhams les 1000 grammes | 25%   | 220 dirhams les 1000 grammes |

\* hors coût des marques fiscales

*Régime fiscal de faveur*

Article 7

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, l'article 7-I de la loi de finances n° 115-12 pour l'année budgétaire 2013, promulguée par le dahir n° 1-12-57 du 14 safar 1434 (28 décembre 2012), est modifié comme suit :

« Article 7. – I. – Par dérogation ..... d'un « abatement de 90% sur la valeur des dites voitures à l'état « neuf.

« L'abattement visé ci-dessus, .....

*(la suite sans modification.)*

*Code général des impôts*

Article 8

I. – A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, les dispositions des articles 6, 11-II, 19, 28-II, 44, 59-V, 63-II-B, 64-III, 65, 82-I, 86, 89, 92-I, 93, 96, 99, 104, 106-II, 118, 121, 123, 124, 129-III, 131, 133-I-F, 135, 144-I, 145, 146, 155, 164, 169, 170-III, 172, 173, 175, 177, 179-III, 184, 185, 186, 192-I, 208, 212-I, 214-I, 220, 221, 224, 225, 226, 231, 232, 242, 261, 262, 263, 264, 265, 266 et 275 du code général des impôts, institué par l'article 5 de la loi de finances n° 43-06 pour l'année budgétaire 2007, promulguée par le dahir n° 1-06-232 du 10 hijra 1427 (31 décembre 2006) tel que modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 6. – Exonérations

I. – Exonérations et imposition au taux réduit permanentes

« Sont totalement exonérés de l'impôt sur les sociétés :

« 1°- .....

« 2°- .....

« .....

« .....

« .....

« 29°- sous réserve .....

« .....exercices consécutifs ;

« 30°- la Fondation Lalla Salma de prévention et « traitement des cancers, pour l'ensemble de ses activités ou « opérations et pour les revenus éventuels y afférents.

« Les organismes précités, autres que ceux visés au « 10°, 11°, 12°, 13°, 14°, 16°, 17° et 18° ci-dessus, sont exclus du « bénéfice :

« – de l'abattement de 100% sur les produits des actions, « parts sociales et revenus assimilés prévus au C-1° ci- « dessous ;

« – et de l'exonération des plus-values sur cession de « valeurs mobilières.

« B- .....

« C- Exonérations permanentes en matière d'impôt « retenu à la source

« Sont exonérés de l'impôt sur les sociétés retenu à la « source :

« 1°- Les produits des actions, parts sociales et revenus « assimilés suivants :

« – les dividendes .....

« .....

« .....

« .....

« .....(26 février 1992) ;

« – les dividendes distribués à leurs actionnaires par les sociétés holding offshore régies par la loi n° 58-90 précitée, au prorata des bénéfices correspondant à l'activité éligible à l'impôt forfaitaire prévu à l'article 19 -III-C ci-dessous et dans les conditions prévues à l'article 7- VIII ci-dessous ;

« – les dividendes et autres produits.....

*(la suite sans modification.)*

« Article 11-II. – Ne sont déductibles du résultat fiscal que dans la limite de dix mille (10 000) dirhams par jour et par fournisseur, les dépenses afférentes aux charges visées à l'article 10 (I-A, B et E) ci-dessus dont le règlement n'est pas justifié par chèque ..... du principe de la compensation.

« De même, ne sont pas déductibles du résultat fiscal les dotations aux amortissements relatives aux acquisitions d'immobilisations réalisées dans les conditions visées à l'alinéa ci-dessus

« Toutefois, .....entre commerçants. »

« Article 19. – Taux d'imposition

« I.- Taux normal de l'impôt

L'impôt sur les sociétés est calculé comme suit :

« A. – Aux taux proportionnels ci-après :

| Montant du bénéfice net en dirhams | Taux |
|------------------------------------|------|
| - Inférieur ou égal à 300 000      | 10%  |
| - de 300 001 à 1 000 000           | 20%  |
| - de 1 000 001 à 5 000 000         | 30%  |
| - au delà de 5 000 000             | 31%  |

« B. – Au taux de 37 %, en ce qui concerne les établissements de crédit et organismes assimilés, Bank Al Maghrib, la Caisse de dépôt et de gestion, les sociétés d'assurances et de réassurances.

« II. – Taux spécifiques de l'impôt

« Les taux spécifiques de l'impôt sur les sociétés sont fixés à :

« A. – .....

« B. – 10% :

« – sur option, ..... de l'agrément ;

« – pour les sièges régionaux.....dudit statut.

« C. – .....

« .....

*(la suite sans modification.)*

« Article 28. – II. – Dans la limite de 10% du revenu global imposable, en vue de l'acquisition ou de la construction de logements à usage d'habitation principale :

« – .....

« – le montant de la rémunération .....

« .....dans le cadre d'un contrat

« Mourabaha » ;

« – ou le montant de la « marge locative » défini dans le cadre du contrat « Ijara Mountahia Bitamlik », payé par les contribuables aux établissements de crédit et aux organismes assimilés.

« Lorsque le contribuable n'affecte pas le logement acquis dans le cadre du contrat « Ijara Mountahia Bitamlik », à son habitation principale durant la période de location, sa situation fiscale est régularisée conformément aux dispositions des articles 208 et 232 (VIII-8°) ci-dessous.

« Cette déduction est subordonnée :

« – en ce qui concerne les titulaires de revenus salariaux et assimilés.....

« ..... des prêts, du coût d'acquisition et de la rémunération convenue d'avance versée au titre du contrat « Mourabaha » ou du coût d'acquisition et de la marge locative payée dans le cadre du contrat « Ijara Mountahia Bitamlik » soient retenus et versés mensuellement par l'employeur ou le débirentier aux organismes prêteurs ;

« – en ce qui concerne les autres contribuables.....

« ..... de « Mourabaha » ou « d'Ijara Mountahia Bitamlik » et des quittances de versement ..... l'article 82 ci-dessous.

« En cas de construction, la déduction des intérêts  
« prévue ci-dessus est .....  
« .....  
« .....les pièces justifiant de l'occupation  
« du logement à titre d'habitation principale.

« La déduction des intérêts, du montant de la  
« rémunération convenue d'avance dans le cadre du  
« contrat «Mourabaha» ou de la marge locative payée par les  
« contribuables dans le cadre du contrat « Ijara Mountahia  
« Bitamlik », prévue ci-dessus ne peut pas se cumuler avec  
« celles prévues respectivement aux articles 59-V et 65-II ci-  
« dessous. »

« Article 44. – Dates d'option

« I.– les contribuables qui entendent .....

« ..... principal établissement :

« •en cas de début d'activité .....du bénéfice  
« forfaitaire ou avant le premier mai de l'année qui suit ...

*(la suite sans modification.)*

« Article 59.–V.– Les remboursements en principal et  
« intérêts des prêts contractés ou du coût d'acquisition et la  
« rémunération convenue d'avance dans le cadre du contrat  
« « Mourabaha » ou du coût d'acquisition et la marge locative  
« payée dans le cadre du contrat « Ijara Mountahia Bitamlik »  
« pour l'acquisition d'un logement social, tel que défini à l'article  
« 92–I–28° ci-dessous et destiné à l'habitation principale.

« La déduction prévue .....  
« .....à l'article 65-II ci-dessous. »

« Article 63. – II.-B.- le profit .....

« ..... au sens de l'article 3-3° ci-dessus.

« Toutefois, une période maximum d'une année à  
« compter de la date de la vacance du logement est accordée  
« au contribuable pour la réalisation de l'opération de cession.

« Cette exonération est également accordée au  
« contribuable ayant cédé un immeuble ou partie d'immeuble  
« acquis par voie de « Ijara Mountahia Bitamlik » et occupé  
« à titre d'habitation principale.

« La période d'occupation dudit bien par le contribuable,  
« en tant que locataire, est prise en compte pour le calcul de  
« la période précitée pour le bénéfice de l'exonération susvisée.

« Cette exonération est également accordée au  
« terrain.....

« .....la superficie couverte. »

« Article 64. – III. – Le revenu net imposable des  
« propriétés visées à l'article 61 (I- A-2°) ci-dessus, est déterminé  
« après application de l'abattement visé au II ci-dessus :

« – soit au montant brut du loyer ou du fermage stipulé  
en « argent dans le contrat ;

« – soit au montant brut obtenu en multipliant le cours  
« moyen de la culture pratiquée par les quantités prévues  
« dans le contrat, dans le cas des locations rémunérées  
« en nature ;

« – soit à la fraction du revenu agricole forfaitaire prévu  
« à l'article 49 ci-dessus dans le cas des locations à part  
« de fruit. »

« Article 65. – Détermination du profit foncier

« Le profit net imposable .....

« ..... des frais d'acquisition.

« I. – .....

« II. – le prix d'acquisition est augmenté des frais  
« d'acquisition, des dépenses d'investissements réalisés, ainsi  
« que des intérêts, de la rémunération convenue d'avance ou de  
« la marge locative, payés par le cédant soit en rémunération  
« ..... contrat «Mourabaha»  
« ou du contrat « Ijara Mountahia Bitamlik » souscrit auprès  
« des établissements de crédit et des organismes assimilés ...

*(la suite sans modification.)*

« Article 82.– I. – Sous réserve des dispositions de l'article  
« 86 ci-dessous.....

« ..... qui le composent, et ce :

« – .....

« – avant le premier mai de chaque année pour les  
« titulaires de revenus professionnels .....

*(la suite sans modification.)*

« Article 86. – Dispense de la déclaration annuelle du  
« revenu global

« Ne sont pas .....et 74 ci-dessus :

« 1° .....

« 2° .....

« 3° .....article 73-II ci-dessus ;

« 4°- les contribuables disposant uniquement de  
« revenus professionnels déterminés selon le régime du bénéfice  
« forfaitaire et imposés sur la base du bénéfice minimum prévu  
« à l'article 42 ci-dessus et dont le montant de l'impôt émis en  
« principal au titre dudit bénéfice est inférieur ou égal à cinq  
« mille (5.000) dirhams.

« Cette dispense s'applique à compter de l'année suivant  
« celle au cours de laquelle ledit impôt est émis. Toutefois,  
« pour les nouveaux contribuables, cette dispense n'est  
« accordée qu'à compter de la deuxième année suivant celle  
« du début de l'activité.

« La dispense de la déclaration annuelle du revenu  
« professionnel reste applicable tant que le contribuable susvisé  
« exerce la même activité professionnelle et tant que le bénéfice  
« forfaitaire résultant de l'exercice de ladite activité est inférieur  
« au bénéfice minimum prévu à l'article 42 ci-dessus. A défaut,  
« ledit contribuable doit souscrire la déclaration du revenu  
« global dans la forme et délai prévus à l'article 82 ci- dessus.»

« Article 89. – Opérations obligatoirement imposables

« I. – Sont soumis à la taxe sur la valeur ajoutée :

« 1° – les ventes et les livraisons .....

« .....

« .....

« 7° – les livraisons à soi-même .....

« ..... l'article 274 ci-dessous ;

« 8°– les opérations d'échange ainsi que les cessions de  
« marchandises et des biens mobiliers d'occasion corrélatives  
« à une vente de fonds de commerce effectuées par les  
« assujettis ;

« 9° –les opérations d'hébergement .....

« .....

*(la suite sans modification.)*

« Article 92. – I. – Sont exonérés de la taxe sur la valeur  
« ajoutée avec bénéfice du droit à déduction prévu à l'article  
« 101 ci-dessous :

« 1° – les produits livrés .....

« .....

« .....

« 45°– les biens, matériels, marchandises et services .....

« .....

« .....qui lui sont dévolues ;

« 46°- les biens, matériels, marchandises et services acquis  
« ainsi que les prestations effectuées par la Fondation Lalla Salma  
« de prévention et traitement des cancers conformément aux  
« missions qui lui sont dévolues. »

« Article 93. – Conditions d'exonération

« I. – Conditions d'exonération du logement social

« La superficie de logement.....

« .....

« ..... dans les conditions suivantes :

« 1° – .....

« 2° – .....

« 3° – Le contrat de vente .....

« .....

« .....

« ..... la taxe de services communaux.

« Si l'acquéreur ne demande pas la levée de l'hypothèque  
« après la quatrième année suivant la date d'acquisition, il est invité  
« par lettre de mise en demeure, à produire lesdits documents dans  
« un délai de trente (30) jours sous peine d'un recouvrement par état  
« de produits, conformément à l'article 177 ci-dessous, du montant  
« de la taxe sur la valeur ajoutée précité ainsi que des pénalités et  
« majorations y afférentes prévues à l'article 191-IV ci-dessous.

« 4°- Le notaire.....

*(la suite sans modification.)*

« Article 96. – Détermination de la base imposable

« Sous réserve des dispositions .....

« .....valeur ajoutée.

« Le chiffre d'affaires est constitué :

« 1° – pour les ventes, par.....

« .....

« 7° – pour les opérations réalisées .....

« ..... par celui-ci à l'identique ;

« 8° – pour les opérations réalisées par les banques et les  
« changeurs, par :

« • le montant des intérêts, escomptes, agios et autres  
« produits ;

« • le montant de la rémunération convenue d'avance dans  
« le cadre du contrat « Mourabaha » ;

« • le montant de la marge locative dans le cadre du  
« contrat « Ijara Mountahiya Bitamlik ».

« 9° – pour les opérations réalisées .....

*(la suite sans modification.)*

« Article 99. – Taux réduits

« Sont soumis à la taxe aux taux réduits :

« 1° – .....

« 2° – de 10% avec droit à déduction :

« – les opérations de vente de denrées .....

« .....

« .....

« – les opérations de banque .....

« ..... à l'article 89-I-1-1° ci-dessus ;

« – les opérations de financement réalisées dans le cadre  
« des contrats :

« • « Mourabaha » ;

« • « Ijara Mountahiya Bitamlik » pour les  
« acquisitions d'habitation personnelle effectuées par  
« des personnes physiques.

« – les transactions relatives aux valeurs .....

« .....

« .....

« 3° – de 14% :

« a) avec droit à déduction :

« – le beurre .....

« – les opérations de transport de voyageurs et de  
« marchandises à l'exclusion des opérations de transport  
« ferroviaire ;

« – l'énergie électrique.

« b) sans droit à déduction :

« .....

*(la suite sans modification.)*

« Article 104. – Montant de la taxe déductible ou  
« remboursable

« I. – Détermination du droit à déduction

« La déduction ou le remboursement sont admis à  
« concurrence :

« .....

« .....

« .....

« Lorsque des entreprises englobent des secteurs  
« d'activité réglementés différemment au regard de la taxe  
« sur la valeur ajoutée, la détermination du prorata annuel  
« de déduction peut être effectuée distinctement pour chaque  
« secteur.

« Ledit prorata est déterminé .....

*(la suite sans modification.)*

« Article 106. – II. – N'est pas déductible la taxe ayant  
« grevé les achats, travaux ou prestations de services dont le  
« montant dépasse dix mille (10 000) dirhams par jour et par  
« fournisseur et dont le règlement n'est pas justifié par chèque  
« barré .....

« ..... de la compensation.

« Toutefois ..... non transformés.»

« Article 118. – Règles comptables

« Toute personne assujettie à la taxe sur la valeur ajoutée  
« doit :

« 1°- tenir une comptabilité régulière.....  
« le remboursement ;

« 2°- si elle exerce concurremment des activités  
imposées différemment .....

« .....en appliquant à chacune de ces  
« activités les règles qui lui sont propres compte tenu des  
« dispositions de l'article 104 ci-dessus. »

« Article 121. – Fait générateur et assiette

« Le fait générateur de la taxe sur la valeur ajoutée  
« est constitué, à l'importation, par le dédouanement des  
« marchandises.

« Le taux de la taxe est fixé à 20 % ad valorem.

« Ce taux est réduit à :

« 1° – .....

« .....

« 2° – 10 % :

« – pour les produits énumérés à l'article 99-2° ci-dessus ;

« – Pour les huiles fluides .....

« – pour le maïs et l'orge ;

« – pour les tourteaux et les aliments simples tels que :  
« issues, pulpes, drèches, pailles, coques de soja, drèches  
« et fibres de maïs, pulpes sèches de betterave, luzernes  
« déshydratées et le son pellisé, destiné à l'alimentation  
« du bétail et des animaux de basse-cour ;

« – pour le manioc .....

*(la suite sans modification.)*

« Article 123. – Exonérations

« Sont exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée à  
« l'importation :

« 1°- les marchandises visées à l'article 91(I-A-1°,2° et 3°)  
« ci-dessus à l'exclusion de l'orge et du maïs ;

« 2°-.....

« .....

« .....

« 44°-les biens, matériels, .....  
« ..... missions qui lui sont dévolues ;

« 45°- les biens, matériels, marchandises et services acquis  
« ainsi que les prestations effectuées par la Fondation Lalla  
« Salma de prévention et traitement des cancers conformément  
« aux missions qui lui sont dévolues ;

« 46°- les aéronefs employés dans des services  
« internationaux de transports aérien régulier ainsi que le  
« matériel et les pièces de rechange destinés à la réparation  
« de ces aéronefs.

« Article 124. – Modalités d'exonérations

« I. – Les exonérations prévues aux articles ..92–I(6°, ....., 43°  
« 44°, 45° et 46°) et II, 123 (22°....., 41°, 43°,  
« 44° et 45°) ci-dessus.....

*(la suite sans modification.)*

« Article 129. – III. – Actes présentant un intérêt social :

« 1°-.....

« .....

« .....

« 9°-..... médina de Casablanca ;

« 10°- les actes afférents à l'activité et aux opérations :

« – de la Fondation Hassan II.....

« .....

« .....

« – de la Fondation Khalifa Ibn Zaid, ..... précitée ;

« – de la Fondation Lalla Salma de prévention et  
« traitement des cancers ;

« 11°-.....

« .....

« .....

« 16°- les actes d'attribution.....réforme agraire ;

« 17°-Les opérations de cession réalisées dans le cadre  
« du dahir n°1-69-30 du 10 jourmada I 1389 (25 juillet 1969) relatif  
« aux terres collectives situées dans le périmètre d'irrigation. »

« Article 131. – Base imposable

« Pour la liquidation des droits..... est déterminée  
« comme suit :

« 1°-Pour les ventes.....s'ajouter au prix.

Toutefois, la valeur imposable est constituée :

« – pour les acquisitions d'immeubles ou de fonds de  
« commerce dans le cadre d'un contrat « Mourabaha » ou  
« Ijara Mountahia Bitamlik », par le prix d'acquisition  
« desdits biens par les établissements de crédit et  
« organismes assimilés ;

« – pour les adjudications .....

« .....

« .....

« .....

« 19°- Pour les baux .....

« ..... augmenté des charges.

« Toutefois, pour les baux emphytéotiques portant sur  
« les terrains domaniaux destinés à la réalisation de projets  
« d'investissement industriel ou agricole, la base imposable  
« est déterminée par le montant des loyers d'une seule année ,

« 20°- Pour les baux à vie d'immeubles .....

*(la suite sans modification.)*

« Article 133-I-F . – Sont soumis au taux de 4% :

« 1°-.....couverte ;

« 2°- l'acquisition.....professionnel  
« ou administratif dans la limite de cinq (5) fois la superficie  
« couverte, sous réserve des conditions prévues à l'article 134-I  
« ci- après ;

« 3°-.....

« .....de l'apport desdits biens. »

« Article 135. – Droit fixe

« Sont enregistrées .....

« ..... cinq cent mille (500 000) dirhams.

« Sont enregistrés au droit fixe de deux cent (200) dirhams :

« 1°- .....

« .....

« .....

« 12°-.....intervenus entre particuliers ;

« 13°- les contrats par lesquels les établissements de crédit  
« et organismes assimilés mettent à la disposition de leurs clients,  
« des immeubles ou des fonds de commerce, dans le cadre des  
« opérations de crédit-bail ou « d'Ijara Montahia Bitamlik »,  
« leurs résiliations en cours de location par consentement mutuel  
« des parties, ainsi que les cessions des biens précités au profit  
« des preneurs figurant dans les contrats susvisés ;

« 14°- sous réserve .....

*(la suite sans modification.)*

« Article 144. – I. – Cotisation minimale en matière  
« d'impôt sur les sociétés et d'impôt sur le revenu au titre des  
« revenus professionnels et agricoles

« A. –.....

« B. –.....

« C. –.....

« D. –.....

« E. – Régularisation de la cotisation minimale

« La cotisation minimale est imputable sur le montant de  
« l'impôt sur le revenu. Toutefois, lorsque la fraction du montant  
« de l'impôt sur le revenu correspondant au revenu professionnel  
« et/ou revenu agricole par rapport au revenu global imposable  
« du contribuable s'avère inférieure au montant de la cotisation  
« prévue au A ci-dessus, la différence reste acquise au Trésor. »

« Article 145. – VII. – Les contribuables n'ayant pas la  
qualité « de commerçant doivent porter sur tous les documents  
délivrés « à leurs clients ou à des tiers le numéro d'identification  
fiscale « attribué par le service local des impôts ainsi que le  
numéro « d'article d'imposition à la taxe professionnelle.

« VIII. – Les contribuables disposant d'un identifiant  
« commun de l'entreprise sont tenus de le mentionner sur les  
« factures ou les documents en tenant lieu qu'ils délivrent  
« à leurs clients, ainsi que sur toutes les déclarations fiscales  
« prévues par le présent code. »

« Article 146. – Pièces justificatives de dépenses

« Tout achat de biens ou services par un contribuable  
« auprès d'un fournisseur soumis à la taxe professionnelle  
« doit être réellement réalisé et doit être justifié par une facture  
« régulière et sincère ou toute autre pièce probante établie au  
« nom de l'intéressé.

« La facture, .....

*(la suite sans modification.)*

« Article 155. – Télédéclaration

« I. – Les contribuables ..... ministre chargé  
« des finances.

« Toutefois, les déclarations précitées doivent  
« être souscrites par procédés électroniques auprès de  
« l'administration fiscale :

« – .....

« – .....

« – à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.....hors taxe  
« sur la valeur ajoutée ;

« – à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, par toutes les entreprises  
« à l'exclusion de celles soumises à l'impôt sur le revenu  
« selon le régime du bénéfice forfaitaire prévu à l'article  
« 40 ci-dessus.

« Les modalités d'application de ce dernier alinéa sont  
« fixées par voie réglementaire.

« Les contribuables exerçant .....

*(la suite sans modification.)*

« Article 164. – Octroi des avantages fiscaux

« I.- .....

« II.- .....

« III.- .....conclue avec l'Etat.

« IV.- (abrogé)

« Article 169. – Télépaiement

« I.- Les contribuables ..... ministre chargé des finances.

« Toutefois, .....de l'administration fiscale :

« – .....

« – .....

« – à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.....hors taxe sur  
« la valeur ajoutée ;

« – à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, par toutes les entreprises  
« à l'exclusion de celles soumises à l'impôt sur le revenu selon  
« le régime du bénéfice forfaitaire prévu à l'article 40 ci-dessus.

« Les modalités d'application de ce dernier alinéa sont  
« fixées par voie réglementaire.

« Les contribuables exerçant .....

*(la suite sans modification)*

« Article 170.- III.- En ce qui concerne les sociétés .....

« ..... appliquées.

« Les acomptes dus au titre de l'exercice en cours sont  
« alors déterminés d'après l'impôt ou la cotisation minimale  
« qui auraient été dus en l'absence de toute exonération, en  
« appliquant les taux d'imposition auxquels sont soumises les  
« sociétés concernées, au titre de l'exercice en cours. »

« Article 172.-Recouvrement par voie de rôle

« Les sociétés sont imposées par voie de rôle :

«- lorsqu'elles ne versent pas .....

« ..... et les pénalités y afférentes ;

« – dans le cas de taxation d'office ou de rectification des  
« impositions comme prévu aux articles 220, 221, 221  
« bis, 222, 228 et 229 ci-dessous. »

« Article 173. – Recouvrement par paiement spontané

« I. – Est versé spontanément auprès du receveur de  
« l'administration fiscale :

« – .....

« – .....de créances ;

« – .....bénéficiaire ;

« – .....

« – l'impôt dû par les contribuables dont le revenu  
professionnel et/ou agricole est déterminé selon le  
régime du résultat net réel ou celui du résultat net  
simplifié, y compris les contribuables exerçant des  
professions libérales dont la liste est fixée par voie  
réglementaire, visés aux articles 155-I et 169-I ci-dessus,  
avant l'expiration du délai de déclaration prévu aux  
articles 82, 85 et 150 ci-dessus.

« Le versement de l'impôt s'effectue .....

*(la suite sans modification)*

« Article 175. – Recouvrement par voie de rôle et d'ordre  
« de recettes

« I. – Les contribuables sont imposés par voie de rôle :

« – lorsqu'ils sont tenus de souscrire une déclaration de  
« revenu global annuel, à l'exclusion des contribuables  
« visés à l'article 173-I ci-dessus dont le revenu  
« professionnel et/ou agricole est déterminé selon le  
« régime du résultat net réel ou celui du résultat net  
« simplifié, y compris les contribuables exerçant des

« professions libérales dont la liste est fixée par voie réglementaire ;  
« – lorsqu'ils ne paient .....  
« .....  
« .....accréditées au Maroc.  
« – dans le cas de taxation d'office ou de rectification des impositions comme prévu aux articles 220, 221, 221 bis, 222, 223, 228 et 229 ci-dessous.  
« Lorsque le contribuable .....

*(la suite sans modification)*

« Article 177. – Recouvrement par état de produits

« Lataxesurlavaleurajoutée .....  
« .....conformément aux dispositions des articles 220, 221, 221 bis, 228 et 229 ci-dessous, ainsi que les pénalités prévues par le présent code, font l'objet d'états de produits établis par les agents de l'administration fiscale et rendus exécutoires par le ministre des finances ou la personne déléguée par lui à cet effet. »

« Article 179. – III. – Recouvrement de la taxe spéciale annuelle sur les véhicules automobiles

« La taxe est acquittée .....  
« .....comptable public compétent, notamment les banques, les agents d'assurances .....  
« .....par voie réglementaire. »

« Article 184. – Sanctions pour défaut ou retard dans les dépôts des déclarations du résultat fiscal, des plus-values, du revenu global, des profits immobiliers, des profits de capitaux mobiliers, du chiffre d'affaires et des actes et conventions

« Des majorations de 5%, 15% et 20% sont applicables en matière de déclaration du résultat fiscal, des plus-values, du revenu global, des profits immobiliers, des profits de capitaux mobiliers, du chiffre d'affaires et des actes et conventions, dans les cas suivants :

« – 5%, dans le cas de dépôt des déclarations, des actes et conventions, dans un délai ne dépassant pas 30 jours de retard ;

« – 15%, dans le cas de dépôt des déclarations, des actes et conventions, après ledit délai de 30 jours ;

« – 20%, dans le cas d'imposition d'office pour défaut de dépôt de déclaration, déclaration incomplète ou insuffisante ;

« – 5%, en cas de dépôt d'une déclaration rectificative hors délai, donnant lieu au paiement de droits complémentaires.

« Les majorations précitées sont calculées sur le montant :

« 1°- soit des droits correspondant au bénéfice, au revenu global, aux profits immobiliers ou de capitaux mobiliers ou au chiffre d'affaires de l'exercice comptable, soit des droits complémentaires dus ;

« 2°- .....

« 3°- .....

« 4°- .....

« 5°- soit .....et profits exonérés.

« Le montant.....

« .....dans le cas visé au 4° ci-dessus.

« Toutefois, en cas de déclaration incomplète ou insuffisante, une amende de cinq cents (500) dirhams est appliquée lorsque les éléments manquants ou discordants n'ont pas d'incidence sur la base de l'impôt ou sur son recouvrement. »

« Article 185. – Sanctions pour infraction aux dispositions relatives au droit de communication

« Sont sanctionnées par une astreinte journalière de cinq cents (500) dirhams, dans la limite de cinquante mille (50.000) dirhams, les personnes qui ne communiquent pas les informations demandées dans le délai et les conditions prévus à l'article 214-I ci-dessous.

« Toutefois, .....

« .....aux administrations de l'Etat et aux collectivités territoriales.

« Cette astreinte journalière est émise par voie de rôle..

*(la suite sans modification.)*

« Article 186. – Sanctions applicables en cas de rectification de la base imposable

« A.–Une majoration de 20% est applicable :

« 1°- en cas de rectification du résultat bénéficiaire ou du chiffre d'affaires d'un exercice comptable ou des profits immobiliers et des profits de capitaux mobiliers ;

« 2°- .....

« 3°- .....

« 4°- .....en application de l'article 220 ci-dessous.

« La majoration de 20% est calculée sur le montant :

«–des droits correspondant à cette rectification ;

«–de toute réintégration affectant le résultat déficitaire.

« Toutefois, le taux de la majoration de 20% précitée est porté à 30% pour les contribuables soumis à la taxe sur la valeur ajoutée et à l'obligation de retenue à la source visée aux articles 116, 117 et 156 à 160 ci-dessus.

« B.–Les taux de la majoration de 20% et de 30% précitée sont portés à 100% :

« 1°- quand la mauvaise foi du contribuable est établie, par suite d'usage de manœuvres frauduleuses visées à l'article 192-I ci-dessous ;

« 2°- en cas de dissimulation.....

*(la suite sans modification)*

« Article 192. – I.– Indépendamment des sanctions fiscales édictées par le présent code, est punie d'une peine d'emprisonnement d'un (1) mois à deux (2) ans et d'une amende de cinquante mille (50.000) dirhams, toute personne qui, en vue de se soustraire à sa qualité de contribuable ou au paiement de l'impôt ou en vue d'obtenir des déductions ou remboursements indus, utilise l'un des moyens suivants :

« – production d'écritures comptables fausses ou fictives ;  
« – vente sans factures de manière répétitive et délivrance  
« ou production de factures fausses ou fictives ;  
« – présentation de factures ou pièces justificatives fictives  
« et soustraction ou destruction de pièces comptables  
« légalement exigibles ;  
« – dissimulation de prix d'achat ou de vente ou  
« dissimulation de tout ou partie de l'actif de l'entreprise  
« ou augmentation frauduleuse de son passif en vue  
« d'organiser son insolvabilité ;  
« – absence de déclarations relatives aux activités  
« professionnelles exercées pendant une période  
« dépassant quatre (4) ans.  
« L'application des dispositions ci-dessus s'effectue dans  
« les formes prévues à l'article 231 ci-dessous. »  
« Article 208. – Sanctions pour paiement tardif des  
« impôts, droits et taxes  
« I.- Une pénalité .....  
« ..... est applicable au  
« montant :  
« – des versements .....  
« – des impositions .....  
« – des impositions ..... l'émission  
« du rôle ou de l'état de produit.  
« Toutefois, la pénalité de 10% précitée est :  
« – ramenée à 5%, si le paiement des droits dus est effectué  
« dans un délai de retard ne dépassant pas 30 jours ;  
« – portée à 20%, en cas de défaut de versement ou de  
« versement hors délai du montant de la taxe sur la  
« valeur ajoutée due ou des droits retenus à la source,  
« visés aux articles 100, 111, 116, 117 et 156 à 160  
« ci-dessus .  
« Par dérogation .....  
« ..... située au-delà des douze (12)  
« mois écoulés entre la date de l'introduction du recours du  
« contribuable soit devant la commission locale de taxation  
« prévue à l'article 225 ci-dessous soit devant la commission  
« nationale de recours fiscal prévue à l'article 226 ci-dessous et  
« celle de la mise en recouvrement du rôle ou de l'état de produit  
« comportant le complément d'impôt exigible.  
« Pour le recouvrement.....  
« ..... du paiement de l'impôt.  
« II. – .....  
« III. – En matière de taxe spéciale .....  
« ..... minimum de cent (100) dirhams.  
« Lorsque le retard.....  
« ..... sans préjudice de la mise en fourrière du véhicule. »  
« Article 212. – I. – En cas de vérification de  
« comptabilité.....  
« .....  
« .....  
« .....  
« ..... l'exécution des traitements.

« En aucun cas, la vérification prévue ci-dessus ne peut  
« durer :  
« – plus de trois (3) mois ..... valeur ajoutée ;  
« – plus de six (6) mois ..... hors taxe sur la  
« valeur ajoutée.  
« Ne sont pas comptées.....  
« ..... conseil de son choix. »  
« Article 214.–I.– Pour permettre.....  
« ..... peut demander, dans  
« les formes de notification prévues à l'article 219 ci-dessous,  
« communication :  
« 1°- de l'original ou délivrance d'une reproduction sur  
« support magnétique, sur papier ou sur tout autre support  
« informatique :  
« a) .....  
« b) .....  
« Toutefois, ..... globale du dossier.  
« 2°- des registres .....  
« ..... inspecteur adjoint.  
« Les demandes de communication visées ci-dessus  
« doivent être formulées par écrit et doivent préciser la  
« nature des renseignements ou des documents demandés, les  
« exercices ou les périodes concernés ainsi que la forme, le  
« mode et le support de communication desdits renseignements  
« et documents.  
« Les renseignements et documents visés ci-dessus  
« doivent être transmis à l'administration fiscale, conformément  
« aux demandes précitées, dans un délai maximum de trente  
« (30) jours suivant la date de réception desdites demandes et  
« doivent être complets, probants et sincères. »  
« Article 220. – Procédure normale de rectification des  
« impositions  
« I. – .....  
« II. – Si les observations .....  
« ..... sera définitive s'ils ne se pourvoient  
« pas devant la commission locale de taxation prévue à l'article  
« 225 ci-dessous ou devant la commission nationale de recours  
« fiscal prévue à l'article 226 ci-dessous, selon le cas, dans un  
« délai de trente (30) jours suivant la date de réception de cette  
« deuxième lettre de notification.  
« III. – (abrogé)  
« IV. – (abrogé)  
« V. – (abrogé)

« VI. – Sont immédiatement émis .....  
« ..... des impositions établies :  
« – pour défaut de réponse ou de recours dans les délais  
« prescrits par les dispositions du I et II du présent  
« article ;  
« – après accord .....  
« rectification ;  
« – après la décision de la commission locale de taxation  
« ou celle de la commission nationale de recours fiscal ;  
« – pour les redressements ..... rectification.  
« VII. – Les décisions des commissions locales de  
« taxation et celles de la commission nationale du recours  
« fiscal sont susceptibles de recours devant le tribunal  
« compétent conformément aux dispositions de l'article 242  
« ci-dessous.  
« VIII. – La procédure de rectification est .....  
« – .....  
« – .....prévu au paragraphe II ci-dessus.  
« Les cas ..... la commission nationale  
« du recours fiscal ou devant la commission locale de taxation.  
« IX. – Les dispositions .....  
*(la suite sans modification.)*  
« Article 221. – Procédure accélérée de rectification des  
« impositions  
« I. – .....  
« II. – Si dans le délai prévu, .....  
« .....  
« contester lesdites bases devant la commission locale de taxation  
« prévue à l'article 225 ci-dessous ou devant la commission  
« nationale de recours fiscal prévue à l'article 226 ci-dessous,  
« selon le cas, dans un délai ..... lettre de notification.  
« L'inspecteur .....précitée.  
« A défaut de pourvoi, devant la commission  
« locale de taxation ou devant la commission nationale de  
« recours fiscal, selon le cas, l'imposition émise ne peut être  
« ..... à l'article 235 ci-dessus.  
« Le recours devant la .....  
« .....dans les conditions  
« fixées par les articles 225, 226 et 242 ci-dessous.

« III. – En cas ..... du dépôt de la déclaration  
« définitive du résultat final de la liquidation.  
« IV. – La procédure de rectification est frappée de  
« nullité :  
« – en cas de défaut d'envoi aux intéressés de l'avis de  
« vérification et/ou de la charte du contribuable dans  
« le délai prévu à l'article 212-I (1<sup>er</sup> alinéa) ci-dessus ;  
« – en cas de défaut de notification de la réponse de  
« l'inspecteur aux observations des contribuables dans  
« le délai prévu au paragraphe II ci-dessus.  
« Les cas de nullité visés ci-dessus ne peuvent être soulevés  
« par le contribuable pour la première fois devant la  
« commission nationale du recours fiscal ou devant la  
« commission locale de taxation.  
« Article 224. – Rectification en matière de profits fonciers  
« En matière de profits fonciers, lorsqu'au vu de la  
« déclaration du contribuable prévue à l'article 83 ci-dessus ou  
« celle prévue à l'article 221 bis ci-dessus, l'inspecteur des impôts  
« est amené .....  
« .....suivant la date  
« de dépôt de la déclaration initiale ou celle de la déclaration  
« rectificative visés respectivement aux articles 83 et 221 bis  
« ci-dessus.  
« Si dans le délai .....  
*(la suite sans modification.)*

« Article 225. – Les commissions locales de taxation

« I. – Des commissions.....

« .....le ressort.

« Ces commissions connaissent des réclamations  
« sous forme de requêtes présentées par les contribuables qui  
« possèdent leur siège social ou leur principal établissement à  
« l'intérieur dudit ressort dans les cas suivants :

« – rectifications en matière de revenus et profits fonciers,  
« de revenus et profits de capitaux mobiliers et des droits  
« d'enregistrement et de timbre ;

« – vérification de comptabilité des contribuables dont  
« le chiffre d'affaires déclaré au compte de produits et  
« charges, au titre de chaque exercice de la période non  
« prescrite vérifiée, est inférieur à dix (10) millions de  
« dirhams.

« Elles statuent .....

« ..... légales ou réglementaires.

« II. – A. – .....

« 1°- .....

« 2°- .....

« 3°- .....

« 4°- un représentant .....

« .....contribuable requérant.

« L'inspecteur reçoit la requête adressée à la commission  
« locale de taxation et la transmet avec les documents relatifs  
« aux actes de la procédure contradictoire permettant à ladite  
« commission de statuer.

« Cette requête définit l'objet du désaccord et contient  
« un exposé des arguments invoqués.

« Un délai maximum de trois (3) mois est fixé pour  
« la communication par l'administration des requêtes et  
« documents précités à la commission locale de taxation, à  
« compter de la date de notification à l'administration du  
« pourvoi du contribuable devant ladite commission.

« A défaut de communication de la requête et des  
« documents visés ci-dessus, dans le délai prescrit, les bases  
« d'imposition ne peuvent être supérieures à celles déclarées  
« ou acceptées par le contribuable.

« Le secrétaire rapporteur de la commission convoque

« les membres de la commission, au moins quinze (15) jours

« avant la date .....

« .....219 ci-dessus.

« Le secrétaire rapporteur de la commission locale de  
« taxation informe les deux parties de la date à laquelle elle  
« tient sa réunion, trente (30) jours au moins avant cette date  
« dans les formes prévues à l'article 219 ci-dessus.

« La commission statue valablement en présence du  
« président et de deux autres membres. Elle délibère à la  
« majorité des voix des membres présents, en cas de partage  
« égal des voix celle du président est prépondérante.

« Les décisions des commissions locales.....

« .....suivant la date de la décision.

« La commission doit statuer dans un délai de douze (12)  
« mois, à compter de la date de la réception de la requête et  
« des documents transmis par l'administration.

« Lorsqu'à l'expiration du délai précité la commission  
« locale de taxation n'a pas pris de décision, le secrétaire  
« rapporteur de la commission en informe par lettre les parties,  
« selon les formes prévues à l'article 219 ci-dessus, dans les  
« deux (2) mois suivant la date d'expiration dudit délai de douze  
« (12) mois.

« Un délai maximum de deux (2) mois est fixé pour  
« la communication par l'administration de la requête et  
« documents précités à la commission nationale du recours  
« fiscal à compter de la date de réception de la lettre  
« d'information visée à l'alinéa ci-dessus.

« A défaut de communication de la requête et des  
« documents visés ci-dessus, dans le délai prescrit, les bases  
« d'imposition ne peuvent être supérieures à celles déclarées  
« ou acceptées par le contribuable.

« B. – Les représentants des contribuables sont désignés  
« dans les conditions suivantes :

« 1°-.....

« 2°-pour les recours.....libérales :

« Les représentants.....

«.....de la commission locale.

« La désignation.....  
«.....à siéger au sein de la commission locale.

« C. – En cas de retard ou d'empêchement dans la  
« désignation des nouveaux représentants, le mandat des  
« représentants sortants est prorogé d'office de six (6) mois  
« au maximum.

«D.–La commission.....  
«.....  
«.....estime leur confrontation nécessaire.

« Les décisions des commissions locales de  
« taxation, y compris celles portant.....  
«..... l'article 242 ci-dessous.

« E- Le recours par voie judiciaire ne peut être intenté  
« en même temps que le recours devant les commissions locales.

« Article 226.– La commission nationale du recours fiscal

« I.– Il est institué une commission permanente dite  
« «commission nationale du recours fiscal» à laquelle sont  
« adressés les recours relatifs :

« – à l'examen d'ensemble de la situation fiscale des  
« contribuables prévu à l'article 216 ci-dessus, quel que  
« soit le chiffre d'affaires déclaré ;

« –aux vérifications de comptabilité des contribuables  
« lorsque le chiffre d'affaires déclaré au compte de  
« produits et charges, au titre de l'un des exercices  
« vérifiés, est égal ou supérieur à dix (10) millions de  
« dirhams.

« Sont également adressés à la commission nationale  
« de recours fiscal, les recours pour lesquels les commissions  
« locales de taxation n'ont pas pris de décision dans le délai  
« de douze (12) mois.

« Cette commission, qui siège à Rabat, .....  
«.....  
«.....  
«.....  
«..... sept (7) sous-commissions délibérantes.

« II. –La présidence et le fonctionnement .....  
«.....  
«.....désigne chaque année.

« Le recours du contribuable devant la Commission  
« nationale du recours fiscal est présenté sous forme de requête  
« adressée à l'inspecteur par lettre recommandée avec accusé  
« de réception.

« L'inspecteur reçoit la requête adressée à la commission  
« nationale de recours fiscal et la transmet avec les documents  
« relatifs aux actes de la procédure contradictoire permettant  
« à ladite commission de statuer.

« Cette requête définit l'objet du désaccord et contient  
« un exposé des arguments invoqués.

« Un délai maximum de trois (3) mois est fixé pour la  
« communication par l'administration des requêtes et  
« documents précités à la commission nationale de recours  
« fiscal, à compter de la date de notification à l'administration  
« du pourvoi du contribuable devant ladite commission.

« A défaut de communication de la requête et des  
« documents visés ci-dessus, dans le délai prescrit, les bases  
« d'imposition ne peuvent être supérieures à celles déclarées  
« ou acceptées par le contribuable.

« Le président de la commission confie les recours  
« pour instruction à un ou plusieurs des fonctionnaires .....  
«..... entre les sous-commissions.

« Ces dernières se réunissent à l'initiative ..... à  
« l'article 219 ci-dessus.

« La commission nationale du recours fiscal informe les  
« deux parties de la date à laquelle elle tient sa réunion, trente (30)  
« jours au moins avant cette date dans les formes prévues à  
« l'article 219 ci-dessus.

« III.– chaque sous commission se compose :

«.....  
«.....  
«.....au paragraphe I du présent article.

« Un secrétaire.....

« .....prépondérante.

« Les décisions.....dans les quatre (4)  
« mois suivant la date de la décision.

« La commission doit statuer dans un délai de douze (12)  
« mois, à compter de la date de la réception de la requête et  
« des documents transmis par l'administration.

« IV.– .....

« V.– Les impositions émises .....  
« ..... les délais prévus à l'article 242 ci-dessous.

« Les décisions de ladite commission peuvent.....  
« .....à l'article 242 ci-dessous.

« VI.– Le recours par voie judiciaire ne peut être intenté  
« au même temps que le recours devant la commission nationale  
« du recours fiscal. »

« Article 231.– Procédure pour l'application des sanctions  
« pénales aux infractions fiscales

« Les infractions prévues à l'article 192 ci-dessus  
« sont constatées par procès-verbal établi par un agent de  
« l'administration fiscale ..... la législation  
« en vigueur.

« Quel que soit .....  
« ..... avec son accord.

« Est passible .....  
« ..... les parties dans leur exécution.

« Les infractions .....  
« .....d'un contrôle fiscal.

« Le ministre chargé des finances ou la personne déléguée  
« par lui à cet effet, peut, après constatation des infractions  
« visées ci-dessus, saisir .....  
« .....

*(la suite sans modification.)*

« Article 232.– Dispositions générales relatives aux délais  
« de prescription

« I. – .....  
« .....  
« .....

« V. – La prescription est interrompue par la notification  
« prévue à l'article 220-I, à l'article 221-I, à l'article 221 bis, à  
« l'article 222-A, à l'article 224, à l'article 228-I et au 1<sup>er</sup> alinéa  
« de l'article 229 ci-dessus.

« VI- La prescription est suspendue pendant la période  
« qui s'écoule entre la date d'introduction du pourvoi devant  
« la commission locale de taxation ou la commission nationale  
« de recours fiscal et l'expiration du délai de trois (3) mois  
« suivant la date de notification de la décision prise par lesdites  
« commissions.

« VII.– .....  
« .....

« VIII. – Par dérogation aux dispositions relatives aux  
« délais de prescription visés ci-dessus :

« 1°- .....  
« .....  
« .....

« 14°- .....  
« .....même si le délai de prescription a expiré.

« 15°- Les droits dus ainsi que la pénalité et les majorations  
« y afférentes, dont sont redevables les contribuables n'ayant  
« pas déposé leur déclaration, sont exigibles en totalité pour  
« toutes les années n'ayant pas fait l'objet de déclaration, même  
« si le délai de prescription a expiré.

« Toutefois, ce délai ne peut être supérieur à dix (10) ans. »

« Article 242.– Procédure judiciaire suite au contrôle fiscal

« Les décisions des commissions locales de taxation ou  
« de la commission nationale.....commissions.

« L'administration et le contribuable peuvent contester,  
« par voie judiciaire, dans le délai prévu ci-dessus, les décisions  
« des commissions locales de taxation et celles de la commission  
« nationale du recours fiscal que celles-ci portent sur des  
« questions de droit ou de fait.

« Les rectifications .....  
« ..... suivant la date de notification de  
« la décision émise selon le cas par la commission locale de  
« taxation ou la commission nationale du recours fiscal.

« Nonobstant .....

*(la suite sans modification.)*

« Article 261.– Délai d'imposition

« La période d'imposition.....  
« .....prévues à l'article 208 ci-dessus.

« Toutefois, pour.....  
« .....  
« .....du centre immatriculateur.

« Il en est de même.....  
« .....de l'exonération de la taxe.

« La taxe couvre.....  
« .....au cours de cette période.

« Article 262. – Tarif

« Le tarif de la taxe .....  
« .....

« Toutefois, .....  
« ..... à essence :

« – les véhicules utilitaires.....personnes physiques ;

« – les véhicules à moteur.....  
(électriques et thermiques).

« –Dans les cas visés.....  
« .....  
« .....suivant cette date.

« Dans tous les cas.....  
« .....pour un mois entier.

« Article 263. – Obligations des propriétaires des  
« véhicules

« Aucune mutation .....  
« .....de cette taxe.

« Article 264. – Obligations des agents des douanes et  
« de la sûreté nationale

« Les agents des douanes et de la sûreté nationale doivent  
« s'assurer que toute voiture quittant le territoire national a  
« acquitté la taxe spéciale annuelle sur les véhicules automobiles.

« A défaut de justification de paiement ou d'exonération  
« de la taxe .....

*(la suite sans modification.)*

« Article 265. – Agents compétents pour constater les  
« infractions

« Sont spécialement chargés de constater les infractions  
« au présent titre, les agents de l'administration fiscale dûment  
« commissionnés. Les insuffisances totales ou partielles sont  
« régularisées d'office par voie d'ordre de recettes.

« Sont également habilités à constater les infractions  
« aux dispositions du présent titre par des procès-verbaux, les  
« agents des douanes.....  
« .....circulation et du roulage.

« Article 266. – Modalités d’application

« Le paiement de la taxe est constaté au moyen de la  
« délivrance d’une quittance dont les modalités de délivrance  
« sont fixées par voie réglementaire.

« Article 275. – Liquidation et tarifs

« Le montant de la contribution sociale de solidarité  
« sur les livraisons à soi même de construction d’habitation  
« personnelle est déterminé selon un barème progressif fixé,  
« par unité de logement, comme suit :

| Tranche en mètre carré | Tarif en dirhams par mètre carré |
|------------------------|----------------------------------|
| 0 à 150                | exonéré                          |
| 151 à 200              | 50                               |
| 201 à 250              | 80                               |
| 251 à 300              | 100                              |
| 301 à 400              | 240                              |
| 401 à 500              | 300                              |
| Au delà de 500         | 400                              |

« Par unité de logement.....

« .....

(la suite sans modification.)

II. – A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, le code général des  
impôts précité est complété par les articles 103 *bis*, 125 *ter*, 187  
*bis*, 208 *bis* et 221 *bis* comme suit :

« Article 103 *bis*. – Remboursement de la taxe sur la  
« valeur ajoutée sur les biens d’investissement

« Les assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée bénéficiant  
« du droit à déduction, à l’exclusion des établissements et  
« sociétés publics, dont les déclarations du chiffre d’affaires  
« ont fait apparaître un crédit de taxe non imputable, peuvent  
« bénéficier du remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée  
« au titre des biens d’investissement à l’exception du matériel et  
« mobilier du bureau et des véhicules de transport de personnes  
« autres que ceux utilisés pour les besoins de transport public  
« ou de transport collectif du personnel.

« Les modalités d’application du remboursement précité

« sont fixées par voie réglementaire.

« La demande de remboursement doit être déposée

« trimestriellement auprès du service local des impôts, dont

« relève l’assujetti, au cours du mois qui suit le trimestre au cours

« duquel la déclaration du chiffre d’affaires fait apparaître un

« crédit de taxe non imputable au titre des biens d’investissement.

« Le crédit de taxe déductible demandé en remboursement

« ne doit pas faire l’objet d’imputation. Les contribuables

« sont tenus de procéder à l’annulation dudit crédit sur la

« déclaration du chiffre d’affaires du mois ou du trimestre qui

« suit le trimestre ayant dégagé un crédit de taxe donnant lieu

« au remboursement.

« Ouvre droit au remboursement la taxe sur la valeur

« ajoutée grevant les factures d’achat dont le paiement est

« intervenu au cours du trimestre.

« Les remboursements de crédit de taxe afférent aux

« biens d’investissement sont liquidés, dans un délai de trente

« (30) jours à compter de la date du dépôt de la demande de

« remboursement, dans la limite du montant de la taxe sur la

« valeur ajoutée sur lesdits biens d’investissement.

« Les remboursements liquidés font l'objet de décisions  
« du ministre chargé des finances ou de la personne déléguée  
« par lui à cet effet et donnent lieu à l'établissement d'ordre  
« de remboursement.

« Article 125 ter. – Récupération de la taxe sur la valeur  
« ajoutée non apparente.

« Par dérogation aux dispositions des articles 101 et  
« 104 ci-dessus, ouvre droit à déduction la taxe non apparente  
« sur le prix d'achat des légumineuses, fruits et légumes  
« non transformés, d'origine locale, destinés à la production  
« agroalimentaire vendue localement.

« Le montant de la taxe non apparente est déterminé sur  
« la base d'un pourcentage de récupération calculé par  
« l'assujetti à partir des opérations réalisées au cours de  
« l'exercice précédent comme suit :

« -au numérateur, le montant annuel des achats de  
« produits agricoles non transformés, augmenté du  
« stock initial et diminué du stock final ;

« -au dénominateur, le montant annuel des ventes des  
« produits agricoles transformés toute taxe comprise.

« Le pourcentage obtenu est définitif pour le calcul de  
« la taxe non apparente à récupérer au titre de l'année suivante.

« Le pourcentage ainsi déterminé est appliqué au chiffre  
« d'affaires du mois ou du trimestre de l'année suivante pour  
« la détermination de la base de calcul de la taxe non apparente.  
« Cette base est soumise au même taux de la taxe sur la valeur  
« ajoutée applicable au produit agricole transformé.

« Article 187 bis. – Sanctions pour infraction aux  
« dispositions relatives à la télédéclaration

« Une majoration de 1% est applicable sur les droits  
« dus ou qui auraient été dus en l'absence d'exonération, en  
« cas de non respect des obligations de télédéclaration prévues  
« à l'article 155 ci-dessus.

« Le montant de la majoration précitée ne peut être  
« inférieur à mille (1 000) dirhams.

« La majoration visée ci-dessus est recouvrée par voie  
« de rôle sans procédure.

« Article 208 bis. – Sanctions pour infraction aux  
« dispositions relatives au télépaiement

« Une majoration de 1% est applicable sur les droits dus  
« ou qui auraient été dus en l'absence d'exonération, en cas  
« de non respect des obligations de télépaiement prévues à  
« l'article 169 ci-dessus.

« Le montant de la majoration précitée ne peut être  
« inférieur à mille (1 000) dirhams.

« La majoration visée ci-dessus est recouvrée par voie  
« de rôle sans procédure.

« Article 221 bis. – Procédures de dépôt de la déclaration  
« rectificative

« I- Lorsque l'administration constate des erreurs  
« matérielles dans les déclarations souscrites, elle invite le  
« contribuable par lettre notifiée, dans les formes prévues à  
« l'article 219 ci-dessus, à souscrire une déclaration rectificative  
« dans un délai de trente (30) jours suivant la date de réception  
« de ladite lettre.

« La lettre de notification précitée doit préciser la nature  
« des erreurs matérielles constatées par l'administration.

« Si le contribuable accepte de rectifier les erreurs  
« précitées, il doit déposer une déclaration rectificative dans  
« le délai de trente (30) jours prévu ci-dessus.

« Si le contribuable ne dépose pas la déclaration  
« rectificative dans le délai de trente (30) jours précité ou  
« dépose une déclaration rectificative partielle, la procédure  
« est poursuivie conformément aux dispositions de l'article  
« 228-II ci-dessus.

« La déclaration rectificative précitée doit être établie  
« sur ou d'après un imprimé-modèle de l'administration et elle  
« est prise en considération par l'administration, sans préjudice  
« de l'application des dispositions relatives au droit de contrôle  
« de l'impôt prévu par le Titre Premier du Livre II du présent  
« code pour toute la période non couverte par la prescription.

« II- Lorsque l'administration constate que les chiffres  
« d'affaires réalisés par les contribuables soumis à l'impôt sur  
« le revenu selon le régime du bénéfice forfaitaire, du résultat  
« net simplifié ou celui de l'auto-entrepreneur dépassent  
« pendant deux années consécutives les limites prévues pour  
« lesdits régimes aux articles 39, 41 et 42 ter ci-dessus, ils sont  
« invités par lettre notifiée, dans les formes prévues à l'article  
« 219 ci-dessus, à déposer des déclarations rectificatives selon  
« le régime qui leur est applicable dans un délai de trente (30)  
« jours suivant la date de réception de ladite lettre de  
« notification.

« La lettre précitée doit préciser les motifs et la nature  
« des insuffisances constatées dans la déclaration initiale.

« Lorsque l'administration estime que les rectifications  
« introduites dans le délai de trente (30) jours prévu ci-dessus  
« sont insuffisantes ou lorsque le contribuable ne dépose  
« pas la déclaration rectificative dans ce délai, la procédure  
« est poursuivie conformément aux dispositions de l'article  
« 228-II ci-dessus. »

« III.- A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, sont abrogées « les  
« dispositions des articles 97, 202, 276 du code général des  
« impôts précité.

#### TAXE ECOLOGIQUE SUR LA PLASTURGIE

##### Article 9

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, les paragraphes I et II de  
l'article 12 de la loi de finances n°115-12 pour l'année budgétaire  
2013, promulguée par le dahir n° 1-12-57 du 14 safar 1434  
(28 décembre 2012), sont modifiés comme suit :

« Article 12. – I. – A compter du .....et les ouvrages  
« en ces matières relevant du chapitre 39 du Système Harmonisé  
« à l'exclusion des produits relevant des positions tarifaires  
« suivantes :

|            |            |            |            |            |            |
|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| 3901101000 | 3903901000 | 3905191000 | 3906101000 | 3907709100 | 3909401000 |
| 3901102000 | 3904101000 | 3905211000 | 3906109000 | 3907709900 | 3909402000 |
| 3901201000 | 3904211000 | 3905219000 | 3906901110 | 3907911000 | 3909501000 |
| 3901301000 | 3904221000 | 3905291100 | 3906901190 | 3907992000 | 3911101100 |
| 3901901000 | 3904301000 | 3905299100 | 3906909100 | 3907999200 | 3911101300 |
| 3902101000 | 3904401000 | 3905301100 | 3906909500 | 3907999800 | 3911109100 |
| 3902201000 | 3904501000 | 3905301900 | 3907200000 | 3908101000 | 3911901000 |
| 3902301000 | 3904611000 | 3905309000 | 3907301000 | 3908901000 | 3911909100 |
| 3902901000 | 3904691000 | 3905911100 | 3907309000 | 3908902000 | 3912201010 |
| 3903111000 | 3904901100 | 3905911900 | 3907500010 | 3909101100 | 3912201090 |
| 3903191000 | 3904902100 | 3905991100 | 3907500090 | 3909101900 | 3912391090 |
| 3903201000 | 3904909100 | 3905991900 | 3907602000 | 3909201000 | 3913908000 |
| 3903301000 | 3905120000 | 3905999100 | 3907701000 | 3909301000 | 3914000010 |

Cette taxe s'applique également aux produits relevant des positions tarifaires suivantes :

|            |            |            |            |            |            |
|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| 4202321091 | 6702100090 | 8536309010 | 8536903000 | 8538909911 | 8544421091 |
| 4202321099 | 6704110000 | 8536309090 | 8536909011 | 8538909913 | 8544421099 |
| 4202391000 | 6704190000 | 8536490011 | 8536909013 | 8538909917 | 8544491011 |
| 4202921091 | 8507100010 | 8536490019 | 8536909015 | 8538909930 | 8544491019 |
| 4202921092 | 8507100090 | 8536490030 | 8536909017 | 8538909991 | 8544491021 |
| 4202921099 | 8507200000 | 8536490091 | 8536909019 | 8538909999 | 8544491029 |
| 4202991000 | 8507301000 | 8536490099 | 8536909021 | 8539411000 | 8544491030 |
| 6402120090 | 8507309000 | 8536500500 | 8536909029 | 8539419000 | 8544491040 |
| 6402190090 | 8507401000 | 8536501300 | 8536909030 | 8539491000 | 8544491051 |
| 6402200091 | 8507409000 | 8536501900 | 8536909091 | 8539499000 | 8544491059 |
| 6402200099 | 8507501000 | 8536509011 | 8536909092 | 8544111000 | 8544491061 |
| 6402910092 | 8507601000 | 8536509012 | 8536909098 | 8544119000 | 8544491069 |
| 6402910094 | 8507800500 | 8536509013 | 8537101100 | 8544191000 | 8544491090 |
| 6402910098 | 8507802000 | 8536509017 | 8537101910 | 8544199000 | 8544429011 |
| 6402990028 | 8507509000 | 8536509080 | 8537101990 | 8544201000 | 8544429019 |
| 6402990040 | 8507609000 | 8536611000 | 8537103000 | 8544202100 | 8544429021 |
| 6402990084 | 8507809800 | 8536619010 | 8537109000 | 8544202900 | 8544429029 |
| 6402990085 | 8535909091 | 8536619090 | 8537200010 | 8544209000 | 8544429091 |
| 6402990086 | 8536101100 | 8536691000 | 8537200090 | 8544301000 | 8544429099 |
| 6402990087 | 8536201000 | 8536699010 | 8538100000 | 8544309000 | 8544499011 |
| 6406200090 | 8536209010 | 8536699090 | 8538901000 | 8544421011 | 8544499019 |
| 6406902021 | 8536209090 | 8536702000 | 8538902000 | 8544421019 | 8544499021 |
| 6702100011 | 8536301100 | 8536901000 | 8538909110 | 8544421021 | 8544499029 |
| 6702100019 | 8536301900 | 8536902000 | 8538909190 | 8544421029 | 8544499030 |
| 8544499040 | 8544607100 | 8708100000 | 9018391100 | 9405921000 | 9602009070 |
| 8544499051 | 8544607900 | 8708210000 | 9018391900 | 9405929000 | 9602009091 |
| 8544499059 | 8544609000 | 8708291000 | 9018392010 | 9406001000 | 9602009099 |
| 8544499061 | 8544700010 | 8708298100 | 9018392090 | 9503001021 | 9603100000 |
| 8544499069 | 8544700090 | 8708298900 | 9018909010 | 9503001029 | 9603210000 |
| 8544499090 | 8546900020 | 8708700000 | 9021210010 | 9503002011 | 9603400000 |
| 8544601100 | 8547200000 | 8708941000 | 9021391000 | 9503002021 | 9603901000 |
| 8544601900 | 8607110000 | 8714910011 | 9028301000 | 9503002091 | 9603909091 |
| 8544602100 | 8607120000 | 8714920011 | 9028309000 | 9503009220 | 9603909099 |
| 8544602900 | 8607190011 | 8714930011 | 9403700000 | 9503009320 | 9606210000 |
| 8544603100 | 8607190019 | 8714940011 | 9404300099 | 9503009411 | 9616100090 |
| 8544603900 | 8607190020 | 8714950011 | 9405103100 | 9503009492 | 9619003110 |
| 8544604000 | 8607190030 | 8714960011 | 9405203100 | 9503009620 | 9619003190 |
| 8544605000 | 8607190091 | 8714990011 | 9405404100 | 9503009992 | 9619003900 |
| 8544606100 | 8607190092 | 9003110000 | 9405504100 | 9504300010 |            |
| 8544606900 | 8607190099 | 9018310010 | 9405603100 | 9602009060 |            |

« II. – Le taux de la taxe est fixée à **1% ad valorem.** »

*Occupation du domaine public  
par les établissements publics  
et les exploitants de réseaux publics  
de télécommunications*

*Redevance*

Article 10

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, les dispositions de l'article 20 de la loi de finances n° 8-96 pour l'année budgétaire 1996-1997 tel qu'il a été modifié et complété, sont abrogées et remplacées comme suit :

« Article 20. – Les établissements publics sont soumis  
« au paiement, au profit du Trésor, d'une redevance annuelle,  
« par chaque établissement concerné, pour l'occupation du  
« domaine public de l'Etat mis à leur disposition dans le cadre  
« des missions qui leur sont imparties par leur texte institutif.

« Les exploitants de réseaux publics de  
« télécommunications sont soumis au paiement, au profit  
« du Trésor, d'une redevance annuelle, par chaque exploitant  
« concerné, pour l'occupation du domaine public de l'Etat  
« pour y installer des supports, ouvrages et infrastructures  
« destinés à l'établissement et à l'exploitation des réseaux de  
« télécommunications.

« Les montants des redevances prévues au présent article  
« sont fixés par voie réglementaire.»

*Taxe sur les contrats d'assurances*

Article 11

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, les dispositions du paragraphe XI du titre III de l'annexe II du décret n° 2-58-1151 du 12 jourmada II 1378 (24 décembre 1958) portant codification des textes sur l'enregistrement et le timbre, tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

**« Annexe II**

**« Taxe sur les contrats d'assurances**

**« Titre III**

« .....

« XI. – A. – La taxe .....  
« (21 avril 2004).

« B. – Le produit de la taxe sur les contrats d'assurances  
« est affecté à concurrence de 20% au profit du Fonds spécial  
« relatif au produit des parts d'impôts affectées aux régions  
« institué par l'article 30 de la loi de finances n° 26-99 pour  
« l'année budgétaire 1999-2000, promulguée par le dahir  
« n° 1-99-184 du 16 rabii I 1420 (30 juin 1999) ; il est réparti  
« entre les régions au prorata de la population par décision du  
« ministre chargé de l'intérieur après visa du ministre chargé  
« des finances.

« Le reste (80%) est affecté à concurrence de :

« – 50% pour le budget général ;

« – 25% pour le "Fonds de solidarité des assurances".....  
« 1984 ;

« – 25% pour le "Fonds d'appui à la cohésion sociale"  
« .....(16 mai 2012). »

*Prime de renouvellement des véhicules  
de transport routier de marchandises pour compte d'autrui  
et de transport public en commun de personnes  
dans le milieu rural et prime à la casse des véhicules  
à moteur de transport routier de marchandises  
pour compte d'autrui*

Article 12

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, les dispositions de l'article 8 de la loi de finances n° 110-13 pour l'année budgétaire 2014, promulguée par le dahir 1-13-115 du 26 safar 1435 (30 décembre 2013), sont modifiées comme suit :

« Article 8. – Il est institué.....  
« ..... compte d'autrui.

« 1. – .....  
« .....

« 2. – Prime à la casse des véhicules à moteur de transport  
« routier de marchandises pour compte d'autrui.

« Les véhicules concernés.....les conditions  
« suivantes :

« – .....du transport ;

« – avoir un poids total en charge autorisé supérieur à  
3,5 tonnes ;

« – être en activité.....

« .....  
(la suite sans modification.)

## II. – RESSOURCES AFFECTEES

### *Affectation de ressources aux régions*

#### Article 13

En application des dispositions de l'article 188 de la loi organique n° 111-14 relative aux régions, promulguée par le dahir n° 1-15-83 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015), il est affecté aux régions, au titre de l'année budgétaire 2016, 2% du produit de l'impôt sur les sociétés.

#### Article 14

En application des dispositions de l'article 188 de la loi organique précitée n° 111-14, il est affecté aux régions, au titre de l'année budgétaire 2016, 2% du produit de l'impôt sur le revenu.

### *Confirmation des affectations résultant des budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome et des comptes spéciaux du Trésor*

#### Article 15

Sous réserve des dispositions de la présente loi de finances, les affectations résultant des budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome et des comptes spéciaux du Trésor, ouverts à la date du 31 décembre 2015, sont confirmées pour l'année budgétaire 2016.

#### SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME

### *Création de services de l'Etat gérés de manière autonome*

#### Article 16

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, sont créés les services de l'Etat gérés de manière autonome suivants :

- « Théâtre Mohammed VI d'Oujda » rattaché au ministère chargé de la culture ;
- « Institut national des beaux-arts de Tétouan » rattaché au ministère chargé de la culture ;
- « Institut national des sciences de l'archéologie et du patrimoine de Rabat » rattaché au ministère chargé de la culture ;
- « Centre régional d'investissement de la région de Drâa-Tafilalet ».

*Modification des services de l'Etat gérés  
de manière autonome*

Article 17

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, les intitulés des services de l'Etat gérés de manière autonome sont modifiés comme suit :

- « Centre régional d'investissement de la région de Tanger-Tétouan » en « Centre régional d'investissement de la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima » ;
- « Centre régional d'investissement de la région de l'Oriental » en « Centre régional d'investissement de la région de l'Oriental » ;
- « Centre régional d'investissement de la région de Fès-Boulemane » en « Centre régional d'investissement de la région de Fès-Meknès » ;
- « Centre régional d'investissement de la région de Rabat - Salé - Zemmour-Zaër » en « Centre régional d'investissement de la région de Rabat-Salé-Kénitra » ;
- « Centre régional d'investissement de la région de Tadla-Azilal » en « Centre régional d'investissement de la région de Béni Mellal-Khénifra » ;
- « Centre régional d'investissement de la région du Grand-Casablanca » en « Centre régional d'investissement de la région de Casablanca-Settat » ;
- « Centre régional d'investissement de la région de Marrakech - Tensift - AI Haouz » en « Centre régional d'investissement de la région de Marrakech-Safi » ;
- « Centre régional d'investissement de la région de Souss-Massa-Draâ » en « Centre régional d'investissement de la région de Souss-Massa » ;
- « Centre régional d'investissement de la région de Guelmim-Es-Semara » en « Centre régional d'investissement de la région de Guelmim-Oued Noun » ;
- « Centre régional d'investissement de la région de Laâyoune - Boujdour - Sakia El Hamra » en « Centre régional d'investissement de la région de Laâyoune-Sakia El Hamra » ;
- « Centre régional d'investissement de la région de Oued Ed-dahab – Lagouira » en « Centre régional d'investissement de la région de Dakhla-Oued Ed-Dahab » ;
- « Service d'accueil, d'assistance et d'évaluation des programmes » rattaché au ministère de la solidarité, de la femme, de la famille et du développement social en « Service de l'orientation et de l'appui » ;

- « Service autonome des unités de production » rattaché à la délégation générale à l'administration pénitentiaire et à la réinsertion en « Service des unités de formation artistique et artisanale » ;
- « Centre hospitalier provincial d'Inezgane-Ait Melloul » rattaché au ministère chargé de la santé en « Centre hospitalier préfectoral Inezgane-Ait Melloul » ;
- « Centre hospitalier régional de Doukkala Abda » rattaché au ministère chargé de la santé en « Centre hospitalier provincial de Safi » ;
- « Centre hospitalier régional de Chaouia Ouardigha » rattaché au ministère chargé de la santé en « Centre hospitalier provincial de Settat » ;
- « Centre hospitalier régional du « Gharb Cherarda Beni H'ssen » rattaché au ministère chargé de la santé en « Centre hospitalier provincial de Kénitra » ;
- « Centre hospitalier régional de la Wilaya de Tanger » rattaché au ministère chargé de la santé en « Centre hospitalier régional de Tanger » ;
- « Centre hospitalier régional de la Wilaya de Tétouan » rattaché au ministère chargé de la santé en « Centre hospitalier provincial de Tétouan » ;
- « Centre hospitalier provincial d'Errachidia » rattaché au ministère chargé de la santé en « Centre hospitalier régional d'Errachidia » ;
- « Centre hospitalier régional de Taza Al Hoceima Taounate » rattaché au ministère chargé de la santé en « Centre hospitalier provincial d'Al Hoceima » ;
- « Centre hospitalier régional de Oued Eddahab-Lagouira » rattaché au ministère chargé de la santé en « Centre hospitalier régional de Oued-Ed-Dahab » ;
- « Centre hospitalier régional de Laâyoune Boujdour Sakia L'Hamra » rattaché au ministère chargé de la santé en « Centre hospitalier régional de Laâyoune » ;
- « Centre hospitalier régional Tadla Azilal » rattaché au ministère chargé de la santé en « Centre hospitalier régional de Béni Mellal » ;
- « Centre hospitalier régional de Souss Massa Darâa » rattaché au ministère chargé de la santé en « Centre hospitalier régional d'Agadir » ;
- « Centre hospitalier régional de Marrakech Tensift Al Haouz » rattaché au ministère chargé de la santé en « Centre hospitalier régional de Marrakech » ;

- « Centre hospitalier régional du grand Casablanca » rattaché au ministère chargé de la santé en « Centre hospitalier régional de Casablanca » ;
- « Centre hospitalier préfectoral de Fès » rattaché au ministère chargé de la santé en « Centre hospitalier régional de Fès » ;
- « Centre hospitalier régional de Meknès Tafilalt » rattaché au ministère chargé de la santé en « Centre hospitalier préfectoral de Meknès » ;
- « Centre hospitalier régional de Rabat-Salé-Zemmour-Zaër » rattaché au ministère chargé de la santé en « Centre hospitalier régional de Rabat » ;
- « Centre hospitalier régional de l'Oriental » rattaché au ministère chargé de la santé en « Centre hospitalier régional d'Oujda » ;
- « Centre hospitalier provincial de M'diq Fnideq » rattaché au ministère chargé de la santé en « Centre hospitalier préfectoral de M'diq Fnideq » ;
- « Centre hospitalier régional de Guelmim Es-Smara » rattaché au ministère chargé de la santé en « Centre hospitalier régional de Guelmim ».

*Suppression des services de l'Etat gérés  
de manière autonome*

Article 18

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, sont supprimés les services de l'Etat gérés de manière autonome suivants :

- le service de l'Etat géré de manière autonome intitulé « Centre régional d'investissement de la région de Chaouia-Ouardigha » ;
- le service de l'Etat géré de manière autonome intitulé « Centre régional d'investissement de la région de Doukala-Abda » ;
- le service de l'Etat géré de manière autonome intitulé « Centre régional d'investissement de la région de Gharb-Chrarda-Beni Hssen » ;
- le service de l'Etat géré de manière autonome intitulé « Centre régional d'investissement de la région de Meknès-Tafilalet » ;
- le service de l'Etat géré de manière autonome intitulé « Centre régional d'investissement de la région de Taza - Al Hoceima - Taounate » ;
- le service de l'Etat géré de manière autonome intitulé « Centre hospitalier régional de Fès Boulemane ».

Le solde des services de l'Etat gérés de manière autonome précités, disponible au 31 décembre 2015, est versé au budget général et pris en recettes au chapitre 1.1.0.0.13.000, article 8100, paragraphe 70 « recettes diverses ».

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

*Création du compte d'affectation spéciale  
intitulé « Fonds de mise à niveau sociale »*

Article 19

I. – A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de mise à niveau sociale » prévu par l'article 142 de la Constitution, dont l'ordonnateur est le Chef du gouvernement, comptabilisera, pour une durée de douze (12) ans, les opérations afférentes à la résorption des déficits en matière de développement humain, d'infrastructures et d'équipements, conformément à l'article 229 de la loi organique n° 111-14 relative aux régions.

II. – Ce compte retracera :

*Au crédit :*

- les versements du budget général ;
- les sommes versées par les collectivités territoriales et/ou les établissements et entreprises publics pour la réalisation d'opérations de mise à niveau sociale des régions ;
- les participations diverses ;
- les versements par le budget général, dans le cadre des articles 22 et 27 de la loi organique n° 130-13 relative à la loi de finances, sous forme de crédits additionnels ;
- les recettes diverses ;
- les dons et legs.

*Au débit :*

- les dépenses afférentes à l'approvisionnement en eau potable et en électricité ;
- les dépenses afférentes à la résorption de l'habitat insalubre ;
- les dépenses afférentes à la réalisation des programmes de santé ;
- les dépenses afférentes aux programmes relatifs à l'éducation ;
- les dépenses afférentes à la réalisation des réseaux routiers et des voies de communication ;
- les versements au budget général, aux fins d'être reversés au profit d'autres comptes d'affectation spéciale ou à des services de l'Etat gérés de manière autonome conformément aux articles 22 et 27 de la loi organique précitée n° 130-13 relative à la loi de finances.

III. – Conformément à l'article 230 de la loi organique précitée n°111-14, le Chef du gouvernement, peut instituer par arrêté, les Walis des régions sous-ordonnateurs dudit compte.

*Création du compte d'affectation spéciale  
intitulé « Fonds de solidarité interrégionale »*

Article 20

I. – A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de solidarité interrégionale » prévu par l'article 142 de la Constitution, dont l'ordonnateur est le ministre de l'intérieur, comptabilisera les opérations visant la répartition équitable des ressources en vue de réduire les disparités entre les régions, conformément à l'article 234 de la loi organique n° 111-14 relative aux régions.

II. – Ce compte retracera :

*Au crédit :*

- les contributions des régions disposant de ressources importantes ;
- les participations diverses ;
- les sommes versées par les collectivités territoriales, les établissements et entreprises publics pour la réalisation d'opérations de développement régional, dans le cadre de la solidarité interrégionale ;
- les versements par le budget général, dans le cadre des articles 22 et 27 de la loi organique n° 130-13 relative à la loi de finances, sous forme de crédits additionnels ;
- les recettes diverses ;
- les dons et legs.

*Au débit :*

- les sommes versées aux budgets des régions confrontées à des insuffisances de leurs ressources et destinées au financement des projets de développement régional ;
- les sommes mises à la disposition des collectivités territoriales, des établissements et entreprises publics pour la réalisation d'opérations de développement régional, dans le cadre de la solidarité interrégionale ;
- les versements au budget général aux fins d'être reversés au profit d'autres comptes d'affectation spéciale ou à des services de l'Etat gérés de manière autonome conformément aux articles 22 et 27 de la loi organique précitée n° 130-13 relative à la loi de finances.

*Mise en conformité de certains comptes d'affectation spéciale  
avec les dispositions de la loi organique  
n°130-13 relative à la loi de finances*

Article 21

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, les comptes d'affectation spéciale suivants sont mis en conformité avec les dispositions de la loi organique précitée n° 130-13 relative à la loi de finances:

**A. – Fonds de lutte contre les effets de la sécheresse**

Les dispositions du paragraphe II de l'article 50 de la loi de finances transitoire n° 45-95 pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 1996, promulguée par le dahir n° 1-95- 243 du 8 chaabane 1416 (30 décembre 1995), sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 50. – II. – Ce compte retracera :

*Au crédit :*

- « – le produit des dons.....
- « – ..... solidarité nationale ;
- « – les versements par le budget général, dans le cadre des  
« articles 22 et 27 de la loi organique n° 130-13 relative  
« à la loi de finances, sous forme de crédits additionnels.

*Au débit :*

- « 1 – .....
- « ..... ;
- « 2 – les versements :  
« – à l'office ..... potable ;  
« – aux offices .....valeur agricole ;  
« – au .....crédit agricole ;
- « 3 – les versements au budget général aux fins d'être  
« reversés au profit d'autres comptes d'affectation spéciale  
« ou à des services de l'Etat gérés de manière autonome  
« conformément aux articles 22 et 27 de la loi organique  
« n° 130-13 relative à la loi de finances.

« L'engagement des .....finances. »

**B. – Fonds pour la promotion de l'emploi des jeunes**

Les dispositions du paragraphe II de l'article 43 de la loi de finances pour l'année 1994 n° 32-93, promulguée par le dahir n° 1-94-123 du 14 ramadan 1414 (25 février 1994), tel qu'il a été modifié et complété, sont complétées comme suit :

« Article 43. – II. – Ce compte retracera :

*Au crédit :*

- « – les dotations du budget général ;
- « – les recettes diverses ;
- « – les remboursements.....conjoints ;
- « – les dons..... ;
- « – la restitution .....professionnelle ;
- « – les versements par le budget général sous forme de  
« crédits additionnels dans le cadre des articles 22 et 27  
« de la loi organique n° 130-13 relative à la loi de finances.

*Au débit :*

- « .....
- « .....
- « 10 – .....formation professionnelle ;
- « 11 – les versements au budget général aux fins d'être  
« reversés au profit d'autres comptes d'affectation spéciale  
« ou à des services de l'Etat gérés de manière autonome  
« conformément aux articles 22 et 27 de la loi organique  
« précitée n° 130-13 relative à la loi de finances. »

**C. – Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain**

Les dispositions du paragraphe II de l'article premier du décret n° 2-05-1016 du 12 jomada II 1426 (19 juillet 2005) portant création d'un compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain », tel qu'il a été ratifié par l'article 47 de la loi de finances n° 35-05 pour l'année budgétaire 2006, promulguée par le dahir n° 1-05-197 du 24 kaada 1426 (26 décembre 2005), tel qu'il a été modifié et complété, sont complétées comme suit :

« Article premier. – II. – Ce compte retracera :

*Au crédit :*

- « .....
- « .....
- « – les versements par le budget général, dans le cadre des  
« articles 22 et 27 de la loi organique n° 130-13 relative  
« à la loi de finances, sous forme de crédits additionnels.

*Au débit :*

- « .....
- « .....
- « – les versements au budget général aux fins d'être  
« reversés au profit d'autres comptes d'affectation  
« spéciale ou à des services de l'Etat gérés de manière  
« autonome conformément aux articles 22 et 27 de  
la loi organique précitée n° 130-13 relative à la loi de  
« finances. »

**D. – Part des collectivités territoriales dans le produit de la taxe sur la valeur ajoutée**

Les dispositions de l'article 33 bis de la loi de finances pour l'année 1986 n° 33-85, promulguée par le dahir n° 1-85-353 du 18 rabii II 1406 (31 décembre 1985), tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 33 bis. – I. – Afin.....un compte  
« d'affectation spéciale intitulé « Part des collectivités  
« territoriales dans le produit de la taxe sur la valeur ajoutée »  
« dont ..... ordonnateur.

« II. – Ce compte retracera :

*Au crédit :*

- « .....
- « .....
- « – les versements par le budget général, dans le cadre des  
« articles 22 et 27 de la loi organique n° 130-13 relative  
« à la loi de finances, sous forme de crédits additionnels.

*Au débit :*

- « – les dépenses ..... en vigueur ;
- « – les salaires .....des espaces verts ;
- « – les versements au profit du budget général d'un montant  
« correspondant à 5,05% de la part du produit de la  
« TVA désignée ci-dessus pour être reversés au compte  
« d'affectation spéciale dénommé « Financement des  
« dépenses d'équipement et de la lutte contre le chômage »  
« conformément à l'article 27 de la loi organique n° 130-13  
« relative à la loi de finances ;
- « – les versements au budget général aux fins d'être  
« reversés au profit d'autres comptes d'affectation  
« spéciale ou à des services de l'Etat gérés de manière  
« autonome conformément aux articles 22 et 27 de la  
« loi organique précitée n° 130-13 relative à la loi de  
« finances.
- « – les versements de l'avance au profit des fonctionnaires  
« ..... en vigueur ;
- « – les dépenses relatives aux remboursements,  
« dégrèvements et restitutions, fiscaux. »

**E. – Financement des dépenses d'équipement et de la lutte contre le chômage**

Les dispositions de l'article 27 de la loi de finances n° 45-02 pour l'année budgétaire 2003, promulguée par le dahir n° 1-02-362 du 26 chaoual 1423 (31 décembre 2002), sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 27. – En vue ..... l'intérieur,  
« retracera :

*Au crédit :*

- « – les versements par le budget général d'un montant  
« correspondant à 5,05% de la part du produit de la TVA  
« provenant du compte d'affectation spéciale « Part des  
« collectivités territoriales dans le produit de la taxe  
« sur la valeur ajoutée » au profit de ce compte  
« conformément à l'article 27 de la loi organique n° 130-13  
« relative à la loi de finances ;
- « – les versements par le budget général, dans le cadre des  
« articles 22 et 27 de la loi organique n° 130-13 relative  
« à la loi de finances, sous forme de crédits additionnels ;
- « – les versements ..... général ;
- « – les fonds ..... ;
- « – les recettes ..... ;
- « – le produit ..... ce compte.

*Au débit :*

- « .....
- « .....
- « – les versements au budget général aux fins d'être  
« reversés au profit d'autres comptes d'affectation  
« spéciale ou à des services de l'Etat gérés de manière  
« autonome conformément aux articles 22 et 27 de la  
« loi organique précitée n° 130-13 relative à la loi de  
« finances. »

**F. – Fonds de soutien à la sûreté nationale**

Les dispositions du paragraphe II de l'article 29 de la loi de finances n° 48-03 pour l'année budgétaire 2004 promulguée par le dahir n° 1-03-308 du 7 kaada 1424 (31 décembre 2003), sont complétées comme suit :

« Article 29. – II. – Ce compte retracera :

*Au crédit :*

- « .....
- « .....
- « – les versements par le budget général, dans le cadre des  
« articles 22 et 27 de la loi organique n° 130-13 relative  
« à la loi de finances, sous forme de crédits additionnels.

*Au débit :*

- « .....
- « .....
- « – les versements au budget général aux fins d'être  
« reversés au profit d'autres comptes d'affectation  
« spéciale ou à des services de l'Etat gérés de manière  
« autonome conformément aux articles 22 et 27 de la  
« loi organique précitée n° 130-13 relative à la loi de  
« finances. »

**G. – Fonds de lutte contre les effets des catastrophes naturelles**

Les dispositions des paragraphes II et III de l'article 16 bis de la loi de finances n° 40-08 pour l'année budgétaire 2009, promulguée par le dahir n° 1-08-147 du 2 moharrem 1430 (30 décembre 2008), tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 16 bis. – II. – Ce compte retracera :

« *Au crédit :*

« .....

« .....

« – les versements par le budget général, dans le cadre des  
« articles 22 et 27 de la loi organique n° 130-13 relative  
« à la loi de finances, sous forme de crédits additionnels.

« *Au débit :*

« .....

« .....

« – les versements au budget général aux fins d'être  
« reversés au profit d'autres comptes d'affectation  
« spéciale ou à des services de l'Etat gérés de manière  
« autonome conformément aux articles 22 et 27 de la  
« loi organique précitée n° 130-13 relative à la loi de  
« finances.

« III. – Les crédits afférents aux dépenses visées ci-dessus  
« sont versés au budget général, aux établissements .....  
« des catastrophes naturelles. »

**H. – Fonds spécial de la pharmacie centrale**

Les dispositions de l'article 22 de la loi de finances n° 115-12 pour l'année budgétaire 2013, promulguée par le dahir n° 1-12-57 du 14 safar 1434 (28 décembre 2012), sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 22. – .....

« .....

« *Au crédit :*

« – le produit ..... pharmaceutiques ;

« – le produit ..... d'exploitation ;

« – les dotations ..... général ;

« – les versements par le budget général, dans le cadre des  
« articles 22 et 27 de la loi organique n° 130-13 relative  
« à la loi de finances, sous forme de crédits additionnels ;

« – la contribution annuelle versée par les communes  
« ..... médicale ;

« – la contribution partielle ..... médicale ;

« – les dons et ..... ;

« – les recettes .....

« *Au débit :*

« .....

« .....

« – les frais d'assurances ;

« – les versements, ..... aux établissements  
« publics ;

« – les versements au budget général aux fins d'être  
« reversés au profit d'autres comptes d'affectation  
« spéciale ou à des services de l'Etat gérés de manière  
« autonome conformément aux articles 22 et 27 de la  
« loi organique précitée n° 130-13 relative à la loi de  
« finances. »

**I. – Fonds de emploi domanial**

Les dispositions du paragraphe II de l'article 50 du dahir portant loi de finances pour l'année 1976 n° 1-75-464 du 23 hiza 1395 (26 décembre 1975), tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 50. – II. – Ce compte retracera :

« *Au crédit :*

« – les versements par le budget général sous forme de  
« crédits additionnels dans le cadre des articles 22 et  
« 27 de la loi organique n° 130-13 relative à la loi de  
« finances ;

« .....

« .....

« *Au débit :*

« .....

« .....

« – les versements par le budget général, dans le cadre des  
« articles 22 et 27 de la loi organique n° 130-13 relative  
« à la loi de finances, sous forme de crédits additionnels ;

« – les versements, ..... au profit des  
« établissements publics ;

« – les versements au budget général aux fins d'être  
« reversés au profit d'autres comptes d'affectation  
« spéciale ou à des services de l'Etat gérés de manière  
« autonome conformément aux articles 22 et 27 de la  
« loi organique précitée n° 130-13 relative à la loi de  
« finances. »

#### **J. – Masse des services financiers**

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, les dispositions de l'article 28 de la loi de finances pour l'année 1965 n° 1-65 du 17 kaada 1384 (20 mars 1965), tel qu'il a été modifié et complété, sont complétées comme suit :

« *Article 28.* – En vue ..... ordonnateur.

« Ce compte retracera :

« *Au crédit :*

« .....

« .....

« – les versements par le budget général, dans le cadre des  
« articles 22 et 27 de la loi organique n° 130-13 relative  
« à la loi de finances, sous forme de crédits additionnels.

« *Au débit :*

« .....

« .....

« – les dépenses relatives aux remboursements,  
« dégrèvements et restitutions fiscaux ;

« – les versements au budget général aux fins d'être  
« reversés au profit d'autres comptes d'affectation  
« spéciale ou à des services de l'Etat gérés de manière  
« autonome conformément aux articles 22 et 27 de la  
« loi organique précitée n° 130-13 relative à la loi de  
« finances. »

#### **K. – Fonds de développement agricole**

Les dispositions du paragraphe II de l'article 33 de la loi de finances pour l'année 1986 n° 33-85, promulguée par le dahir n° 1-85-353 du 18 rabii II 1406 (31 décembre 1985), tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« *Article 33.* – II. – Ce compte retracera :

« *Au crédit :*

« .....

« .....

« – le produit.....(9 novembre 1992) ;

« – les versements par le budget général, dans le cadre des  
« articles 22 et 27 de la loi organique n° 130-13 relative  
« à la loi de finances, sous forme de crédits additionnels ;  
« – la part..... viandes et leurs dérivés ;

« .....

« .....

« *Au débit :*

« .....

« .....

« – les versements au budget général aux fins d'être  
« reversés au profit d'autres comptes d'affectation  
« spéciale ou à des services de l'Etat gérés de manière  
« autonome conformément aux articles 22 et 27 de la  
« loi organique précitée n° 130-13 relative à la loi de  
« finances. »

#### **L. – Fonds de solidarité habitat et intégration urbaine**

Les dispositions du paragraphe II de l'article 24 de la loi de finances n° 44-01 pour l'année budgétaire 2002, promulguée par le dahir n° 1-01-346 du 15 chaoual 1422 (31 décembre 2001), tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées comme suit :

« *Article 24.* – II. – Ce compte retracera :

« *Au crédit :*

« .....

« .....

« – les versements par le budget général, dans le cadre des  
« articles 22 et 27 de la loi organique n° 130-13 relative  
« à la loi de finances, sous forme de crédits additionnels.

« *Au débit :*

« .....

« .....

« – les versements .....bancaires pour l'accès  
« au logement social ;

« – les versements au budget général aux fins d'être  
« reversés au profit d'autres comptes d'affectation  
« spéciale ou à des services de l'Etat gérés de manière  
« autonome conformément aux articles 22 et 27 de la  
« loi organique précitée n° 130-13 relative à la loi de  
« finances.

« – les frais .....ventes immobilières ;

« .....  
.....

*(la suite sans modification.)*

**M. – Fonds de modernisation de l'administration publique**

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, les dispositions du paragraphe II de l'article 36 de la loi de finances n° 26-04 pour l'année budgétaire 2005, promulguée par le dahir n° 1-04-255 du 16 kaada 1425 (29 décembre 2004), tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 36.– I. – En vue..... est ordonnateur.

« II. – Ce compte retracera :

« *Au crédit :*

« .....  
.....

« .....  
.....

« – .....legs ;

« – la restitution .....non utilisées ;

« – les recettes ..... ;

« – les versements par le budget général, dans le cadre des  
« articles 22 et 27 de la loi organique n° 130-13 relative  
« à la loi de finances, sous forme de crédits additionnels.

« *Au crédit :*

« – les dépenses ..... services publics ;

« – le versement au profit du budget général de dotations

« pour contribuer.....voie réglementaire ;

« – les versements au budget général aux fins d'être  
« reversés au profit d'autres comptes d'affectation  
« spéciale ou à des services de l'Etat gérés de manière  
« autonome conformément aux articles 22 et 27 de la loi  
« organique précité n° 130-13 relative à la loi de finances. »

**N. – Fonds national forestier**

Les dispositions de l'article 34 de la loi de finances pour l'année 1986 n° 33-85, promulguée par le dahir n°1-85-353 du 18 rabii II 1406 (31 décembre 1985), tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 34. – .....  
.....

« .....  
.....

« *Au crédit :*

« .....  
.....

« .....  
.....

« – les versements par le budget général, dans le cadre des  
« articles 22 et 27 de la loi organique n° 130-13 relative  
« à la loi de finances, sous forme de crédits additionnels.

« *Au débit :*

« .....  
.....

« .....  
.....

« – les restitutions .....  
.....

« – ..... du dahir du 20 hija 1335  
« (10 octobre 1917) précité ;

« – les versements au budget général aux fins d'être  
« reversés au profit comptes d'autres d'affectation  
« spéciale ou à des services de l'Etat gérés de manière  
« autonome conformément aux articles 22 et 27 de la  
« loi organique précitée n° 130-13 relative à la loi de  
« finances ;

« – la restitution de la part.....dans le cadre de  
« contrats ;

« – l'octroi de compensation.....à mettre en  
« valeur ;

« – le versement ..... chargé des eaux et forêts  
« pour couvrir les dépenses liées au ..... forestier ;

« – le versement..... chargé des eaux et forêts pour  
« couvrir les dépenses ..... domaine forestier ;

« .....  
.....

*(la suite sans modification.)*

**O. – Fonds spécial pour le soutien des établissements pénitentiaires**

Les dispositions du paragraphe II de l'article 23 de la loi de finances n° 43-10 pour l'année budgétaire 2011 promulguée par le dahir n° 1-10-200 du 23 moharrem 1432 (29 décembre 2010), tel qu'il a été modifié et complété, sont complétées comme suit :

« Article 23. – II. – Ce compte retracera :

« *Au crédit :*

« .....  
.....

« .....  
.....

« – les versements par le budget général, dans le cadre des  
« articles 22 et 27 de la loi organique n° 130-13 relative  
« à la loi de finances, sous forme de crédits additionnels.

« *Au débit :*

« .....  
.....

« .....  
.....

« – les versements au budget général aux fins d'être reversés  
« au profit d'autres comptes d'affectation spéciale ou  
« à des services de l'Etat gérés de manière autonome  
« conformément aux articles 22 et 27 de la loi organique  
« précitée n° 130-13 relative à la loi de finances. »

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé  
« Fonds spécial relatif au produit des parts d'impôts  
affectées aux régions »*

Article 22

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, les dispositions de l'article 30 de la loi de finances n° 26-99 pour l'année budgétaire 1999-2000, promulguée par le dahir n° 1-99-184 du 16 rabii I 1420 (30 juin 1999), sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 30. – I. – Afin .....l'intérieur.

« II. – Ce compte retracera :

« *Au crédit* :

« – le produit de la part de l'impôt sur les sociétés affectée  
« aux régions ;

« – le produit de la part de l'impôt sur le revenu affectée  
« aux régions ;

« – 20% du produit de la taxe sur les contrats d'assurances  
« fixé par l'article 11 de la loi de finances n° 70-15 pour  
« l'année budgétaire 2016 ;

« – les contributions du budget général telles que visées  
« par l'article 188 de la loi organique n° 111-14 relative  
« à la région, promulguée par le dahir n° 1.15.83 du  
« 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015) ;

« – les versements par le budget général, dans le cadre des  
« articles 22 et 27 de la loi organique n° 130-13 relative  
« à la loi de finances, sous forme de crédits additionnels;

« – les participations diverses ;

« – les recettes diverses ;

« – les dons et legs.

« *Au débit* :

« .....

« .....

« – les versements au budget général aux fins d'être  
« reversés au profit d'autres comptes d'affectation  
« spéciale ou à des services de l'Etat gérés de manière  
« autonome conformément aux articles 22 et 27 de la  
« loi organique précitée n° 130-13 relative à la loi de  
« finances ;

« – les dépenses relatives aux remboursements,  
« dégrèvements et restitutions, fiscaux. »

« III. – la répartition entre les régions, des contributions  
« du budget général visées au crédit ci-dessus, sera fixée par  
« voie réglementaire. »

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé  
« Fonds pour la promotion du paysage audiovisuel  
et des annonces et de l'édition publique »*

Article 23

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, les dispositions de l'article 44 de la loi de finances n° 8-96 pour l'année budgétaire 1996-1997, promulguée par le dahir n° 1-96-77 du 12 safar 1417 (29 juin 1996), tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 44. – Afin .....

« .....

« Ce compte retracera :

« *Au crédit* :

« .....

« .....

« – les versements du budget général.

« *Au débit* :

« .....

« .....

« – les dépenses afférentes .....par voie  
« réglementaire :

«\* soutien aux sociétés de production nationale d'œuvres  
« audiovisuelles et du cinéma ;

«\* soutien à la production étrangère au Maroc d'œuvres  
« audiovisuelles et du cinéma ;

« \* aides à la numérisation.....cinéma ;

« \* aides aux..... cinéma ;

« – la restitution ..... imputées au compte ;

« – les dépenses relatives aux annonces.....  
« réglementaire. »

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé  
« Fonds de solidarité des assurances »*

Article 24

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, les dispositions du paragraphe II de l'article 39 du dahir portant loi n° 1-84-7 du 6 rabii II 1404 (10 janvier 1984) édictant des mesures d'ordre financier en attendant la promulgation de la loi de finances pour l'année 1984, tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 39. – II. – Ce compte retracera :

« Au crédit :

« – la part revenant à ce compte du produit de la taxe sur  
« les contrats d'assurances ;

« .....

« .....

« Au débit :

« .....

« .....

« – participation .....vie au travail ;

« – les versements au budget général aux fins d'être reversés  
« au profit d'autres comptes d'affectation spéciale ou  
« à des services de l'Etat gérés de manière autonome  
« conformément aux articles 22 et 27 de la loi organique  
« précitée n° 130-13 relative à la loi de finances . »

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé  
« Fonds d'appui à la cohésion sociale »*

Article 25

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, les dispositions du paragraphe II de l'article 18 de la loi de finances n° 22-12 pour l'année budgétaire 2012, promulguée par le dahir n° 1-12-10 du 24 joumada II 1433 (16 mai 2012), tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 18. – II. – Ce compte retracera :

« Au crédit :

« – le produit de la contribution libératoire.....2014 ;

« – le produit.....livraison à soi-même.....impôts ;

« – 50%.....touristique ;

« – 5,4 % du produit de la taxe intérieure de  
« consommation.....(9 octobre 1977) ;

« – la part revenant à ce compte du produit de la taxe sur  
« les contrats d'assurances ;

« – les sommes .....sucre ;

« – les dotations .....général ;

« – les contributions ..... territoriales ;

« – les contributions ..... et entreprises publics ;

« – les versements par le budget général, dans le cadre des  
« articles 22 et 27 de la loi organique n° 130-13 relative  
« à la loi de finances, sous forme de crédits additionnels;

« – toutes autres ressources.....conventionnel ;

« – les dons .....

« – les recettes.....

« Au débit :

« – le versement .....

« ..... régime d'assistance médicale  
« au profit :

«\* des centres ..... universitaires ;

«\* de l'Agence ..... maladie ;

« – la contribution .....;

« .....

« .....

« – le versement .....abandon scolaire ;

« – les versements d'aides directes.....par voie  
« réglementaire ;

« – les dépenses afférentes à l'octroi de secours ;

« – les versements au budget général aux fins d'être  
« reversés au profit d'autres comptes d'affectation  
« spéciale ou à des services de l'Etat gérés de manière  
« autonome conformément aux articles 22 et 27 de la  
« loi organique précitée n° 130-13 relative à la loi de  
« finances. »

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé  
« Compte spécial des dons des pays du conseil  
de coopération du Golfe »*

Article 26

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, les dispositions du paragraphe II de l'article premier du décret n° 2-13-166 du 13 jourmada I 1434 (25 mars 2013) portant création d'un compte d'affectation spéciale intitulé « Compte spécial des dons des pays du Conseil de coopération du Golfe », tel qu'il a été ratifié par la loi de finances n° 110-13 pour l'année budgétaire 2014, promulguée par le dahir n° 1-13-115 du 26 safar 1435 (30 décembre 2013), en vertu de son article 25, sont complétées comme suit :

« Article premier.– II. – Ce compte retracera :

« Au crédit :

« .....

« Au débit :

« – .....

« – ..... général ;

« – les versements au profit des établissements publics. »

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé  
« Fonds spécial routier »*

Article 27

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, les dispositions du paragraphe II de l'article 55 de la loi de finances n° 42-94 pour l'année budgétaire 1995 promulguée par le dahir n° 1-94-431 du 28 rejeb 1415 (31 décembre 1994), tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 55. – II.–Ce compte retracera :

« 1– Au crédit :

« .....

« .....

« – les versements par le budget général sous forme de  
« crédits additionnels dans le cadre des articles 22 et 27  
« de la loi organique n° 130-13 relative à la loi de finances. »

« 2 – Au débit :

« .....

« .....

« g) les indemnités d'expropriation pour cause d'utilité  
« publique et le montant des acquisitions immobilières à  
« l'amiable ou suite à l'exécution des décisions judiciaires,  
« liés à la réalisation des infrastructures routières de l'Etat à  
« concurrence du montant des recettes prévues aux e), f), g),  
« h) et k) du 1° ci-dessus , et du montant des recettes visées aux  
« i) et j) du 1° ci-dessus affectées à cet effet ;

« h) les versements.....réseau routier ;

« i) les versements au budget général aux fins d'être  
« reversés au profit d'autres comptes d'affectation spéciale  
« ou à des services de l'Etat gérés de manière autonome  
« conformément aux articles 22 et 27 de la loi organique  
« précitée n° 130-13 relative à la loi de finances. »

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé  
« Fonds de délimitation du domaine public  
maritime et portuaire »*

Article 28

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, les dispositions de l'article 50 de la loi de finances n° 14-97 pour l'année budgétaire 1997-1998, promulguée par le dahir n° 1-97-153 du 24 safar 1418 (30 juin 1997), tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 50. – I.– En vue de permettre .....à la  
« délimitation, à la préservation et à la valorisation du domaine  
« public maritime et portuaire, il est créé .....intitulé  
« «Fonds de délimitation, de préservation et de valorisation  
« du domaine public maritime et portuaire » dont .....  
« est ordonnateur.

«II. – Ce compte retracera :

« Au crédit :

« .....

« .....

« – les versements du budget général.

« Au débit :

« – les dépenses afférentes aux études .....de  
« préservation et de valorisation du domaine public  
« maritime et portuaire ;

« .....

« .....

« – les dépenses afférentes aux frais d'insertion,.....à  
« la délimitation, à la préservation et à la valorisation  
« du domaine public maritime et portuaire, et aux frais  
« d'immatriculation et de conservation du domaine  
« public portuaire ;

« .....

« .....

« – les dépenses afférentes aux frais de surveillance.....  
« portuaire ;

« – les contributions au financement des études et travaux  
« liés au domaine public maritime et portuaire. »

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé  
« Fonds de développement de la pêche maritime »*

Article 29

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, les dispositions du paragraphe II de l'article 17 de la loi de finances n° 40-08 pour l'année budgétaire 2009, promulguée par le dahir n° 1-08-147 du 2 moharrem 1430 (30 décembre 2008), sont complétées comme suit :

« Article 17.- II.- Ce compte retracera :

« *Au crédit :*

« .....

« .....

« *Au débit :*

« .....

« .....

« – .....autres espèces marines ;

« – les contributions pour les travaux de viabilisation et  
« d'accompagnement des projets de développement du  
« secteur de la pêche ;

« – l'appui aux associations et coopératives constituées  
« uniquement par des femmes opérant dans le domaine  
« de la pêche maritime ;

« – l'appui aux opérations de sauvetage des vies humaines  
« en mer pour les travaux de réparation et de carénage  
« des vedettes et canots de sauvetage. »

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé  
« Fonds pour le développement rural  
et des zones de montagne »*

Article 30

Les dispositions de l'article 44 de la loi de finances pour l'année 1994 n° 32-93, promulguée par le dahir n° 1-94-123 du 14 ramadan 1414 (25 février 1994), tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 44. – I. – En vue .....

« .....zones de montagne dont le ministre chargé de  
« l'agriculture « est ordonnateur.

« L'ordonnateur peut instituer les walis et les gouverneurs  
« ainsi que les chefs de services extérieurs relevant des ministères  
« concernés, sous-ordonnateurs dudit compte conformément à  
« la réglementation relative à la comptabilité publique.

« L'engagement.....par le gouvernement.

« II. – Ce compte retracera

« *Au crédit :*

« – les dotations du budget général ;

« – les versements par le budget général, dans le cadre des

« articles 22 et 27 de la loi organique n° 130-13 relative à

« la loi de finances, sous forme de crédits additionnels ;

« – les recettes.....une loi ;

« – .....diverses.

« *Au débit :*

« – les dépenses afférentes aux opérations..... des

« zones de montagne et en particulier le Programme

« de lutte contre les disparités territoriales et sociales

« dans le monde rural ;

« – les versements au budget général aux fins d'être

« reversés au profit d'autres comptes d'affectation

« spéciale ou à des services de l'Etat gérés de manière

« autonome conformément aux articles 22 et 27 de la

« loi organique précitée n° 130-13 relative à la loi de

« finances ;

« – les versements au profit de certains établissements

« ..... des zones de montagne en particulier le

« Programme de lutte contre les disparités territoriales

« et sociales dans le monde rural ;

« – les versements au budget général pour la réalisation

« des opérations afférentes aux programmes de

« développement rural intégré et des zones de montagne

« agréés par le gouvernement et en particulier le

« Programme de lutte contre les disparités

« territoriales et sociales dans le monde rural. »

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé  
« Fonds national pour la protection  
et la mise en valeur de l'environnement »*

Article 31

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, les dispositions de l'article 18 de la loi de finances n° 43-06 pour l'année budgétaire 2007, promulguée par le dahir n° 1-06-232 du 10 hija 1427 (31 décembre 2006), tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 18. – I. – En vue de .....de l'environnement  
« et au développement durable, il est créé..... spéciale  
« intitulé « Fonds national pour la protection de l'environnement  
« et du développement durable » dont.....  
« chargé de l'environnement.

«II. – Ce compte retracera :

« Au crédit :

« .....

« .....

« – le produit.....année budgétaire 2013 ;

« – 20% du produit des amendes dues aux titre des  
« infractions aux dispositions de la loi n° 28-00 relative à la  
« gestion des déchets et leur élimination ;

« – les recettes diverses.

« Au débit :

« .....

« .....

« – les dépenses afférentes à l'incitation des petites et  
« moyennes entreprises en vue de réaliser des projets  
« pilotes d'investissement pour le tri et la valorisation  
« des déchets conformément à la législation et la  
« réglementation en vigueur. »

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé  
« Fonds national pour l'action culturelle »*

Article 32

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, les dispositions du paragraphe II de l'article 33 de la loi de finances pour l'année 1983 n° 24-82, promulguée par le dahir n° 1-82-332 du 15 rabii I 1403 (31 décembre 1982), tel qu'il a été modifié et complété, sont complétées comme suit :

« Article 33. – II. – Ce compte retracera :

« Au débit :

« .....

« .....

« – la subvention.....théâtre ;

« – les contributions versées en application des conventions  
« de partenariat conclues avec le ministère chargé de  
« la culture ;

« Au crédit :

« .....

*(la suite sans modification.)*

*Suppression du compte d'affectation spéciale intitulé  
« Fonds de péréquation et de développement régional »*

Article 33

Le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de péréquation et de développement régional » est supprimé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Le solde du compte d'affectation spéciale précité, disponible à la date du 31 décembre 2015, est versé au budget général et pris en recettes au chapitre 1.1.0.0.13.000, article 8100, paragraphe 70 « recettes diverses ».

*Suppression du compte d'affectation spéciale intitulé  
« Fonds des tabacs pour l'octroi de secours »*

Article 34

Le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds des tabacs pour l'octroi de secours » est supprimé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Le solde du compte d'affectation spéciale précité, disponible à la date du 31 décembre 2015, est versé au budget général et pris en recettes au chapitre 1.1.0.0.13.000, article 8100, paragraphe 70 « recettes diverses ».

*Suppression du compte de dépenses sur dotations intitulé  
« Fonds spécial de développement régional »*

Article 35

Le compte de dépenses sur dotation intitulé « Fonds spécial de développement régional » est supprimé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Le solde du compte de dépenses sur dotation précité, disponible à la date du 31 décembre 2015, est versé au budget général et pris en recettes au chapitre 1.1.0.0.0.13.000, article 8100, paragraphe 70 « recettes diverses ».

*Suppression du compte de dépenses sur dotations intitulé  
« Fonds pour le développement des collectivités locales  
et de leurs groupements »*

Article 36

Le compte de dépenses sur dotation intitulé « Fonds pour le développement des collectivités locales et de leurs groupements » est supprimé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Le solde du compte de dépenses sur dotation précité, disponible à la date du 31 décembre 2015, est versé au budget général et pris en recettes au chapitre 1.1.0.0.0.13.000, article 8100, paragraphe 70 « recettes diverses ».

TITRE II

**Dispositions relatives aux charges**

I. – BUDGET GENERAL

*Habilitation*

Article 37

Conformément aux dispositions de l'article 60 de la loi organique n° 130-13 relative à la loi de finances, le gouvernement est autorisé, en cas de nécessité impérieuse et imprévue d'intérêt national, à ouvrir en cours d'année, par décrets, des crédits supplémentaires.

Les commissions parlementaires chargées des finances en sont préalablement informées.

Les décrets visés ci-dessus doivent être soumis à la ratification du Parlement dans la plus prochaine loi de finances.

*Création de postes budgétaires*

Article 38

Il est créé 25.998 postes budgétaires au titre du budget général pour l'année budgétaire 2016.

1. – 25.948 postes budgétaires au profit des ministères et institutions suivantes :

| DEPARTEMENTS ET INSTITUTIONS  | NOMBRE DE POSTES BUDGETAIRES |
|---|------------------------------|
| Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle :   | 8 360                        |
| - Education nationale.....  | 8 340                        |
| - Formation professionnelle .....   | 20                           |
| Ministère de l'intérieur.....   | 7 500                        |
| Administration de la défense nationale.....   | 4 000                        |
| Ministère de la santé .....   | 2 000                        |
| Ministère de l'économie et des finances.....  | 800                          |
| Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la formation des cadres.....                          | 500                          |
| Ministère des habous et des affaires islamiques.....  | 400                          |
| Délégation générale à l'administration pénitentiaire et à la réinsertion....  | 400                          |
| Ministère de l'équipement, du transport et de la logistique.....  | 350                          |
| Ministère de la justice et des libertés.....  | 300                          |
| Cour Royale.....  | 200                          |
| Ministère de l'agriculture et de la pêche maritime :  | 180                          |
| - Agriculture.....  | 150                          |
| - Pêche maritime.....   | 30                           |
| Ministère de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement :   | 170                          |
| - Eau.....  | 120                          |
| - Environnement.....  | 30                           |
| - Energie et mines.....   | 20                           |
| Ministère des affaires étrangères et de la coopération.....   | 100                          |
| Chef du gouvernement.....   | 70                           |
| Ministère de la jeunesse et des sports.....   | 70                           |
| Haut commissariat aux eaux et forêts et à la lutte contre la désertification  | 64                           |
| Ministère de l'habitat et de la politique de la ville.....  | 60                           |
| Ministère de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire national.....  | 60                           |
| Secrétariat général du gouvernement.....  | 50                           |
| Ministère de la culture.....  | 50                           |
| Haut commissariat au plan.....  | 45                           |
| Juridictions financières.....   | 40                           |
| Ministère de l'artisanat, de l'économie sociale et solidaire.....   | 23                           |
| Ministère de l'industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique.....                                      | 20                           |
| Ministère chargé des relations avec le parlement et la société civile.....  | 20                           |
| Ministère chargé des marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration.....                                       | 20                           |
| Conseil économique, social et environnemental.....  | 20                           |
| Ministère du tourisme.....  | 16                           |
| Ministère de la communication.....  | 10                           |
| Ministère de l'emploi et des affaires sociales.....   | 10                           |
| Ministère délégué auprès du Chef du gouvernement chargé de la fonction publique et de la modernisation de l'administration..... | 10                           |
| Haut commissariat aux anciens résistants et anciens membres de l'armée de libération.....                                       | 10                           |
| Délégation interministérielle aux droits de l'Homme.....  | 10                           |
| Ministère de la solidarité, de la femme, de la famille et du développement social.....  | 10                           |
| <b>TOTAL.....</b>   | <b>25 948</b>                |

2.- Le Chef du gouvernement est habilité à répartir 50 postes budgétaires entre les différents départements ministériels ou institutions.

3- Outre les postes budgétaires créés en vertu du tableau ci-dessus, et en vue de régulariser la situation administrative des « morchidine », en fonction au sein de l'administration de la défense nationale, il est créé, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, 90 postes budgétaires au profit du ministère des habous et des affaires islamiques.

Sont supprimés, à compter de ladite date, les postes budgétaires occupés par les intéressés dans l'administration de la défense nationale.

*Annulation des crédits de paiement  
n'ayant pas fait l'objet d'engagement*

#### Article 39

I. – Sont annulés les crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année budgétaire 2015 au titre des dépenses d'investissement du budget général qui, à la date du 31 décembre 2015, n'ont pas fait l'objet d'engagements de dépenses visés par les services de la Trésorerie générale du Royaume.

II. – Les dispositions du paragraphe I ci-dessus ne sont pas applicables aux crédits de paiement ouverts au titre de l'année 2015 au profit des programmes et projets bénéficiant de fonds de concours extérieurs sous forme de dons.

III. – Sont annulés de droit les crédits d'investissement du budget général reportés des exercices 2012 et antérieurs sur les exercices 2013 et ultérieurs correspondant à des opérations de dépenses qui n'ont pas fait l'objet d'ordonnancement dûment visé par les services de la Trésorerie générale du Royaume durant la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 31 décembre 2015 dont les travaux ou prestations correspondants n'ont pas été réalisés et au titre desquelles aucune procédure judiciaire n'a été engagée. Les engagements correspondant auxdits crédits sont également annulés de droit.

IV. – Lorsque les crédits d'investissement reportés correspondent à des marchés achevés, lesdits crédits et les engagements correspondants sont annulés de droit.

Les modalités d'application de cet article seront fixées par voie réglementaire.

#### II. – SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME

*Habilitation*

#### Article 40

Conformément aux dispositions de l'article 70 de la Constitution, le Gouvernement est autorisé à créer, par décrets, des services de l'Etat gérés de manière autonome pendant l'année budgétaire 2016.

Les décrets visés ci-dessus doivent être soumis à la ratification du Parlement dans la plus prochaine loi de finances.

#### III. – COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

*Habilitation*

#### Article 41

Conformément aux dispositions de l'article 26 de la loi organique n° 130-13 relative à la loi de finances, le gouvernement est autorisé, en cas d'urgence et de nécessité impérieuse et imprévue, à créer, par décrets, de nouveaux comptes spéciaux du Trésor pendant l'année budgétaire 2016.

Les commissions parlementaires chargées des finances en sont préalablement informées.

Les nouveaux comptes spéciaux du Trésor visés ci-dessus doivent être soumis à la ratification du Parlement dans la plus prochaine loi de finances.

*Annulation des crédits et des engagements n'ayant pas fait  
l'objet d'ordonnancement dûment visé*

#### Article 42

I. – Sont annulés de droit les crédits correspondant à des opérations de dépenses des comptes d'affectation spéciale reportés des exercices 2012 et antérieurs sur les exercices 2013 et ultérieurs et qui n'ont pas fait l'objet d'ordonnancement dûment visé par les services de la Trésorerie générale du Royaume durant la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 31 décembre 2015 dont les travaux ou prestations correspondants n'ont pas été réalisés et au titre desquelles aucune procédure judiciaire n'a été engagée. Les engagements correspondant auxdits crédits sont également annulés de droit.

II. – Lorsque les opérations de dépenses des comptes d'affectation spéciale reportées correspondent à des marchés achevés, les crédits et les engagements y afférents sont annulés de droit.

Les modalités d'application de cet article seront fixées par voie réglementaire.

*Engagement par anticipation  
sur le compte d'affectation spéciale intitulé  
« Fonds de soutien à l'initiative nationale  
pour le développement humain »*

#### Article 43

Le montant des dépenses que le Chef du gouvernement est autorisé à engager pendant l'année budgétaire 2016, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2017, est fixé à un milliard de dirhams (1.000.000.0000 DH).

*Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale  
intitulé « Fonds spécial routier »*

#### Article 44

Le montant des dépenses que le ministre chargé de l'équipement, est autorisé à engager pendant l'année budgétaire 2016, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial routier », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2017, est fixé à trois milliards de dirhams (3.000.000.000 DH).

*Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds pour le développement rural et des zones de montagne »*

Article 45

Le montant des dépenses que le ministre chargé de l'agriculture, est autorisé à engager pendant l'année budgétaire 2016, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds pour le développement rural et des zones de montagne », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2017, est fixé à cinq cents millions de dirhams (500.000.000 DH).

*Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national pour l'action culturelle »*

Article 46

Le montant des dépenses que le ministre chargé de la culture est autorisé à engager pendant l'année budgétaire 2016, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national pour l'action culturelle », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2017, est fixé à trois cents millions de dirhams (300.000.000 DH).

*Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national du développement du sport »*

Article 47

Le montant des dépenses que le ministre chargé des sports est autorisé à engager pendant l'année budgétaire 2016, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national du développement du sport », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2017, est fixé à un milliard de dirhams (1.000.000.000 DH).

*Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de soutien à la sûreté nationale »*

Article 48

Le montant des dépenses que le ministre chargé de l'intérieur est autorisé à engager pendant l'année budgétaire 2016, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de soutien à la sûreté nationale », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2017, est fixé à cent millions de dirhams (100.000.000 DH).

*Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial pour la mise en place des titres identitaires électroniques et des titres de voyage »*

Article 49

Le montant des dépenses que le ministre chargé de l'intérieur est autorisé à engager pendant l'année budgétaire 2016, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial pour la mise en place des titres identitaires électroniques et des titres de voyage », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2017, est fixé à six cents millions de dirhams (600.000.000 DH).

*Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national forestier »*

Article 50

Le montant des dépenses que le Haut commissaire aux eaux et forêts et à la lutte contre la désertification est autorisé à engager pendant l'année budgétaire 2016, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national forestier », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2017, est fixé à deux cents millions de dirhams (200.000.000 DH).

*Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial pour le soutien des établissements pénitentiaires »*

Article 51

Le montant des dépenses que le Délégué général à l'administration pénitentiaire et à la réinsertion est autorisé à engager pendant l'année budgétaire 2016, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial pour le soutien des établissements pénitentiaires », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2017, est fixé à quatre cents millions de dirhams (400.000.000 DH).

*Engagement par anticipation sur le compte de dépenses sur dotations intitulé « Acquisition et réparation des matériels des Forces armées Royales »*

Article 52

Le montant des dépenses que le ministre délégué auprès du Chef du gouvernement chargé de l'administration de la défense nationale est autorisé à engager pendant l'année budgétaire 2016, au titre du compte de dépenses sur dotations intitulé « Acquisition et réparation des matériels des Forces Armées Royales », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2017, est fixé à cinquante-six milliards quatre cent quatre-vingt-dix-neuf millions de dirhams (56.499.000.000 DH).

*Opérations des comptes spéciaux du Trésor*

Article 53

Par dérogation aux dispositions de l'article 28, 6<sup>ème</sup> alinéa de la loi organique n° 130-13 relative à la loi de finances, l'exécution des opérations des comptes spéciaux du Trésor ouverts à la date du 31 décembre 2015, ainsi que l'imputation directe sur certains de ces comptes de dépenses résultant du paiement de traitements ou indemnités, continueront d'être effectuées, pendant l'année budgétaire 2016, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur à cette date.

**TITRE III**

**Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges de l'Etat**

Article 54

Pour l'année budgétaire 2016, les ressources affectées au budget général, aux services de l'Etat gérés de manière autonome et aux comptes spéciaux du Trésor, telles qu'elles sont évaluées dans le tableau « A » annexé à la présente loi de finances, ainsi que les plafonds des charges et l'équilibre général qui en résulte sont fixés aux montants suivants (en dirhams) :

|  |                        |
|--|------------------------|
| <b>RECETTES ORDINAIRES DU BUDGET GENERAL (1) :</b>   | <b>212 411 541 000</b> |
| <b>- Recettes fiscales :</b>   | <b>196 937 900 000</b> |
| - Impôts directs et taxes assimilées.....  | 86 104 000 000         |
| - Impôts indirects.....  | 85 558 000 000         |
| - Droits de douane.....  | 7 980 100 000          |
| - Droits d'enregistrement et de timbre.....  | 17 295 800 000         |
| <b>- Recettes non fiscales :</b>   | <b>15 473 641 000</b>  |
| - Produits des cessions de participations de l'Etat .....  | Mémoire                |
| - Produits de monopoles, d'exploitations et des participations financières de l'Etat.....  | 8 330 365 000          |
| - Revenus du domaine de l'Etat.....  | 349 500 000            |
| - Recettes diverses.....   | 5 497 776 000          |
| - Dons et legs.....  | 1 296 000 000          |
| <b>DEPENSES ORDINAIRES DU BUDGET GENERAL (2) :</b>   | <b>216 903 584 000</b> |
| <b>- Dépenses de fonctionnement :</b>  | <b>188 618 974 000</b> |
| - Dépenses de personnel.....   | 106 775 771 000        |
| - Dépenses de matériel et dépenses diverses.....   | 35 101 203 000         |
| - Charges communes .....   | 38 182 000 000         |
| - Dépenses relatives aux remboursements, dégrèvements et restitutions, fiscaux.....  | 5 260 000 000          |
| - Dépenses imprévues et dotations provisionnelles.....   | 3 300 000 000          |
| <b>- Dépenses en intérêts et commissions se rapportant à la dette publique .....</b>   | <b>28 284 610 000</b>  |
| <b>SOLDE ORDINAIRE (3)=(1)-(2).....</b>  | <b>-4 492 043 000</b>  |
| <b>Dépenses d'investissement du budget général (4).....</b>  | <b>61 392 142 000</b>  |
| <b>SOLDE DU BUDGET GÉNÉRAL (HORS PRODUITS DES EMPRUNTS ET HORS AMORTISSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE A MOYEN ET LONG TERMES) (5)=(3)-(4).....</b>       | <b>-65 884 185 000</b> |
| <b>Services de l'Etat gérés de manière autonome :</b>  |                        |
| <b>- Recettes des budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome....</b>   | <b>3 006 217 000</b>   |
| <b>- Dépenses des budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome :</b>   | <b>3 006 217 000</b>   |
| - Dépenses d'exploitation.....   | 2 224 957 000          |
| - Dépenses d'investissement.....   | 781 260 000            |
| <b>Solde des services de l'Etat gérés de manière autonome (6).....</b>   | <b>-</b>               |
| <b>COMPTES SPECIAUX DU TRÉSOR :</b>  |                        |
| <b>- Recettes des comptes spéciaux du trésor.....</b>  | <b>78 936 483 000</b>  |
| <b>- Dépenses des comptes spéciaux du trésor .....</b>   | <b>66 707 655 000</b>  |
| <b>Solde des comptes spéciaux du trésor (7).....</b>   | <b>12 228 828 000</b>  |
| <b>SOLDE DU BUDGET DE L'ETAT (HORS PRODUITS DES EMPRUNTS ET HORS AMORTISSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE A MOYEN ET LONG TERMES) (8)=(5)+(6)+(7).....</b> | <b>-53 655 357 000</b> |
| <b>Amortissement de la dette publique à moyen et long termes (9) :</b>   | <b>40 907 378 000</b>  |
| - Interne.....   | 36 320 700 000         |
| - Externe .....  | 4 586 678 000          |
| <b>Besoins bruts de financement de la loi de finances (10)=(8)-(9).....</b>  | <b>-94 562 735 000</b> |
| <b>Recettes d'emprunts à moyen et long termes (11) :</b>   | <b>70 500 000 000</b>  |
| - Interne.....   | 45 000 000 000         |
| - Externe .....  | 25 500 000 000         |
| <b>Besoins résiduels de financement de la loi de finances (10)+(11).....</b>   | <b>-24 062 735 000</b> |

*Autorisation d'emprunter et d'émettre*

*tout autre instrument financier*

Article 55

Le Gouvernement est autorisé à procéder aux émissions d'emprunts et de tout autre instrument financier, à l'étranger, pendant l'année budgétaire 2016, dans la limite du montant de la prévision des recettes inscrites au chapitre 1.1.0.0.13.000, article 8500, paragraphe 22 du budget général : « recettes d'emprunt, contre-valeur des emprunts extérieurs ».

Article 56

Pour couvrir, pendant l'année budgétaire 2016, l'ensemble des charges du Trésor, est autorisée l'émission d'emprunts intérieurs et tout autre instrument financier.

*Gestion active de la dette intérieure*

Article 57

Le gouvernement est autorisé à émettre des emprunts intérieurs pour effectuer des opérations de gestion active de la dette intérieure à travers des rachats, des échanges et des mises en pension des bons du Trésor.

DEUXIEME PARTIE

MOYENS DES SERVICES

**DEPENSES DU BUDGET GENERAL,  
DES BUDGETS DES SERVICES DE L'ETAT  
GERES DE MANIERE AUTONOME  
ET DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**

I.- BUDGET GENERAL

Article 58

Le montant des crédits ouverts pour l'année budgétaire 2016, au titre des dépenses de fonctionnement du budget général, est fixé à la somme de cent quatre-vingt-huit milliards six cent dix-huit millions neuf cent soixante-quatorze mille dirhams (188.618.974.000 DH).

Ces crédits sont répartis par chapitre conformément au tableau « B » annexé à la présente loi de finances.

Article 59

Le montant des crédits de paiement et des crédits d'engagement ouverts au titre des dépenses d'investissement du budget général est fixé à quatre-vingt-dix-sept milliards cent quatre-vingt-dix-huit millions cent quarante-deux mille dirhams (97.198.142.000 DH), dont soixante et un milliards trois cent quatre-vingt-douze millions cent quarante-deux mille dirhams (61.392.142.000 DH) en crédits de paiement.

Ces crédits de paiement et ces crédits d'engagement sont répartis, par chapitre, conformément au tableau « C » annexé à la présente loi de finances.

Article 60

Le montant des crédits ouverts pour l'année budgétaire 2016, au titre des dépenses de la dette publique du budget général, est fixé à la somme de soixante-neuf milliards cent quatre-vingt et onze millions neuf cent quatre-vingt-huit mille dirhams (69.191.988.000 DH).

Ces crédits sont répartis, par chapitre, conformément au tableau « D » annexé à la présente loi de finances.

II. – SERVICES DE L'ETAT  
GERES DE MANIERE AUTONOME

Article 61

Le montant des crédits ouverts pour l'année budgétaire 2016, au titre des dépenses d'exploitation des services de l'Etat gérés de manière autonome, est fixé à deux milliards deux cent vingt-quatre millions neuf cent cinquante-sept mille dirhams (2.224.957.000 DH).

Ces crédits sont répartis par département ministériel et par service, conformément au tableau « E » annexé à la présente loi de finances.

Article 62

Le montant des crédits de paiement et des crédits d'engagement ouverts au titre des dépenses d'investissement des services de l'Etat gérés de manière autonome est fixé à neuf cent trente-sept millions cent soixante mille dirhams (937.160.000 DH) dont sept cent quatre-vingt et un millions deux cent soixante mille dirhams (781.260.000 DH) en crédits de paiement.

Ces crédits de paiement et d'engagement sont répartis par département ministériel et par service, conformément au tableau « F » annexé à la présente loi de finances.

III. – COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Article 63

Le montant des crédits ouverts pour l'année budgétaire 2016, au titre des opérations des comptes spéciaux du Trésor, est fixé à soixante-six milliards sept cent sept millions six cent cinquante-cinq mille dirhams (66.707.655.000 DH).

Ces crédits sont répartis par catégorie et par compte, conformément au tableau (G) annexé à la présente loi de finances.

\*

\* \*

**Tableau (A)**  
**(Article 54)**  
**EVALUATION GLOBALE DES RECETTES DU BUDGET GENERAL,**  
**DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME**  
**ET DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2016**  
**( En dirhams )**  
**I. Budget général**

| Chapitre       | Article   | Paragraphe   | DESIGNATION DES RECETTES  | Evaluations pour l'année budgétaire 2016 |   |  |
|----------------|---|--|---|--|---|--|
| 1.1.0.0.02.000 | 0000  |  | <i><b>COUR ROYALE</b></i>   |  |   |  |
|                |   |  | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>  |  |   |  |
|                |   | 10   | Droits de chancellerie sur les armoiries et les blasons                               | Mémoire                                  |   |  |
|                |   | 20   | Recettes au titre des ordres du Royaume   | 50 000                                   |   |  |
|                |   | 30   | Recettes diverses   | Mémoire                                  |   |  |
|                |   |  | <i><b>TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE</b></i>                              | <b>50 000</b>                            |   |  |
| 1.1.0.0.05.000 | 0000  |  | <i><b>JURIDICTIONS FINANCIERES</b></i>  |  |   |  |
|                |   |  | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>  |  |   |  |
|                |   | 10   | Débets juridictionnels  | Mémoire                                  |   |  |
|                |   | 20   | Condamnations au remboursement prononcées par les juridictions financières            | Mémoire                                  |   |  |
|                |   | 30   | Amendes, astreintes et autres sanctions prononcées par les juridictions financières   | Mémoire                                  |   |  |
|                |   | 40   | Intérêts de retard au titre des sanctions prononcées par les juridictions financières | Mémoire                                  |   |  |
|                |   | 50   | Reprographie pour consultation des dossiers   | Mémoire                                  |   |  |
|                |   |  | <i><b>TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE</b></i>                              | <b>Mémoire</b>                           |   |  |
|                |   |  | <i><b>TOTAL DU CHAPITRE JURIDICTIONS FINANCIERES</b></i>                              | <b>Mémoire</b>                           |   |  |
|                |   | 1.1.0.0.06.000   | 9400  |  | <i><b>MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES</b></i> |  |
|                |   |  |   |  | <b>SERVICES COMMUNS DU DOMAINE JUDICIAIRE</b>         |  |
| 10             | Amendes et condamnations pécuniaires prononcées par les juridictions                    |  |   | 30 000 000                               |   |  |
| 20             | Amendes transactionnelles et diverses autres que celles prononcées par les juridictions |  |   | 400 000 000                              |   |  |
| 30             | Recettes diverses   |  |   | 2 000 000                                |   |  |
|                | <i><b>TOTAL DE L'ARTICLE SERVICES COMMUNS DU DOMAINE JUDICIAIRE</b></i>                 |  |   | <b>432 000 000</b>                       |   |  |
|                | <i><b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES</b></i>                 |  |   | <b>432 000 000</b>                       |   |  |
| 1.1.0.0.07.000 | 9100  |  | <i><b>MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION</b></i>                  |  |   |  |
|                |   |  | <b>MISSIONS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES</b>  |  |   |  |
|                |   | 10   | Droits de chancellerie  | 310 000 000                              |   |  |
|                | 20  | Taxes perçues par les agents diplomatiques et consulaires au titre des actes relatifs à la navigation, au commerce et aux divers certificats d'origine, de débarquement, de provenance et de douanes | 200 000   |  |   |  |

| Chapitre         | Article   | Paragraphe       | DESIGNATION DES RECETTES   | Evaluations pour l'année budgétaire 2016 |   |         |
|------------------|---|------------------|--|--|---|---------|
| 1.1.0.0.08.000   | 0000  | 30               | Recettes diverses  | 2 500 000                                |   |         |
|                  |   |                  | <b>TOTAL DE L'ARTICLE MISSIONS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES</b>  | <b>312 700 000</b>                       |   |         |
|                  |   |                  | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION</b>  | <b>312 700 000</b>                       |   |         |
|                  |   |                  | <b>MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>  |  |   |         |
|                  |   |                  | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>   |  |   |         |
|                  |   | 10               | Produits des confiscations, transactions et condamnations pour contravention à la réglementation des prix                  | 700 000                                  |   |         |
|                  |   | 20               | Recettes diverses  | 5 500 000                                |   |         |
|                  |   |                  | <b>TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE</b>  | <b>6 200 000</b>                         |   |         |
|                  |   | 1.1.0.0.0.10.000 | 0000   | 3100                                     | <b>DIRECTION GENERALE DE LA SURETE NATIONALE</b>  |         |
|                  |   |                  |  | 10                                       | Redevances pour délivrance de copies des procès-verbaux des accidents de la circulation | 300 000 |
| 20               | Vacations pour services payés de police   |                  |  | Mémoire                                  |   |         |
| 30               | Recettes diverses   |                  |  | 200 000                                  |   |         |
|                  | <b>TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION GENERALE DE LA SURETE NATIONALE</b>   |                  |  | <b>500 000</b>                           |   |         |
|                  | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>   |                  |  | <b>6 700 000</b>                         |   |         |
|                  | <b>MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE LA FORMATION DES CADRES</b>                                |                  |  |  |   |         |
| 1.1.0.0.0.11.000 | 0000  |                  | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>   |  |   |         |
|                  |   | 10               | Droits d'inscription   | Mémoire                                  |   |         |
|                  |   | 20               | Recettes diverses  | 400 000                                  |   |         |
|                  |   |                  | <b>TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE</b>  | <b>400 000</b>                           |   |         |
|                  |   |                  | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE LA FORMATION DES CADRES</b> | <b>400 000</b>                           |   |         |
|                  |   |                  | <b>MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>   |  |   |         |
| 1.1.0.0.0.12.000 | 0000  |                  | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>   |  |   |         |
|                  |   | 10               | Recettes diverses  | 2 000 000                                |   |         |
|                  |   |                  | <b>TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE</b>  | <b>2 000 000</b>                         |   |         |
|                  |   |                  | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>                             | <b>2 000 000</b>                         |   |         |
|                  |   |                  | <b>MINISTERE DE LA SANTE</b>   |  |   |         |
|                  | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>  |                  |  |  |   |         |
| 10               | Droits de police sanitaire et de visite sanitaire   | 15 000           |  |  |   |         |
| 20               | Remboursement de fournitures pharmaceutiques et de matériel, de frais de traitement et d'hospitalisation dans les formations sanitaires | 40 000           |  |  |   |         |
| 30               | Droits d'analyse des laboratoires   | Mémoire          |  |  |   |         |

| Chapitre         | Article | Paragraphe  | DESIGNATION DES RECETTES   | Evaluations pour l'année budgétaire 2016                                      |                    |
|------------------|---------|---|--|---|--------------------|
| 1.1.0.0.0.13.000 | 8100    | 40  | Recettes diverses  | 1 150 000   |                    |
|                  |         |   | <b>TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE</b>  | <b>1 205 000</b>  |                    |
|                  |         |   | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE LA SANTE</b>   | <b>1 205 000</b>  |                    |
|                  |         |   | <b>MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>   |   |                    |
|                  |         |   | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>   |   |                    |
|                  |         | 10  | Pénalités et amendes autres que fiscales   | 50 000  |                    |
|                  |         | 20  | Reversement par la Société Nationale des Transports et de la Logistique (SNTL) des crédits non utilisés au titre des achats de véhicules automobiles | Mémoire   |                    |
|                  |         | 30  | Créances sur le Trésor prescrites  | 100 000 000   |                    |
|                  |         | 40  | Prélèvement sur les produits des jeux de hasard  | Mémoire   |                    |
|                  |         | 50  | Prélèvement sur les enjeux de courses de chevaux et de lévriers  | Mémoire   |                    |
|                  | 60      | Contribution des collectivités territoriales aux dépenses supportées par le budget général            | Mémoire  |   |                    |
|                  | 70      | Recettes diverses   | 150 000 000  |   |                    |
|                  | 8200    |   |  | <b>TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE</b>                             | <b>250 050 000</b> |
|                  |         |   |  | <b>DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET GENERALES</b>                    |                    |
|                  | 8300    | 10  | Recettes diverses  | 100 000   |                    |
|                  |         |   |  | <b>TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET GENERALES</b> | <b>100 000</b>     |
|                  |         |   |  | <b>ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS</b>                         |                    |
|                  |         | 10  | <b>Droits de douane</b>  |   |                    |
|                  |         | 11  | Droits d'importation   | 7 980 000 000   |                    |
|                  |         | 12  | Prélèvement fiscal à l'importation   | Mémoire   |                    |
|                  |         | 13  | Redevance sur l'exploitation des phosphates  | Mémoire   |                    |
|                  |         | 14  | Taxe uniforme  | 100 000   |                    |
|                  |         | 15  | Droits de timbre recouverts par l'administration des douanes   | 5 800 000   |                    |
|                  |         | 16  | Droits de chancellerie   | 13 300 000  |                    |
|                  |         | 17  | Taxes sur les transports privés  | 3 800 000   |                    |
|                  |         | 20  | <b>Taxes intérieures de consommation</b>   |   |                    |
|                  |         | 21  | Taxes sur les vins et alcools  | 538 000 000   |                    |
|                  |         | 22  | Taxe sur les bières  | 760 000 000   |                    |
|                  |         | 23  | Taxes sur les boissons gazeuses et les limonades   | 291 000 000   |                    |
|                  | 24      | Taxe sur le sucre, les produits sucrés, la saccharine et autres substances édulcorantes artificielles | Mémoire  |   |                    |
|                  | 25      | Droits d'essai et de garantie sur les matières d'argent, d'or et de platine                           | 11 000 000   |   |                    |
|                  | 26      | Taxes sur les chapes en caoutchouc, bandages, chambres à air et pneumatiques                          | Mémoire  |   |                    |
|                  | 27      | Taxe sur les produits énergétiques  | 14 850 000 000   |   |                    |
|                  | 28      | Taxe sur les tabacs manufacturés  | 9 050 000 000  |   |                    |

| Chapitre | Article | Paragraphe | DESIGNATION DES RECETTES  | Evaluations pour l'année budgétaire 2016 |
|----------|---------|------------|---|--|
|          |         | 30         | <b>Taxe sur la valeur ajoutée</b>   |  |
|          |         | 31         | Taxe sur la valeur ajoutée à l'importation  | 32 718 000 000                           |
|          |         | 32         | Taxe sur la valeur ajoutée à l'intérieur  | 668 000 000                              |
|          |         | 40         | Produits des confiscations  | 30 000 000                               |
|          |         | 50         | <b>Taxe d'inspection</b>  |  |
|          |         | 51         | Taxe d'inspection sanitaire des plantes, parties de plantes et des produits végétaux à l'importation et à l'exportation                               | Mémoire                                  |
|          |         | 52         | Taxe d'inspection sanitaire à l'importation et à l'exportation d'animaux et de produits animaux   | Mémoire                                  |
|          |         | 60         | Majorations sur les obligations cautionnées et intérêts de retard   | 70 500 000                               |
|          |         | 70         | Produits des services rendus au titre de l'utilisation par les usagers des systèmes informatiques de l'Administration des Douanes et Impôts indirects | 98 500 000                               |
|          |         | 80         | Redevance gazoduc   | 2 000 000 000                            |
|          |         | 90         | Recettes diverses   | 8 000 000                                |
|          |         |            | <b>TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS</b>  | <b>69 096 000 000</b>                    |
|          | 8400    |            | <b>DIRECTION GENERALE DES IMPOTS</b>  |  |
|          |         | 10         | <b>Impôts directs</b>   |  |
|          |         | 11         | Impôt sur les sociétés  | 44 500 000 000                           |
|          |         | 12         | Impôt sur le revenu   | 38 859 000 000                           |
|          |         | 20         | <b>Taxes assimilées</b>   |  |
|          |         | 21         | Taxe de licence sur les débits de boissons  | 56 000 000                               |
|          |         | 22         | Taxe professionnelle  | 317 000 000                              |
|          |         | 23         | Taxe d'habitation   | 46 000 000                               |
|          |         | 30         | Impôts sur les tabacs   | Mémoire                                  |
|          |         | 40         | <b>Taxe sur la valeur ajoutée</b>   |  |
|          |         | 41         | Taxe sur la valeur ajoutée à l'intérieur  | 26 672 000 000                           |
|          |         | 50         | <b>Droits d'enregistrement</b>  |  |
|          |         | 51         | Droits sur les mutations  | 9 971 000 000                            |
|          |         | 52         | Droits sur les autres conventions   | 1 770 000 000                            |
|          |         | 53         | Droits sur les actes judiciaires et extra-judiciaires   | Mémoire                                  |
|          |         | 54         | Taxes judiciaires   | Mémoire                                  |
|          |         | 55         | Taxe sur les actes et conventions   | Mémoire                                  |
|          |         | 56         | Assistance judiciaire   | Mémoire                                  |
|          |         | 57         | Taxe sur les contrats d'assurances  | 1 002 000 000                            |
|          |         | 58         | Droits divers et recettes accessoires   | Mémoire                                  |
|          |         | 60         | <b>Droits de timbre</b>   |  |
|          |         | 61         | Timbre unique et papier de dimension  | 570 000 000                              |
|          |         | 62         | Timbre sur ordonnancement   | 460 000 000                              |
|          |         | 63         | Carte d'identité  | Mémoire                                  |
|          |         | 64         | Passeports  | 218 000 000                              |

| Chapitre | Article | Paragraphe | DESIGNATION DES RECETTES   | Evaluations pour l'année budgétaire 2016 |
|----------|---------|------------|--|--|
|          |         | 65         | Immatriculation des étrangers  | 9 000 000                                |
|          |         | 66         | Permis de chasse et de port d'armes  | 23 000 000                               |
|          |         | 67         | Timbre sur documents automobiles   | 1 100 000 000                            |
|          |         | 68         | Droit de timbre spécial sur les titres d'importation   | 28 000 000                               |
|          |         | 70         | <b>Taxe spéciale annuelle sur les véhicules automobiles</b>  |  |
|          |         | 71         | Taxe principale et duplicata   | 2 139 000 000                            |
|          |         | 80         | <b>Majorations de retard et pénalités</b>  |  |
|          |         | 81         | Majoration pour défaut, retard ou insuffisance de déclaration  | 639 000 000                              |
|          |         | 82         | Pénalités pour paiement tardif   | 532 000 000                              |
|          |         | 83         | Majoration de retard   | 1 155 000 000                            |
|          |         | 84         | Produits des transactions sur les contraventions en matière fiscale  | Mémoire                                  |
|          |         | 90         | <b>Recettes diverses et exceptionnelles</b>  |  |
|          |         | 91         | Recettes fiscales exceptionnelles  | Mémoire                                  |
|          |         | 92         | Recettes diverses  | Mémoire                                  |
|          |         |            | <b>TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION GENERALE DES IMPOTS</b>  | <b>130 066 000 000</b>                   |
|          | 8500    |            | <b>DIRECTION DU TRESOR ET DES FINANCES EXTERIEURES</b>   |  |
|          |         | 10         | <b>Recettes ordinaires</b>   |  |
|          |         | 11         | Produits à provenir de Bank Al Maghrib   | 660 000 000                              |
|          |         | 12         | Produits à provenir de la Caisse de dépôt et de gestion  | 350 000 000                              |
|          |         | 13         | Produits à provenir de l'Office des changes  | 150 000 000                              |
|          |         | 14         | Produits à provenir du crédit agricole du Maroc (CAM)  | 100 000 000                              |
|          |         | 15         | Produits à provenir de la Banque Centrale Populaire  | Mémoire                                  |
|          |         | 16         | Produits à provenir du Fonds d'Equipement Communal (FEC)   | 150 000 000                              |
|          |         | 17         | Produits à provenir de la Caisse Centrale de Garantie (CCG)  | 20 000 000                               |
|          |         | 18         | Intérêts sur placements et avances   | 6 120 000                                |
|          |         | 19         | Intérêts sur les opérations de gestion de la Trésorerie Publique   | 100 000 000                              |
|          |         | 20         | <b>Recettes d'emprunt</b>  |  |
|          |         | 21         | Emprunts intérieurs à moyen et long termes   | 45 000 000 000                           |
|          |         | 22         | Contre-valeur des emprunts extérieurs  | 25 500 000 000                           |
|          |         | 23         | Produit des bons d'équipement sur réserve d'investissement   | Mémoire                                  |
|          |         | 24         | Recettes provenant de l'emprunt obligatoire  | Mémoire                                  |
|          |         | 30         | <b>Dons et legs</b>  |  |
|          |         | 31         | Dons   | 1 296 000 000                            |
|          |         | 32         | Prélèvement sur le fonds de contre-valeur des biens fournis par les gouvernements des pays amis et des organismes internationaux | Mémoire                                  |
|          |         | 40         | Recettes en atténuation des dépenses de la dette amortissable et de la dette flottante   | 1 057 500 000                            |
|          |         | 50         | Commissions sur prêts rétrocédés   | Mémoire                                  |
|          |         | 60         | Commission de garantie sur emprunts intérieurs et extérieurs   | Mémoire                                  |
|          |         | 70         | Dividendes au titre des participations de l'Etat dans les sociétés et organismes internationaux                                  | 17 865 000                               |

| Chapitre | Article | Paragraphe | DESIGNATION DES RECETTES  | Evaluations pour l'année budgétaire 2016 |
|----------|---------|------------|---|--|
|          |         | 80         | Remboursement de l'avance de l'Etat au profit des fonctionnaires et agents de l'Etat pour l'accès à la propriété de logements sociaux | Mémoire                                  |
|          |         | 90         | Recettes diverses   | Mémoire                                  |
|          | 8600    |            | <b>TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DU TRESOR ET DES FINANCES EXTERIEURES</b>   | <b>74 407 485 000</b>                    |
|          |         |            | <b>DIRECTION DES ENTREPRISES PUBLIQUES ET DE LA PRIVATISATION</b>   |  |
|          |         | 10         | <b>Produits des monopoles, parts de bénéfiques et contributions des établissements publics</b>  |  |
|          |         | 11         | Produits à provenir de l'Agence Nationale de la Conservation Foncière, du Cadastre et de la Cartographie (ANCFCC)                     | 1 500 000 000                            |
|          |         | 12         | Produits à provenir de l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications (ANRT)   | 200 000 000                              |
|          |         | 13         | Produits à provenir de l'Office National des Aéroports (ONDA)   | 400 000 000                              |
|          |         | 14         | Produits à provenir de l'Agence Nationale des Ports (ANP)   | 140 000 000                              |
|          |         | 15         | Produits à provenir du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM)  | 25 000 000                               |
|          |         | 16         | Produits à provenir de l'Office Marocain de la Propriété Industrielle et Commerciale (OMPIC)  | 4 000 000                                |
|          |         | 17         | Produits à provenir de l'Etablissement Autonome de Contrôle et de Coordination des Exportations (EACCE)                               | 5 000 000                                |
|          |         | 18         | Produits à provenir de l'Office National des Hydrocarbures et des Mines (ONHYM)   | 100 000 000                              |
|          |         | 19         | Produits à provenir de l'Office National Interprofessionnel des Céréales et Légumineuses (ONICL)                                      | 55 000 000                               |
|          |         | 20         | <b>Produits des monopoles, parts de bénéfiques et contributions d'autres établissements publics</b>                                   |  |
|          |         | 21         | Produits à provenir du Comité National de la Prévention des Accidents de la Circulation (CNPAC)                                       | 50 000 000                               |
|          |         | 22         | Produits à provenir des autres établissements publics   | Mémoire                                  |
|          |         | 30         | <b>Dividendes à provenir des sociétés à participation publique</b>  |  |
|          |         | 31         | Dividendes à provenir de la société "OCP S.A"   | 2 000 000 000                            |
|          |         | 32         | Dividendes à provenir de la Société Itissalat Al Maghrib (IAM)  | 1 450 000 000                            |
|          |         | 33         | Dividendes à provenir de la Société Holding d'Aménagement Al Omrane (HAO)   | 200 000 000                              |
|          |         | 34         | Dividendes à provenir de la Société Nationale du Transport et de la Logistique (SNTL)   | 35 000 000                               |
|          |         | 35         | Dividendes à provenir de la Société d'Exploitation des Ports (Marsa Maroc)  | 250 000 000                              |
|          |         | 36         | Dividendes à provenir de Barid Al Maghrib (BAM)   | 55 000 000                               |
|          |         | 37         | Dividendes à provenir de la Compagnie Nationale de Transport Aérien Royal Air Maroc (RAM)   | 20 000 000                               |
|          |         | 40         | <b>Dividendes à provenir d'autres sociétés</b>  |  |
|          |         | 41         | Dividendes à provenir de la société de productions biologiques, pharmaceutiques et vétérinaires (BIOPHARMA)                           | 3 500 000                                |
|          |         | 42         | Dividendes à provenir de la Société Royale d'Encouragement du Cheval (SOREC)  | 20 000 000                               |
|          |         | 43         | Dividendes à provenir de la Société Nationale de Commercialisation de Semences (SONACOS)  | Mémoire                                  |
|          |         | 44         | Dividendes à provenir des participations financières de l'Etat à diverses sociétés  | Mémoire                                  |

| Chapitre         | Article | Paragraphe | DESIGNATION DES RECETTES   | Evaluations pour l'année budgétaire 2016   |   |
|------------------|---------|------------|--|--|---|
| 1.1.0.0.0.17.000 | 8700    | 50         | <b>Redevances pour l'occupation du domaine public et autres produits</b>                           |  |   |
|                  |         | 51         | Redevances pour l'occupation du domaine public provenant d'ltissalat Al Maghrib (IAM)              | 100 000 000  |   |
|                  |         | 52         | Redevances pour l'occupation du domaine public provenant de l'Office National des Aéroports (ONDA) | 100 000 000  |   |
|                  |         | 53         | Redevances pour l'occupation du domaine public provenant de l'Agence Nationale des Ports (ANP)     | 60 000 000   |   |
|                  |         | 54         | Redevances pour l'occupation du domaine public provenant d'autres organismes                       | Mémoire  |   |
|                  |         | 55         | Produits à provenir d'opérateurs de télécommunications   | Mémoire  |   |
|                  |         | 56         | Produits divers  | 110 000 000  |   |
|                  |         | 60         | Produits de cession des participations de l'Etat   | Mémoire  |   |
|                  |         | 70         | Produits de licences à provenir d'opérateurs de télécommunications                                 | Mémoire  |   |
|                  |         |            |  | <b>TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DES ENTREPRISES PUBLIQUES ET DE LA PRIVATISATION</b> | <b>6 882 500 000</b>                    |
|                  |         |            |  | <b>DIRECTION DES ASSURANCES ET DE LA PREVOYANCE SOCIALE</b>                          |   |
|                  |         | 10         | Redevances pour délivrance de copies des procès- verbaux des accidents de la circulation           | 250 000  |   |
|                  |         | 20         | Recettes diverses  | Mémoire  |   |
|                  |         |            |  | <b>TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DES ASSURANCES ET DE LA PREVOYANCE SOCIALE</b>       | <b>250 000</b>                          |
|                  |         | 8800       |  |  | <b>DIRECTION DES DOMAINES DE L'ETAT</b> |
|                  | 10      |            | Vente d'immeubles domaniaux ruraux   | 25 000 000   |   |
|                  | 20      |            | Revenus des immeubles domaniaux (loyers, charges locatives, etc...)                                | 318 000 000  |   |
|                  | 30      |            | Successions vacantes et en déshérence  | Mémoire  |   |
|                  | 40      |            | Pourcentage à l'occasion des ventes et locations publiques   | 500 000  |   |
|                  | 50      |            | Produits de vente de meubles, épaves et matériel réformé   | 5 500 000  |   |
|                  | 60      |            | Recettes diverses  | 1 000 000  |   |
|                  |         |            |  | <b>TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DES DOMAINES DE L'ETAT</b>                           | <b>350 000 000</b>                      |
|                  | 8100    |            |  | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>                     | <b>281 052 385 000</b>                  |
|                  |         |            |  | <b>MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE</b>                   |   |
|                  |         |            |  | <b>DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET JURIDIQUES</b>                          |   |
|                  |         | 10         | Redevances pour l'extraction de matériaux  | 600 000  |   |
|                  |         | 20         | Redevance pour l'emploi des eaux terrestres du domaine public                                      | Mémoire  |   |
|                  |         | 30         | Redevance pour l'occupation du domaine public  | Mémoire  |   |
|                  |         | 40         | Recettes diverses  | 8 000 000  |   |
|                  |         |            |  | <b>TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET JURIDIQUES</b>       | <b>8 600 000</b>                        |

| Chapitre         | Article | Paragraphe                                      | DESIGNATION DES RECETTES  | Evaluations pour l'année budgétaire 2016                     |                   |
|------------------|---------|---|---|--|-------------------|
| 1.1.0.0.0.20.000 | 8200    |   | <b>DIRECTION DES PORTS ET DU DOMAINE PUBLIC MARITIME</b>  |  |                   |
|                  |         | 10  | <b>Droits de port</b>   |  |                   |
|                  |         | 11  | Droits de port sur les navires  | Mémoire  |                   |
|                  |         | 12  | Pilotage et remorquage  | Mémoire  |                   |
|                  |         | 13  | Droits de port sur les passagers et touristes en croisière  | Mémoire  |                   |
|                  |         | 14  | Droits de port sur les marchandises   | Mémoire  |                   |
|                  |         | 20  | <b>Taxes de débarquement</b>  |  |                   |
|                  |         | 21  | Taxes de débarquement sur les combustibles liquides en vrac   | Mémoire  |                   |
|                  |         | 22  | Taxes de péage sur le poisson débarqué  | Mémoire  |                   |
|                  |         | 30  | Part de l'Etat dans les bénéfices des sociétés gérantes   | Mémoire  |                   |
|                  |         | 40  | Vente de matériel de port réformé   | Mémoire  |                   |
|                  |         | 50  | Droit d'usage du réseau des voies ferrées portuaires  | Mémoire  |                   |
|                  |         | 60  | Recettes provenant du fonctionnement de l'outillage   | Mémoire  |                   |
|                  |         | 70  | Recettes diverses   | 750 000  |                   |
|                  |         |   | <b>TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DES PORTS ET DU DOMAINE PUBLIC MARITIME</b>   | <b>750 000</b>   |                   |
|                  | 8300    |   |   | <b>DIRECTION DE L'AERONAUTIQUE CIVILE</b>                    |                   |
|                  |         | 10  | Taxes perçues sur les aéroports   | Mémoire  |                   |
|                  |         | 20  | Taxes sur les transports privés   | 15 000 000   |                   |
|                  |         | 30  | Recettes diverses   | 21 000 000   |                   |
|                  |         |   |   | <b>TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DE L'AERONAUTIQUE CIVILE</b> | <b>36 000 000</b> |
|                  |         |   | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE</b>  | <b>45 350 000</b>  |                   |
|                  | 0000    |   |   | <b>MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME</b>    |                   |
|                  |         |   |   | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>                               |                   |
|                  |         | 10  | Produits des fermes expérimentales et des jardins d'essais  | 25 000   |                   |
|                  |         | 20  | Versements effectués par les propriétaires ou les exploitants agricoles dans le cadre du code des investissements agricoles | Mémoire  |                   |
|                  |         | 30  | Droits d'analyse des laboratoires   | Mémoire  |                   |
|                  |         | 40  | Droit d'inscription au catalogue officiel des espèces et variétés de plantes cultivables au Maroc                           | Mémoire  |                   |
|                  |         | 50  | Recettes des haras  | Mémoire  |                   |
|                  |         | 60  | Recettes diverses   | 4 000 000  |                   |
|                  |         |   |   | <b>TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE</b>            | <b>4 025 000</b>  |
| 9100             |         |   |   | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>                               |                   |
|                  |         | 10  | Redevances pour la concession d'emplacement de madragues sur le domaine public maritime                                     | 1 500 000  |                   |
|                  | 20      | Droits de licences dus par les navires de pêche | 22 800 000  |  |                   |
|                  | 30      | Redevances de pêches maritimes                  | 196 500 000   |  |                   |
|                  | 40      | Contribution au titre de la pêche maritime      | 330 000 000   |  |                   |

| Chapitre         | Article | Paragraphe | DESIGNATION DES RECETTES   | Evaluations pour l'année budgétaire 2016 |
|------------------|---------|------------|--|--|
| 1.1.0.0.0.21.000 | 3000    | 50         | Transactions avant jugement sur délits de pêche  | 2 500 000                                |
|                  |         | 60         | Recettes diverses  | 9 900 000                                |
|                  |         |            | <b>TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE</b>  | <b>563 200 000</b>                       |
|                  |         |            | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME</b>  | <b>567 225 000</b>                       |
|                  |         |            | <b>MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS</b>  |  |
|                  |         | 10         | Participation des stagiaires internes et des jeunes aux frais d'alimentation et d'hébergement dans les centres et dans les camps | Mémoire                                  |
|                  |         | 20         | Recettes diverses  | Mémoire                                  |
| 1.1.0.0.0.26.000 | 0000    |            | <b>TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DE LA JEUNESSE, DE L'ENFANCE ET DES AFFAIRES FEMININES</b>                                       | <b>Mémoire</b>                           |
|                  |         |            | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS</b>  | <b>Mémoire</b>                           |
|                  |         |            | <b>MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE</b>  |  |
|                  |         |            | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>   |  |
|                  |         | 10         | Taxe d'estampillage  | 100 000                                  |
|                  |         | 20         | Taxe d'inspection  | Mémoire                                  |
|                  |         | 30         | Recettes diverses  | Mémoire                                  |
| 1.1.0.0.0.27.000 | 0000    |            | <b>TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE</b>  | <b>100 000</b>                           |
|                  |         |            | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE</b>  | <b>100 000</b>                           |
|                  |         |            | <b>MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT</b>   |  |
|                  |         |            | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>   |  |
|                  |         | 10         | Taxe sur les permis de recherches minières, permis d'exploitation, taxe de mutation  | 7 500 000                                |
|                  |         | 20         | Droits d'analyse des laboratoires  | 1 000 000                                |
|                  |         | 30         | Recettes diverses  | 90 000 000                               |
| 1.1.0.0.0.28.000 | 0000    |            | <b>TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE</b>  | <b>98 500 000</b>                        |
|                  |         |            | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT</b>                                       | <b>98 500 000</b>                        |
|                  |         |            | <b>MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE</b>                                     |  |
|                  |         |            | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>   |  |
|                  |         | 10         | Taxe de vérification des poids et mesures  | 8 876 000                                |
|                  |         | 20         | Recettes afférentes aux brevets d'invention, dépôts de dessins et modèles, marques de fabriques etc...                           | Mémoire                                  |
|                  |         | 30         | Recettes afférentes aux prestations rendues par les services du registre central du commerce                                     | Mémoire                                  |

| Chapitre         | Article | Paragraphe  | DESIGNATION DES RECETTES  | Evaluations pour l'année budgétaire 2016 |
|------------------|---------|---|---|--|
| 1.1.0.0.0.34.000 | 0000    | 40  | Recettes diverses   | Mémoire                                  |
|                  |         |   | <b>TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE</b>   | <b>8 876 000</b>                         |
|                  |         |   | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE</b>        | <b>8 876 000</b>                         |
|                  |         |   | <b>ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE</b><br><b>ADMINISTRATION GENERALE</b>                                       |  |
| 1.1.0.0.0.45.000 | 0000    | 10  | Recettes diverses   | 4 000 000                                |
|                  |         |   | <b>TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE</b>   | <b>4 000 000</b>                         |
|                  |         |   | <b>TOTAL DU CHAPITRE ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE</b>   | <b>4 000 000</b>                         |
|                  |         |   | <b>HAUT COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORETS ET A LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION</b><br><b>ADMINISTRATION GENERALE</b> |  |
| 1.1.0.0.0.51.000 | 0000    | 10  | Produits des forêts   | Mémoire                                  |
|                  |         | 20  | Recettes diverses   | 20 000 000                               |
|                  |         |   | <b>TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE</b>   | <b>20 000 000</b>                        |
|                  |         |   | <b>TOTAL DU CHAPITRE HAUT COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORETS ET A LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION</b>                 | <b>20 000 000</b>                        |
| 1.1.0.0.0.00.000 | 0000    |   | <b>DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION</b><br><b>ADMINISTRATION GENERALE</b>     |  |
|                  |         | 10  | Produits divers du service pénitentiaire  | 150 000                                  |
|                  |         | 20  | Recettes diverses   | 1 500 000                                |
|                  |         |   | <b>TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE</b>   | <b>1 650 000</b>                         |
|                  |         | <b>TOTAL DU CHAPITRE DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION</b> | <b>1 650 000</b>  |  |
|                  |         | <b>ADMINISTRATIONS DIVERSES</b><br><b>ADMINISTRATION GENERALE</b>                                 |   |  |
|                  |         | 10  | Cartes et documents divers édités par les ministères  | 400 000                                  |
|                  |         | 20  | Reversements sur traitements et salaires  | 90 000 000                               |
|                  |         | 30  | Reversements de fonds sur les dépenses budgétaires  | 180 000 000                              |
|                  |         | 40  | <b>Fonds de concours</b>  |  |
|                  |         | 41  | Fonds de concours (coopération internationale)  | Mémoire                                  |
|                  |         | 42  | Fonds de concours à rattacher à divers services   | Mémoire                                  |
|                  |         | 50  | Produits des legs et donations attribués à l'Etat et à diverses administrations publiques                             | Mémoire                                  |
|                  |         | 60  | Recettes exceptionnelles d'ordre  | Mémoire                                  |
|                  |         | 70  | Report des crédits disponibles au budget de l'année précédente  | Mémoire                                  |
|                  |         | 80  | Recettes diverses en atténuation de dépenses  | 8 000 000                                |

| Chapitre | Article | Paragraphe | DESIGNATION DES RECETTES   | Evaluations pour l'année budgétaire 2016 |
|----------|---------|------------|--|--|
|          |         | 90         | <b>Recettes diverses</b>   |  |
|          |         | 91         | Recettes au titre des versements à partir des comptes d'affectation spéciale               | Mémoire                                  |
|          |         | 92         | Recettes au titre des versements à partir des services de l'Etat gérés de manière autonome | Mémoire                                  |
|          |         | 93         | Autres recettes  | 80 000 000                               |
|          |         |            | <b>TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE</b>  | <b>358 400 000</b>                       |
|          |         |            | <b>TOTAL DU CHAPITRE ADMINISTRATIONS DIVERSES</b>  | <b>358 400 000</b>                       |
|          |         |            | <b>TOTAL GENERAL DU BUDGET GENERAL</b>   | <b>282 911 541 000</b>                   |

**II. Services de l'Etat Gérés de Manière Autonome**

| Code Chapitre    | Désignation  | Ressources pour l'année budgétaire 2016 |
|------------------|--|---|
|                  | <b>PREMIERE PARTIE :- RECETTES D'EXPLOITATION</b>                            |   |
|                  | <b>CHEF DU GOUVERNEMENT</b>  |   |
| 4.1.1.0.0.04.001 | ROYAL GOLF DAR ES SALAM  | 18 000 000                              |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>18 000 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES</b>                               |   |
| 4.1.1.0.0.06.002 | CENTRE DE PUBLICATION ET DE DOCUMENTATION JUDICIAIRE DE LA COUR DE CASSATION | 900 000                                 |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>900 000</b>                          |
|                  | <b>MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION</b>                |   |
| 4.1.1.0.0.07.002 | DIRECTION DES AFFAIRES CONSULAIRES ET SOCIALES                               | 20 000 000                              |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>20 000 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>  |   |
| 4.1.1.0.0.08.001 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE TANGER-TETOUAN-AL HOCEIMA   | 5 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.08.002 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE L'ORIENTAL                  | 5 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.08.003 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE FES - MEKNES                | 7 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.08.004 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE RABAT-SALE-KENITRA          | 7 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.08.005 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE BENI MELLAL-KHENIFRA        | 4 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.08.006 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE CASABLANCA-SETTAT           | 8 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.08.007 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE MARRAKECH-SAFI              | 6 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.08.008 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE DRÂA-TAFILALET              | 4 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.08.009 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE SOUSS-MASSA                 | 4 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.08.010 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE GUELMIM-OUED NOUN           | 3 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.08.011 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE LAÏYOUNE-SAKIA EL HAMRA     | 4 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.08.012 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE DAKHLA-OUED ED-DAHAB        | 2 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.08.018 | DIRECTION DE LA FORMATION DES CADRES ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES            | 185 000 000                             |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>245 000 000</b>                      |
|                  | <b>MINISTERE DE LA COMMUNICATION</b>   |   |
| 4.1.1.0.0.09.002 | INSTITUT SUPERIEUR DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION                   | 5 300 000                               |
| 4.1.1.0.0.09.003 | INSTITUT SUPERIEUR DES METIERS DE L'AUDIO-VISUEL ET DU CINEMA                | 7 200 000                               |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>12 500 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b> |   |
| 4.1.1.0.0.11.002 | DIVISION DE LA COOPERATION   | -                                       |
| 4.1.1.0.0.11.003 | DIVISION DES STRATEGIES DE FORMATION   | 5 000 000                               |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>5 000 000</b>                        |
|                  | <b>MINISTERE DE LA SANTE</b>   |   |
| 4.1.1.0.0.12.001 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUARZAZATE                                     | 12 500 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.002 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL INEZGANE-AIT MELLOUL                          | 10 100 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.003 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAROUDANT                                      | 11 300 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.004 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TIZNIT   | 10 100 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.005 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL KELAA DES SRAGHNA                           | 13 775 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.006 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSAOUIRA                                      | 11 650 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.007 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL JADIDA                                      | 21 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.008 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SAFI   | 16 675 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.009 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHOURIBGA                                      | 22 500 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.010 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SETTAT   | 21 600 000                              |

| Code Chapitre    | Désignation  | Ressources pour l'année budgétaire 2016 |
|------------------|--|---|
| 4.1.1.0.0.12.012 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BOULEMANE                                    | 7 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.013 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SEFROU                                       | 6 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.014 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KENITRA                                      | 25 500 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.015 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI KACEM                                   | 10 450 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.016 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHEFCHAOUEN                                  | 9 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.017 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL LARACHE                                      | 14 700 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.018 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE TANGER                                      | 32 200 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.019 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TETOUAN                                      | 23 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.020 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'ERRACHIDIA                                   | 21 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.021 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL IFRANE                                       | 6 800 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.022 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHENIFRA                                     | 12 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.023 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HOCEIMA                                   | 17 700 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.024 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAZA   | 14 500 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.025 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FIGUIG                                       | 5 100 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.026 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NADOR  | 23 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.027 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERKANE                                      | 9 200 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.028 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUED-ED-DAHAB                                | 5 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.029 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LAAYOUNE                                    | 14 300 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.030 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAN-TAN                                      | 5 100 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.031 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE BENI MELLAL                                 | 29 500 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.032 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'AGADIR                                       | 23 800 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.033 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE MARRAKECH                                   | 18 250 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.035 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS AIN SEBAA HAY MOHAMMADI | 15 600 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.036 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS EL FIDA MERS SOLTANE    | 14 400 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.037 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS MOULAY RACHID           | 14 650 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.038 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE CASABLANCA                                  | 13 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.039 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MOHAMMEDIA                                  | 10 600 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.040 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL SALE  | 15 200 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.041 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL SKHIRAT TEMARA                              | 8 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.042 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHEMISSSET                                   | 16 250 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.045 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MEKNES                                      | 30 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.046 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUJDA  | 29 075 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.047 | CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-RABAT                              | 44 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.048 | CENTRE REGIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-CASABLANCA                         | 23 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.049 | INSTITUT NATIONAL D'HYGIENE  | 6 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.050 | CENTRE NATIONAL DE RADIOPROTECTION   | 2 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.051 | DIRECTION DU MEDICAMENT ET DE LA PHARMACIE                                 | 4 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.052 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHICHAOUA                                    | 4 750 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.053 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENT HAY HASSANI                | 8 800 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.054 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOUNATE                                     | 7 600 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.055 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE RABAT                                       | 9 250 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.056 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOURIRT                                     | 4 700 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.057 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHTOUKA AIT BAHA                             | 5 450 000                               |

| Code Chapitre    | Désignation   | Ressources pour l'année budgétaire 2016 |
|------------------|---|---|
| 4.1.1.0.0.12.058 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENT AIN CHOCK                           | 10 800 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.059 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BENSLIMANE  | 4 600 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.060 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TATA  | 4 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.061 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HAOUZ  | 4 650 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.062 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ZAGORA  | 4 200 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.063 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BOUJDOUR  | 3 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.064 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ASSA ZAQ  | 4 450 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.065 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE GUELMIM  | 7 800 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.066 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSMARA   | 5 150 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.067 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS SIDI BERNOUSSI                   | 11 250 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.068 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NOUACEUR  | 3 670 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.069 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AZILAL  | 7 400 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.070 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL HAJEB  | 4 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.071 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL M'DIQ FNIDEQ   | 6 800 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.072 | ECOLE NATIONALE DE SANTE PUBLIQUE   | 4 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.073 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL JRADA   | 3 900 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.074 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS DE BEN M'SICK                    | 7 650 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.075 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE FES  | 34 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.076 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TINGHIR   | 4 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.077 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI IFNI   | 3 800 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.078 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI SLIMANE  | 4 900 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.079 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUEZZANE  | 4 600 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.080 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERRECHID   | 8 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.081 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL RHAMNA  | 4 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.082 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI BENNOUR  | 5 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.083 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL YOUSOUFIA   | 4 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.084 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FKIH BEN SALAH  | 9 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.085 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL MIDELT  | 5 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.086 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL GUERCIF   | 3 800 000                               |
|                  | <b>TOTAL</b>  | <b>963 045 000</b>                      |
|                  | <b>MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>                                      |   |
| 4.1.1.0.0.13.003 | SEGMA CHARGE DE LA PRIVATISATION  | -                                       |
| 4.1.1.0.0.13.005 | TRESORERIE GENERALE DU ROYAUME  | 43 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.13.006 | DIVISION ADMINISTRATIVE   | -                                       |
| 4.1.1.0.0.13.007 | ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS                                      | 42 000 000                              |
|                  | <b>TOTAL</b>  | <b>85 000 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DU TOURISME</b>  |   |
| 4.1.1.0.0.14.001 | INSTITUT SUPERIEUR INTERNATIONAL DU TOURISME DE TANGER                              | 14 480 000                              |
| 4.1.1.0.0.14.002 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE MOHAMMEDIA | 2 620 000                               |
| 4.1.1.0.0.14.003 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - AGADIR                | 2 916 000                               |
| 4.1.1.0.0.14.004 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - EL JADIDA                        | 2 200 000                               |
| 4.1.1.0.0.14.005 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - ERFOUD                           | 2 052 000                               |
| 4.1.1.0.0.14.006 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - FES                              | 2 120 000                               |
| 4.1.1.0.0.14.007 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - MARRAKECH   | 3 100 000                               |

| Code Chapitre    | Désignation  | Ressources pour l'année budgétaire 2016 |
|------------------|--|---|
| 4.1.1.0.0.14.008 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - OUARZAZATE                 | 2 076 000                               |
| 4.1.1.0.0.14.009 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - SAIDIA  | 2 051 000                               |
| 4.1.1.0.0.14.010 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - SALE  | 2 070 000                               |
| 4.1.1.0.0.14.011 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - TANGER  | 2 035 000                               |
| 4.1.1.0.0.14.012 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE-ASSILAH                           | 2 050 000                               |
| 4.1.1.0.0.14.013 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - BENSLIMANE                      | 2 050 000                               |
| 4.1.1.0.0.14.014 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - CASABLANCA                      | 1 529 000                               |
| 4.1.1.0.0.14.015 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE TOUARGA - RABAT                | 1 400 000                               |
| 4.1.1.0.0.14.016 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE GASTRONOMIE MAROCAINE A FES HAY ANAS           | 2 046 000                               |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>46 795 000</b>                       |
|                  | <b>SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT</b>   |   |
| 4.1.1.0.0.16.001 | DIRECTION DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE   | 13 000 000                              |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>13 000 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE</b>                                 |   |
| 4.1.1.0.0.17.002 | CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES ROUTIERES  | 5 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.003 | SERVICE DU RESEAU DES SERVICES DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL  | 5 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.004 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE FES  | 9 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.005 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE RABAT  | 8 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.006 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MARRAKECH  | 5 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.007 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MEKNES   | 7 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.008 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'OUJDA   | 4 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.009 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE CASABLANCA   | 6 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.010 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'AGADIR  | 12 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.17.011 | INSTITUT DE FORMATION AUX ENGIN ET A L'ENTRETIEN ROUTIER   | 5 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.012 | INSTITUT SUPERIEUR D'ETUDES MARITIMES  | 7 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.013 | DIRECTION DES TRANSPORTS ROUTIERS ET DE LA SECURITE ROUTIERE                                       | 80 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.17.014 | SERVICE DE LA FORMATION CONTINUE   | 1 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.015 | DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE  | 10 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.17.016 | DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS  | 3 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.017 | CENTRE NATIONAL D'ESSAIS ET D'HOMOLOGATION   | 5 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.018 | DIRECTION DE LA MARINE MARCHANDE   | 2 500 000                               |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>174 500 000</b>                      |
|                  | <b>MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME</b>  |   |
| 4.1.1.0.0.20.001 | INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN MECANIQUE AGRICOLE ET EQUIPEMENT RURAL DE BOUKNADEL - SALE | 2 300 000                               |
| 4.1.1.0.0.20.002 | INSTITUT ROYAL DES TECHNICIENS SPECIALISES EN ELEVAGE DE FOUARAT-KENITRA                           | 2 700 000                               |
| 4.1.1.0.0.20.003 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE LA CHAOUIA  | 1 550 000                               |
| 4.1.1.0.0.20.004 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE TIFLET  | 1 700 000                               |
| 4.1.1.0.0.20.005 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE SAHEL BOUTAHAR  | 1 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.20.006 | ECOLE D'AGRICULTURE DE TEMARA  | 2 100 000                               |
| 4.1.1.0.0.20.007 | DIVISION DE LA PROTECTION DES RESSOURCES HALIEUTIQUES  | 19 400 000                              |

| Code Chapitre    | Désignation  | Ressources pour l'année budgétaire 2016 |
|------------------|--|---|
| 4.1.1.0.0.20.008 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - AL HOCEIMA                                   | 2 800 000                               |
| 4.1.1.0.0.20.009 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - SAFI   | 3 300 000                               |
| 4.1.1.0.0.20.010 | INSTITUT SUPERIEUR DES PECHEES MARITIMES   | 4 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.20.011 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - TAN TAN                                      | 2 800 000                               |
| 4.1.1.0.0.20.012 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LARACHE                                      | 3 300 000                               |
| 4.1.1.0.0.20.013 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LAAYOUNE -                                   | 3 300 000                               |
| 4.1.1.0.0.20.014 | ECOLE NATIONALE FORESTIERE D'INGENIEURS  | 4 200 000                               |
| 4.1.1.0.0.20.015 | SERVICE DES LYCEES AGRICOLES   | 7 400 000                               |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>62 850 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS</b>  |   |
| 4.1.1.0.0.21.001 | COMPLEXE SPORTIF MOHAMMED V DE CASABLANCA ET BASE NAUTIQUE DE MOHAMMADIA                     | 13 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.21.002 | COMPLEXE SPORTIF PRINCE MOULAY ABDELLAH - RABAT  | 5 300 000                               |
| 4.1.1.0.0.21.003 | INSTITUT ROYAL DE FORMATION DES CADRES DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS                          | 12 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.21.005 | COMPLEXE SPORTIF DE FES  | 2 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.21.006 | SERVICE DU CONTROLE DES ETABLISSEMENTS ET DES SALLES SPORTIVES                               | 6 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.21.007 | COMPLEXE MOULAY RACHID DE LA JEUNESSE ET DE L'ENFANCE DE BOUZNIKA                            | 5 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.21.008 | SERVICE DU TOURISME CULTUREL DES JEUNES  | 500 000                                 |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>43 800 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES</b>                                       |   |
| 4.1.1.0.0.23.001 | DIVISION DU PELERINAGE ET DES AFFAIRES SOCIALES  | 20 000 000                              |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>20 000 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE</b>                          |   |
| 4.1.1.0.0.26.001 | DIVISION DE LA CARTE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE   | -                                       |
| 4.1.1.0.0.26.002 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE FES   | 450 000                                 |
| 4.1.1.0.0.26.003 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE MARRAKECH   | 400 000                                 |
| 4.1.1.0.0.26.004 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE MEKNES  | 400 000                                 |
| 4.1.1.0.0.26.005 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS RABAT  | 450 000                                 |
| 4.1.1.0.0.26.006 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS OUARZAZATE   | 400 000                                 |
| 4.1.1.0.0.26.007 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS INEZGANE   | 400 000                                 |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>2 500 000</b>                        |
|                  | <b>MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT</b>                     |   |
| 4.1.1.0.0.27.001 | ECOLE PRATIQUE DES MINES DE TOUISSIT-OUJDA   | 3 306 000                               |
| 4.1.1.0.0.27.002 | ECOLE DES MINES DE MARRAKECH   | 3 580 000                               |
| 4.1.1.0.0.27.003 | DIRECTION DE LA METEOROLOGIE NATIONALE   | 45 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.27.004 | LABORATOIRE NATIONAL DES ETUDES ET DE SURVEILLANCE DE LA POLLUTION                           | 600 000                                 |
| 4.1.1.0.0.27.005 | SERVICE DE GESTION DES CHANTIERS   | 500 000                                 |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>52 986 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE</b> |   |
| 4.1.1.0.0.28.001 | SERVICE AUTONOME DES ALCOOLS-RABAT   | 45 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.28.002 | SEGMA CHARGE DE L'ACCREDITATION ET DE LA METROLOGIE  | 4 000 000                               |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>49 000 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE LA CULTURE</b>   |   |
| 4.1.1.0.0.29.001 | IMPRIMERIE DAR AL MANAHIL  | 2 300 000                               |
| 4.1.1.0.0.29.002 | INSTITUT NATIONAL D'ARCHEOLOGIE ET DU PATRIMOINE DE RABAT                                    | 300 000                                 |
| 4.1.1.0.0.29.003 | INSTITUT NATIONAL DES BEAUX-ARTS DE TETOUAN  | 200 000                                 |

| Code Chapitre    | Désignation   | Ressources pour l'année budgétaire 2016 |
|------------------|---|---|
| 4.1.1.0.0.29.004 | THEATRE MOHAMMED VI D'OUJDA   | 1 500 000                               |
|                  | <b>TOTAL</b>  | <b>4 300 000</b>                        |
|                  | <b>MINISTERE DE L'EMPLOI ET DES AFFAIRES SOCIALES</b>   |   |
| 4.1.1.0.0.31.004 | DIVISION DE LA FORMATION  | 200 000                                 |
|                  | <b>TOTAL</b>  | <b>200 000</b>                          |
|                  | <b>MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION</b> |   |
| 4.1.1.0.0.33.001 | ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION  | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>  | <b>-</b>                                |
|                  | <b>ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE</b>   |   |
| 4.1.1.0.0.34.001 | CENTRE ROYAL DE TELEDETECTION SPACIALE  | 20 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.34.002 | HOPITAL MILITAIRE D'INSTRUCTION MOHAMMED V A RABAT  | 151 378 000                             |
| 4.1.1.0.0.34.003 | HOPITAL MILITAIRE AVICENNE A MARRAKECH  | 46 922 000                              |
| 4.1.1.0.0.34.004 | HOPITAL MILITAIRE MOULAY ISMAIL A MEKNES  | 44 986 000                              |
| 4.1.1.0.0.34.005 | HOPITAL MILITAIRE A LAAYOUNE  | 8 962 000                               |
| 4.1.1.0.0.34.006 | HOPITAL MILITAIRE A DAKHLA  | 6 967 000                               |
| 4.1.1.0.0.34.007 | HOPITAL MILITAIRE A GUELMIM   | 16 428 000                              |
| 4.1.1.0.0.34.008 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A AGADIR  | 28 903 000                              |
| 4.1.1.0.0.34.009 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ES-SMARA  | 3 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.34.010 | UNITE DE FABRICATION DE MASQUES DE LA GENDARMERIE ROYALE  | 2 474 000                               |
| 4.1.1.0.0.34.011 | ETABLISSEMENT CENTRAL DE GESTION ET DE STOCKAGE DES MATERIELS   | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>  | <b>330 020 000</b>                      |
|                  | <b>HAUT COMMISSARIAT AU PLAN</b>  |   |
| 4.1.1.0.0.42.001 | INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE ET D'ECONOMIE APPLIQUEE  | 18 360 000                              |
| 4.1.1.0.0.42.002 | CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION  | 3 400 000                               |
| 4.1.1.0.0.42.003 | ECOLE DES SCIENCES DE L'INFORMATION   | 5 301 000                               |
|                  | <b>TOTAL</b>  | <b>27 061 000</b>                       |
|                  | <b>HAUT COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORETS ET A LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION</b>   |   |
| 4.1.1.0.0.45.002 | SERVICE DE LA VALORISATION DES PRODUITS FORESTIERS  | 14 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.45.003 | PARC NATIONAL DE SOUSS-MASSA  | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>  | <b>14 000 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL</b>  |   |
| 4.1.1.0.0.46.001 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE  | 25 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.46.002 | INSTITUT NATIONAL D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME  | 4 000 000                               |
|                  | <b>TOTAL</b>  | <b>29 000 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE LA SOLIDARITE, DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL</b>  |   |
| 4.1.1.0.0.48.001 | SERVICE DE L'ORIENTATION ET DE L'APPUI  | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>  | <b>-</b>                                |
|                  | <b>DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION</b>   |   |
| 4.1.1.0.0.51.001 | SERVICE DES UNITES DE FORMATION ARTISTIQUE ET ARTISANALE  | 5 500 000                               |
|                  | <b>TOTAL</b>  | <b>5 500 000</b>                        |
|                  | <b>TOTAL GENERAL DES RECETTES D'EXPLOITATION</b>  | <b>2 224 957 000</b>                    |

| Code Chapitre    | Désignation  | Ressources pour l'année budgétaire 2016 |
|------------------|--|---|
|                  | <b>DEUXIEME PARTIE :- RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>                          |   |
|                  | <b>CHEF DU GOUVERNEMENT</b>  |   |
| 4.1.2.0.0.04.001 | ROYAL GOLF DAR ES SALAM  | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>   | -                                       |
|                  | <b>MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES</b>                               |   |
| 4.1.2.0.0.06.002 | CENTRE DE PUBLICATION ET DE DOCUMENTATION JUDICIAIRE DE LA COUR DE CASSATION | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>   | -                                       |
|                  | <b>MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION</b>                |   |
| 4.1.2.0.0.07.002 | DIRECTION DES AFFAIRES CONSULAIRES ET SOCIALES                               | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>   | -                                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>  |   |
| 4.1.2.0.0.08.001 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE TANGER-TETOUAN-AL HOCEIMA   | -                                       |
| 4.1.2.0.0.08.002 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE L'ORIENTAL                  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.08.003 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE FES - MEKNES                | -                                       |
| 4.1.2.0.0.08.004 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE RABAT-SALE-KENITRA          | -                                       |
| 4.1.2.0.0.08.005 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE BENI MELLAL-KHENIFRA        | -                                       |
| 4.1.2.0.0.08.006 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE CASABLANCA-SETTAT           | -                                       |
| 4.1.2.0.0.08.007 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE MARRAKECH-SAFI              | -                                       |
| 4.1.2.0.0.08.008 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE DRÂA-TAFILALET              | -                                       |
| 4.1.2.0.0.08.009 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE SOUSS-MASSA                 | -                                       |
| 4.1.2.0.0.08.010 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE GUELMIM-OUED NOUN           | -                                       |
| 4.1.2.0.0.08.011 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE LAÏYOUNE-SAKIA EL HAMRA     | -                                       |
| 4.1.2.0.0.08.012 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE DAKHLA-OUED ED-DAHAB        | -                                       |
| 4.1.2.0.0.08.018 | DIRECTION DE LA FORMATION DES CADRES ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES            | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>   | -                                       |
|                  | <b>MINISTERE DE LA COMMUNICATION</b>   |   |
| 4.1.2.0.0.09.002 | INSTITUT SUPERIEUR DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION                   | 2 610 000                               |
| 4.1.2.0.0.09.003 | INSTITUT SUPERIEUR DES METIERS DE L'AUDIO-VISUEL ET DU CINEMA                | 6 500 000                               |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>9 110 000</b>                        |
|                  | <b>MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b> |   |
| 4.1.2.0.0.11.002 | DIVISION DE LA COOPERATION   | -                                       |
| 4.1.2.0.0.11.003 | DIVISION DES STRATEGIES DE FORMATION   | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>   | -                                       |
|                  | <b>MINISTERE DE LA SANTE</b>   |   |
| 4.1.2.0.0.12.001 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUARZAZATE                                     | 700 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.002 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL INEZGANE-AIT MELLOUL                          | 800 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.003 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAROUDANT                                      | 600 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.004 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TIZNIT   | 600 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.005 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL KELAA DES SRAGHNA                           | 800 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.006 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSAOUIRA                                      | 800 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.007 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL JADIDA                                      | 950 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.008 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SAFI   | 600 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.009 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHOURIBGA                                      | 1 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.12.010 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SETTAT   | 550 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.012 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BOULEMANE                                      | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.013 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SEFROU   | 400 000                                 |

| Code Chapitre    | Désignation  | Ressources pour l'année budgétaire 2016 |
|------------------|--|---|
| 4.1.2.0.0.12.014 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KENITRA                                      | 1 300 000                               |
| 4.1.2.0.0.12.015 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI KACEM                                   | 600 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.016 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHEFCHAOUEN                                  | 550 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.017 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL LARACHE                                      | 700 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.018 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE TANGER                                      | 800 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.019 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TETOUAN                                      | 1 500 000                               |
| 4.1.2.0.0.12.020 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'ERRACHIDIA                                   | 900 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.021 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL IFRANE                                       | 450 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.022 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHENIFRA                                     | 550 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.023 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HOCEIMA                                   | 900 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.024 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAZA   | 800 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.025 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FIGUIG                                       | 200 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.026 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NADOR  | 600 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.027 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERKANE                                      | 200 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.028 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUED-ED-DAHAB                                | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.029 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LAAYOUNE                                    | 900 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.030 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAN-TAN                                      | 300 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.031 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE BENI MELLAL                                 | 650 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.032 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'AGADIR                                       | 600 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.033 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE MARRAKECH                                   | 800 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.035 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS AIN SEBAA HAY MOHAMMADI | 600 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.036 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS EL FIDA MERS SOLTANE    | 600 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.037 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS MOULAY RACHID           | 600 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.038 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE CASABLANCA                                  | 500 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.039 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MOHAMMEDIA                                  | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.040 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL SALE  | 450 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.041 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL SKHIRAT TEMARA                              | 300 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.042 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHEMISSSET                                   | 650 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.045 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MEKNES                                      | 1 800 000                               |
| 4.1.2.0.0.12.046 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUJDA  | 800 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.047 | CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-RABAT                              | 10 000 000                              |
| 4.1.2.0.0.12.048 | CENTRE REGIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-CASABLANCA                         | -                                       |
| 4.1.2.0.0.12.049 | INSTITUT NATIONAL D'HYGIENE  | 16 000 000                              |
| 4.1.2.0.0.12.050 | CENTRE NATIONAL DE RADIOPROTECTION   | 3 500 000                               |
| 4.1.2.0.0.12.051 | DIRECTION DU MEDICAMENT ET DE LA PHARMACIE                                 | 9 500 000                               |
| 4.1.2.0.0.12.052 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHICHAOUA                                    | 300 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.053 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENT HAY HASSANI                | 300 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.054 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOUNATE                                     | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.055 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE RABAT                                       | 300 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.056 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOURIRT                                     | 250 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.057 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHTOUKA AIT BAHA                             | 250 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.058 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENT AIN CHOCK                  | 300 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.059 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BENSLIMANE                                   | 200 000                                 |

| Code Chapitre    | Désignation   | Ressources pour l'année budgétaire 2016 |
|------------------|---|---|
| 4.1.2.0.0.12.060 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TATA  | 250 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.061 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HAOUZ  | 250 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.062 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ZAGORA  | 300 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.063 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BOUJDOUR  | 300 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.064 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ASSA ZAQ  | 250 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.065 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE GUELMIM  | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.066 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSMARA   | 300 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.067 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS SIDI BERNOUSSI                   | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.068 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NOUACEUR  | 200 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.069 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AZILAL  | 350 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.070 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL HAJEB  | 350 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.071 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL M'DIQ FNIDEQ   | 300 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.072 | ECOLE NATIONALE DE SANTE PUBLIQUE   | 5 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.12.073 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL JRADA   | 250 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.074 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS DE BEN M'SICK                    | 200 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.075 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE FES  | 1 500 000                               |
| 4.1.2.0.0.12.076 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TINGHIR   | 250 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.077 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI IFNI   | 250 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.078 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI SLIMANE  | 250 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.079 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUEZZANE  | 450 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.080 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERRECHID   | 850 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.081 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL RHAMNA  | 250 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.082 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI BENNOUR  | 150 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.083 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL YOUSOUFIA   | 250 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.084 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FKIH BEN SALAH  | 250 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.085 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL MIDELT  | 300 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.086 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL GUERCIF   | 250 000                                 |
|                  | <b>TOTAL</b>  | <b>84 000 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>                                      |   |
| 4.1.2.0.0.13.003 | SEGMA CHARGE DE LA PRIVATISATION  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.13.005 | TRESORERIE GENERALE DU ROYAUME  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.13.006 | DIVISION ADMINISTRATIVE   | -                                       |
| 4.1.2.0.0.13.007 | ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS                                      | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>  | <b>-</b>                                |
|                  | <b>MINISTERE DU TOURISME</b>  |   |
| 4.1.2.0.0.14.001 | INSTITUT SUPERIEUR INTERNATIONAL DU TOURISME DE TANGER                              | 1 100 000                               |
| 4.1.2.0.0.14.002 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE MOHAMMEDIA | 2 650 000                               |
| 4.1.2.0.0.14.003 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - AGADIR                | 2 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.14.004 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - EL JADIDA                        | 1 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.14.005 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - ERFOUD                           | 500 000                                 |
| 4.1.2.0.0.14.006 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - FES                              | 1 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.14.007 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - MARRAKECH   | 1 400 000                               |
| 4.1.2.0.0.14.008 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - OUARZAZATE  | 800 000                                 |

| Code Chapitre    | Désignation  | Ressources pour l'année budgétaire 2016 |
|------------------|--|---|
| 4.1.2.0.0.14.009 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - SAIDIA  | 800 000                                 |
| 4.1.2.0.0.14.010 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - SALE  | 500 000                                 |
| 4.1.2.0.0.14.011 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - TANGER  | 1 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.14.012 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE-ASSILAH                           | 500 000                                 |
| 4.1.2.0.0.14.013 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - BENSLIMANE                      | 500 000                                 |
| 4.1.2.0.0.14.014 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - CASABLANCA                      | 500 000                                 |
| 4.1.2.0.0.14.015 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE TOUARGA - RABAT                | 500 000                                 |
| 4.1.2.0.0.14.016 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE GASTRONOMIE MAROCAINE A FES HAY ANAS           | 2 250 000                               |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>17 000 000</b>                       |
|                  | <b>SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT</b>   |   |
| 4.1.2.0.0.16.001 | DIRECTION DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE   | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>-</b>                                |
|                  | <b>MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE</b>                                 |   |
| 4.1.2.0.0.17.002 | CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES ROUTIERES  | 5 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.17.003 | SERVICE DU RESEAU DES SERVICES DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL  | 1 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.17.004 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE FES  | 1 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.17.005 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE RABAT  | 1 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.17.006 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MARRAKECH  | 1 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.17.007 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MEKNES   | 1 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.17.008 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'OUJDA   | 1 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.17.009 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE CASABLANCA   | 1 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.17.010 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'AGADIR  | 3 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.17.011 | INSTITUT DE FORMATION AUX ENGIN ET A L'ENTRETIEN ROUTIER   | 1 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.17.012 | INSTITUT SUPERIEUR D'ETUDES MARITIMES  | 10 000 000                              |
| 4.1.2.0.0.17.013 | DIRECTION DES TRANSPORTS ROUTIERS ET DE LA SECURITE ROUTIERE                                       | 500 000 000                             |
| 4.1.2.0.0.17.014 | SERVICE DE LA FORMATION CONTINUE   | 300 000                                 |
| 4.1.2.0.0.17.015 | DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE  | 25 000 000                              |
| 4.1.2.0.0.17.016 | DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS  | 500 000                                 |
| 4.1.2.0.0.17.017 | CENTRE NATIONAL D'ESSAIS ET D'HOMOLOGATION   | 20 000 000                              |
| 4.1.2.0.0.17.018 | DIRECTION DE LA MARINE MARCHANDE   | 4 500 000                               |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>576 300 000</b>                      |
|                  | <b>MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME</b>  |   |
| 4.1.2.0.0.20.001 | INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN MECANIQUE AGRICOLE ET EQUIPEMENT RURAL DE BOUKNADEL - SALE | -                                       |
| 4.1.2.0.0.20.002 | INSTITUT ROYAL DES TECHNICIENS SPECIALISES EN ELEVAGE DE FOUARAT-KENITRA                           | -                                       |
| 4.1.2.0.0.20.003 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE LA CHAOUIA  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.20.004 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE TIFLET  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.20.005 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE SAHEL BOUTAHAR  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.20.006 | ECOLE D'AGRICULTURE DE TEMARA  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.20.007 | DIVISION DE LA PROTECTION DES RESSOURCES HALIEUTIQUES  | 3 700 000                               |
| 4.1.2.0.0.20.008 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - AL HOCEIMA   | 200 000                                 |
| 4.1.2.0.0.20.009 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - SAFI   | 600 000                                 |

| Code Chapitre    | Désignation  | Ressources pour l'année budgétaire 2016 |
|------------------|--|---|
| 4.1.2.0.0.20.010 | INSTITUT SUPERIEUR DES PECHEES MARITIMES   | 800 000                                 |
| 4.1.2.0.0.20.011 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - TAN TAN                                      | -                                       |
| 4.1.2.0.0.20.012 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LARACHE                                      | 350 000                                 |
| 4.1.2.0.0.20.013 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LAAYOUNE -                                   | 350 000                                 |
| 4.1.2.0.0.20.014 | ECOLE NATIONALE FORESTIERE D'INGENIEURS  | 8 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.20.015 | SERVICE DES LYCEES AGRICOLES   | 10 000 000                              |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>24 000 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS</b>  |   |
| 4.1.2.0.0.21.001 | COMPLEXE SPORTIF MOHAMMED V DE CASABLANCA ET BASE NAUTIQUE DE MOHAMMADIA                     | -                                       |
| 4.1.2.0.0.21.002 | COMPLEXE SPORTIF PRINCE MOULAY ABDELLAH - RABAT  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.21.003 | INSTITUT ROYAL DE FORMATION DES CADRES DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS                          | -                                       |
| 4.1.2.0.0.21.005 | COMPLEXE SPORTIF DE FES  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.21.006 | SERVICE DU CONTROLE DES ETABLISSEMENTS ET DES SALLES SPORTIVES                               | -                                       |
| 4.1.2.0.0.21.007 | COMPLEXE MOULAY RACHID DE LA JEUNESSE ET DE L'ENFANCE DE BOUZNIKA                            | -                                       |
| 4.1.2.0.0.21.008 | SERVICE DU TOURISME CULTUREL DES JEUNES  | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>-</b>                                |
|                  | <b>MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES</b>                                       |   |
| 4.1.2.0.0.23.001 | DIVISION DU PELERINAGE ET DES AFFAIRES SOCIALES  | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>-</b>                                |
|                  | <b>MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE</b>                          |   |
| 4.1.2.0.0.26.001 | DIVISION DE LA CARTE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE   | -                                       |
| 4.1.2.0.0.26.002 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE FES   | 200 000                                 |
| 4.1.2.0.0.26.003 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE MARRAKECH   | 200 000                                 |
| 4.1.2.0.0.26.004 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE MEKNES  | 200 000                                 |
| 4.1.2.0.0.26.005 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS RABAT  | 200 000                                 |
| 4.1.2.0.0.26.006 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS OUARZAZATE   | 230 000                                 |
| 4.1.2.0.0.26.007 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS INEZGANE   | 250 000                                 |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>1 280 000</b>                        |
|                  | <b>MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT</b>                     |   |
| 4.1.2.0.0.27.001 | ECOLE PRATIQUE DES MINES DE TOUISSIT-OUJDA   | 190 000                                 |
| 4.1.2.0.0.27.002 | ECOLE DES MINES DE MARRAKECH   | 1 380 000                               |
| 4.1.2.0.0.27.003 | DIRECTION DE LA METEOROLOGIE NATIONALE   | 35 000 000                              |
| 4.1.2.0.0.27.004 | LABORATOIRE NATIONAL DES ETUDES ET DE SURVEILLANCE DE LA POLLUTION                           | 1 500 000                               |
| 4.1.2.0.0.27.005 | SERVICE DE GESTION DES CHANTIERS   | 500 000                                 |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>38 570 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE</b> |   |
| 4.1.2.0.0.28.001 | SERVICE AUTONOME DES ALCOOLS-RABAT   | 1 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.28.002 | SEGMA CHARGE DE L'ACCREDITATION ET DE LA METROLOGIE  | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>1 000 000</b>                        |
|                  | <b>MINISTERE DE LA CULTURE</b>   |   |
| 4.1.2.0.0.29.001 | IMPRIMERIE DAR AL MANAHIL  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.29.002 | INSTITUT NATIONAL D'ARCHEOLOGIE ET DU PATRIMOINE DE RABAT                                    | -                                       |
| 4.1.2.0.0.29.003 | INSTITUT NATIONAL DES BEAUX-ARTS DE TETOUAN  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.29.004 | THEATRE MOHAMMED VI D'OUJDA  | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>-</b>                                |

| Code Chapitre    | Désignation   | Ressources pour l'année budgétaire 2016 |
|------------------|---|---|
|                  | <b>MINISTERE DE L'EMPLOI ET DES AFFAIRES SOCIALES</b>   |   |
| 4.1.2.0.0.31.004 | DIVISION DE LA FORMATION  | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>  | <b>-</b>                                |
|                  | <b>MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION</b> |   |
| 4.1.2.0.0.33.001 | ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION  | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>  | <b>-</b>                                |
|                  | <b>ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE</b>   |   |
| 4.1.2.0.0.34.001 | CENTRE ROYAL DE TELEDETECTION SPACIALE  | 3 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.34.002 | HOPITAL MILITAIRE D'INSTRUCTION MOHAMMED V A RABAT  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.34.003 | HOPITAL MILITAIRE AVICENNE A MARRAKECH  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.34.004 | HOPITAL MILITAIRE MOULAY ISMAIL A MEKNES  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.34.005 | HOPITAL MILITAIRE A LAAYOUNE  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.34.006 | HOPITAL MILITAIRE A DAKHLA  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.34.007 | HOPITAL MILITAIRE A GUELMIM   | -                                       |
| 4.1.2.0.0.34.008 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A AGADIR  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.34.009 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ES-SMARA  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.34.010 | UNITE DE FABRICATION DE MASQUES DE LA GENDARMERIE ROYALE  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.34.011 | ETABLISSEMENT CENTRAL DE GESTION ET DE STOCKAGE DES MATERIELS   | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>  | <b>3 000 000</b>                        |
|                  | <b>HAUT COMMISSARIAT AU PLAN</b>  |   |
| 4.1.2.0.0.42.001 | INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE ET D'ECONOMIE APPLIQUEE  | 5 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.42.002 | CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION  | 4 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.42.003 | ECOLE DES SCIENCES DE L'INFORMATION   | 9 700 000                               |
|                  | <b>TOTAL</b>  | <b>18 700 000</b>                       |
|                  | <b>HAUT COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORETS ET A LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION</b>   |   |
| 4.1.2.0.0.45.002 | SERVICE DE LA VALORISATION DES PRODUITS FORESTIERS  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.45.003 | PARC NATIONAL DE SOUSS-MASSA  | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>  | <b>-</b>                                |
|                  | <b>MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL</b>  |   |
| 4.1.2.0.0.46.001 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE  | 7 300 000                               |
| 4.1.2.0.0.46.002 | INSTITUT NATIONAL D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME  | 1 000 000                               |
|                  | <b>TOTAL</b>  | <b>8 300 000</b>                        |
|                  | <b>MINISTERE DE LA SOLIDARITE, DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL</b>  |   |
| 4.1.2.0.0.48.001 | SERVICE DE L'ORIENTATION ET DE L'APPUI  | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>  | <b>-</b>                                |
|                  | <b>DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION</b>   |   |
| 4.1.2.0.0.51.001 | SERVICE DES UNITES DE FORMATION ARTISTIQUE ET ARTISANALE  | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>  | <b>-</b>                                |
|                  | <b>TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>  | <b>781 260 000</b>                      |
|                  | <b>TOTAL GENERAL DES RECETTES DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME</b>  | <b>3 006 217 000</b>                    |

**III. Comptes Spéciaux du Trésor**

| <b>Code</b>                                | <b>DESIGNATION DES COMPTES</b>  | <b>Ressources pour l'année budgétaire 2016</b> |
|--|---|--|
| <b>3.1- COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE</b> |   |  |
| 3.1.0.0.1.00.001                           | Fonds spécial des prélèvements sur le pari mutuel   | 90 000 000                                     |
| 3.1.0.0.1.00.003                           | Fonds de soutien aux services de la concurrence, du contrôle des prix et des stocks de sécurité   | 5 000 000                                      |
| 3.1.0.0.1.00.004                           | Fonds de lutte contre les effets de la sécheresse   | Mémoire  |
| 3.1.0.0.1.00.005                           | Fonds pour la promotion de l'emploi des jeunes  | 710 000 000                                    |
| 3.1.0.0.1.00.006                           | Fonds d'accompagnement des réformes du transport routier urbain et interurbain  | 114 000 000                                    |
| 3.1.0.0.1.00.008                           | Fonds de développement industriel et des investissements  | 1 727 785 000                                  |
| 3.1.0.0.1.04.005                           | Fonds de service universel de télécommunications  | 300 000 000                                    |
| 3.1.0.0.1.04.006                           | Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain  | 3 095 996 000                                  |
| 3.1.0.0.1.04.007                           | Fonds de mise à niveau sociale  | Mémoire  |
| 3.1.0.0.1.06.001                           | Fonds spécial pour le soutien des juridictions  | 400 000 000                                    |
| 3.1.0.0.1.06.002                           | Fonds d'entraide familiale  | 160 000 000                                    |
| 3.1.0.0.1.08.003                           | Fonds spécial pour la sauvegarde de la cité de Fès  | Mémoire  |
| 3.1.0.0.1.08.004                           | Part des collectivités territoriales dans le produit de la T.V.A  | 23 789 143 000                                 |
| 3.1.0.0.1.08.005                           | Fonds spécial pour la promotion et le soutien de la Protection Civile   | 200 000 000                                    |
| 3.1.0.0.1.08.006                           | Fonds spécial relatif au produit des parts d'impôts affectées aux régions   | 4 192 404 000                                  |
| 3.1.0.0.1.08.008                           | Financement des dépenses d'équipement et de la lutte contre le chômage  | 566 500 000                                    |
| 3.1.0.0.1.08.009                           | Fonds de soutien à la sûreté nationale  | 30 000 000                                     |
| 3.1.0.0.1.08.010                           | Fonds spécial pour la mise en place des titres identitaires électroniques et des titres de voyage   | 508 427 000                                    |
| 3.1.0.0.1.08.011                           | Fonds d'assainissement liquide et d'épuration des eaux usées  | 714 000 000                                    |
| 3.1.0.0.1.08.012                           | Fonds de lutte contre les effets des catastrophes naturelles  | 200 000 000                                    |
| 3.1.0.0.1.08.013                           | Fonds de solidarité interrégionale  | Mémoire  |
| 3.1.0.0.1.09.002                           | Fonds pour la promotion du paysage audiovisuel et des annonces et de l'édition publique   | 370 000 000                                    |
| 3.1.0.0.1.10.001                           | Fonds national de soutien à la recherche scientifique et au développement technologique   | 22 500 000                                     |
| 3.1.0.0.1.12.001                           | Fonds spécial de la pharmacie centrale  | 1 000 000 000                                  |
| 3.1.0.0.1.13.003                           | Fonds de emploi domanial  | 1 440 000 000                                  |
| 3.1.0.0.1.13.004                           | Fonds spécial du produit des loteries   | 100 000 000                                    |
| 3.1.0.0.1.13.006                           | Fonds de rémunération des services rendus par le ministère chargé des finances au titre des frais de surveillance et de contrôle des entreprises d'assurances et de réassurance | Mémoire  |
| 3.1.0.0.1.13.008                           | Masse des services financiers   | 350 000 000                                    |
| 3.1.0.0.1.13.009                           | Fonds de la réforme agraire   | 10 000 000                                     |
| 3.1.0.0.1.13.012                           | Bénéfices et pertes de conversion sur les dépenses publiques en devises étrangères  | Mémoire  |
| 3.1.0.0.1.13.017                           | Fonds spécial de la zakat   | Mémoire  |
| 3.1.0.0.1.13.018                           | Fonds de solidarité des assurances  | 567 000 000                                    |
| 3.1.0.0.1.13.019                           | Fonds de soutien à certains promoteurs  | Mémoire  |
| 3.1.0.0.1.13.021                           | Fonds de soutien des prix de certains produits alimentaires   | 800 000 000                                    |
| 3.1.0.0.1.13.022                           | Fonds de gestion des risques afférents aux emprunts des tiers garantis par l'Etat   | 236 320 000                                    |
| 3.1.0.0.1.13.024                           | Fonds d'appui à la cohésion sociale   | 4 200 000 000                                  |
| 3.1.0.0.1.13.025                           | Compte spécial des dons des pays du Conseil de coopération du Golfe   | 13 000 000 000                                 |
| 3.1.0.0.1.13.026                           | Fonds de lutte contre la fraude douanière   | 390 000 000                                    |
| 3.1.0.0.1.13.027                           | Fonds provenant des dépôts au Trésor  | 360 000 000                                    |
| 3.1.0.0.1.17.001                           | Fonds spécial routier   | 2 500 000 000                                  |
| 3.1.0.0.1.17.003                           | Fonds de délimitation, de préservation et de valorisation du domaine public maritime et portuaire   | 16 000 000                                     |
| 3.1.0.0.1.20.005                           | Fonds de développement agricole   | 500 000 000                                    |

| Code             | DESIGNATION DES COMPTES   | Ressources pour l'année budgétaire 2016 |
|------------------|---|---|
| 3.1.0.0.1.20.006 | Fonds de développement de la pêche maritime   | 80 000 000                              |
| 3.1.0.0.1.20.007 | Fonds pour le développement rural et des zones de montagne  | 1 324 000 000                           |
| 3.1.0.0.1.21.001 | Fonds national du développement du sport  | 800 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.27.001 | Fonds pour l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable des populations rurales   | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.1.27.002 | Fonds national pour la protection de l'environnement et du développement durable  | 200 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.27.003 | Fonds de développement énergétique  | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.1.29.001 | Fonds national pour l'action culturelle   | 20 000 000                              |
| 3.1.0.0.1.30.002 | Fonds solidarité habitat et intégration urbaine   | 2 000 000 000                           |
| 3.1.0.0.1.33.001 | Fonds de modernisation de l'Administration publique   | 10 000 000                              |
| 3.1.0.0.1.34.001 | Fonds de participation des Forces Armées Royales aux missions de paix, aux actions humanitaires et de soutien au titre de la coopération internationale | 200 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.34.002 | Fonds de soutien à la Gendarmerie Royale  | 50 000 000                              |
| 3.1.0.0.1.45.001 | Fonds national forestier  | 500 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.45.003 | Fonds de la chasse et de la pêche continentale  | 16 000 000                              |
| 3.1.0.0.1.50.001 | Fonds spécial de soutien à l'action culturelle et sociale au profit des marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration                 | 30 000 000                              |
| 3.1.0.0.1.51.001 | Fonds spécial pour le soutien des établissements pénitentiaires   | 120 000 000                             |
|                  | <b>TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES D'AFFECTION SPECIALE</b>  | <b>68 015 075 000</b>                   |
|                  | <b>3.4- COMPTES D'ADHESION AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX</b>  |   |
| 3.1.0.0.4.13.021 | Compte d'adhésion aux institutions de Bretton woods   | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.4.13.022 | Compte d'adhésion aux organismes arabes et islamiques   | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.4.13.023 | Compte d'adhésion aux institutions multilatérales   | Mémoire                                 |
|                  | <b>TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES D'ADHESION AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX</b>  | <b>Mémoire</b>                          |
|                  | <b>3.5- COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES</b>   |   |
| 3.1.0.0.5.13.001 | Différence de change sur ventes et achats de devises  | 100 000 000                             |
| 3.1.0.0.5.13.003 | Compte des opérations d'échanges de taux d'intérêt et de devises des emprunts extérieurs  | Mémoire                                 |
|                  | <b>TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES</b>   | <b>100 000 000</b>                      |
|                  | <b>3.7- COMPTES DE FINANCEMENT</b>  |   |
| 3.1.0.0.7.13.017 | Prêts aux collectivités territoriales   | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.7.13.019 | Prêts à la Ligue nationale de lutte contre les maladies cardio-vasculaires  | 177 000                                 |
| 3.1.0.0.7.13.020 | Prêts à l'Office national de l'eau potable  | 7 444 000                               |
| 3.1.0.0.7.13.059 | Prêts à la Société marocaine d'assurance à l'exportation  | 2 288 000                               |
| 3.1.0.0.7.13.063 | Prêts aux régies de distribution d'eau et d'électricité   | 2 214 000                               |
| 3.1.0.0.7.13.064 | Prêts aux établissements bancaires  | 5 219 000                               |
| 3.1.0.0.7.13.065 | Prêts aux établissements d'aménagement de terrains et d'habitat   | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.7.13.066 | Prêts à la société de financement "JAIDA"   | 3 566 000                               |
|                  | <b>TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES DE FINANCEMENT</b>  | <b>20 908 000</b>                       |
|                  | <b>3.9- COMPTES DE DEPENSES SUR DOTATIONS</b>   |   |
| 3.1.0.0.9.04.002 | Dépenses particulières au développement des provinces sahariennes   | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.9.34.001 | Acquisition et réparation des matériels des Forces Armées Royales   | 10 800 000 000                          |
| 3.1.0.0.9.34.002 | Fonds de la Direction générale des études et de la documentation  | Mémoire                                 |

| <b>Code</b>      | <b>DESIGNATION DES COMPTES</b>  | <b>Ressources pour<br/>l'année budgétaire<br/>2016</b> |
|------------------|---|--|
| 3.1.0.0.9.42.001 | Fonds de relations publiques  | 500 000  |
|                  | <b><i>TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES DE DEPENSES SUR DOTATIONS</i></b>  | <b>10 800 500 000</b>                                  |
|                  | <b><i>TOTAL GENERAL DES RESSOURCES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</i></b> | <b>78 936 483 000</b>                                  |

**TABLEAU (B)**  
**(Article 58)**  
**Titre I**

**REPARTITION, PAR DEPARTEMENT MINISTERIEL OU INSTITUTION ET PAR CHAPITRE, DES CREDITS OUVERTS AU TITRE DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET GENERAL POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2016**  
**(En dirhams)**

| Numéros des chapitres | Départements Ministériels ou Institutions  | Crédits pour l'année budgétaire 2016 |
|-----------------------|--|--------------------------------------|
|                       | <b>SA MAJESTE LE ROI</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.01.000      | - Listes Civiles .....   | 26 292 000                           |
| 1.2.1.2.0.01.000      | - Dotations de Souveraineté .....  | 517 164 000                          |
|                       | <b>COUR ROYALE</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.02.000      | - Personnel .....  | 433 865 000                          |
| 1.2.1.2.0.02.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 1 504 183 000                        |
|                       | <b>CHAMBRE DES REPRESENTANTS</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.03.000      | - Personnel .....  | 341 221 000                          |
| 1.2.1.2.0.03.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 73 900 000                           |
|                       | <b>CHAMBRE DES CONSEILLERS</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.43.000      | - Personnel .....  | 197 058 000                          |
| 1.2.1.2.0.43.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 45 000 000                           |
|                       | <b>CHEF DU GOUVERNEMENT</b>  |                                      |
| 1.2.1.1.0.04.000      | - Personnel .....  | 90 206 000                           |
| 1.2.1.2.0.04.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 518 599 000                          |
|                       | <b>JURIDICTIONS FINANCIERES</b>  |                                      |
| 1.2.1.1.0.05.000      | - Personnel .....  | 210 633 000                          |
| 1.2.1.2.0.05.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 41 200 000                           |
|                       | <b>MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.06.000      | - Personnel .....  | 3 758 500 000                        |
| 1.2.1.2.0.06.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 385 333 000                          |
|                       | <b>MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION</b>  |                                      |
| 1.2.1.1.0.07.000      | - Personnel .....  | 1 761 500 000                        |
| 1.2.1.2.0.07.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 586 000 000                          |
|                       | <b>MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>  |                                      |
| 1.2.1.1.0.08.000      | - Personnel .....  | 16 250 815 000                       |
| 1.2.1.2.0.08.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 3 583 622 000                        |
|                       | <b>MINISTERE DE LA COMMUNICATION</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.09.000      | - Personnel .....  | 70 925 000                           |
| 1.2.1.2.0.09.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 1 213 770 000                        |
|                       | <b>MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE LA FORMATION DES CADRES</b> |                                      |
| 1.2.1.1.0.10.000      | - Personnel .....  | 5 803 000 000                        |
| 1.2.1.2.0.10.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 3 193 500 000                        |
|                       | <b>MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>                             |                                      |
| 1.2.1.1.0.11.000      | - Personnel .....  | 38 924 937 000                       |
| 1.2.1.2.0.11.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 4 044 984 000                        |
|                       | <b>MINISTERE DE LA SANTE</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.12.000      | - Personnel .....  | 7 523 969 000                        |
| 1.2.1.2.0.12.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 4 256 965 000                        |

| Numéros des chapitres | Départements Ministériels ou Institutions  | Crédits pour l'année budgétaire 2016 |
|-----------------------|--|--------------------------------------|
|                       | <b>MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.13.000      | - Personnel .....  | 2 259 739 000                        |
| 1.2.1.2.0.13.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 383 690 000                          |
| 1.2.1.3.0.13.000      | - Charges communes .....   | 38 182 000 000                       |
| 1.2.1.5.0.13.000      | - Remboursements, dégrèvements et restitutions, fiscaux ....   | 5 260 000 000                        |
|                       | <b>MINISTERE DU TOURISME</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.14.000      | - Personnel .....  | 175 133 000                          |
| 1.2.1.2.0.14.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 96 561 000                           |
|                       | <b>SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.16.000      | - Personnel .....  | 59 366 000                           |
| 1.2.1.2.0.16.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 15 770 000                           |
|                       | <b>MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.17.000      | - Personnel .....  | 818 535 000                          |
| 1.2.1.2.0.17.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 237 668 000                          |
|                       | <b>MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME</b>  |                                      |
| 1.2.1.1.0.20.000      | - Personnel .....  | 800 782 000                          |
| 1.2.1.2.0.20.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 2 246 638 000                        |
|                       | <b>MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS</b>  |                                      |
| 1.2.1.1.0.21.000      | - Personnel .....  | 460 596 000                          |
| 1.2.1.2.0.21.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 191 000 000                          |
|                       | <b>MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.23.000      | - Personnel .....  | 480 716 000                          |
| 1.2.1.2.0.23.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 2 416 000 000                        |
|                       | <b>MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DES AFFAIRES GENERALES ET DE LA GOUVERNANCE</b> |                                      |
| 1.2.1.1.0.24.000      | - Personnel .....  | 31 264 000                           |
| 1.2.1.2.0.24.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 37 762 000                           |
|                       | <b>MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE</b>  |                                      |
| 1.2.1.1.0.26.000      | - Personnel .....  | 131 719 000                          |
| 1.2.1.2.0.26.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 166 582 000                          |
|                       | <b>MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT</b>                                   |                                      |
| 1.2.1.1.0.27.000      | - Personnel .....  | 481 576 000                          |
| 1.2.1.2.0.27.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 535 993 000                          |
|                       | <b>MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE</b>               |                                      |
| 1.2.1.1.0.28.000      | - Personnel .....  | 204 052 000                          |
| 1.2.1.2.0.28.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 302 607 000                          |
|                       | <b>MINISTERE DE LA CULTURE</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.29.000      | - Personnel .....  | 209 207 000                          |
| 1.2.1.2.0.29.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 182 000 000                          |
|                       | <b>MINISTERE DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.30.000      | - Personnel .....  | 175 175 000                          |
| 1.2.1.2.0.30.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 90 189 000                           |
|                       | <b>MINISTERE DE L'EMPLOI ET DES AFFAIRES SOCIALES</b>  |                                      |
| 1.2.1.1.0.31.000      | - Personnel .....  | 180 381 000                          |
| 1.2.1.2.0.31.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 286 950 000                          |

| Numéros des chapitres | Départements Ministériels ou Institutions   | Crédits pour l'année budgétaire 2016 |
|-----------------------|---|--------------------------------------|
|                       | <b>MINISTERE CHARGE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT ET LA SOCIETE CIVILE</b>  |                                      |
| 1.2.1.1.0.32.000      | - Personnel .....   | 27 000 000                           |
| 1.2.1.2.0.32.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....  | 9 000 000                            |
|                       | <b>MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION</b> |                                      |
| 1.2.1.1.0.33.000      | - Personnel .....   | 56 619 000                           |
| 1.2.1.2.0.33.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....  | 32 880 000                           |
|                       | <b>ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.34.000      | - Personnel .....   | 22 820 801 000                       |
| 1.2.1.2.0.34.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....  | 5 517 510 000                        |
|                       | <b>HAUT COMMISSARIAT AUX ANCIENS RESISTANTS ET ANCIENS MEMBRES DE L'ARMEE DE LIBERATION</b>                                       |                                      |
| 1.2.1.1.0.35.000      | - Personnel .....   | 52 664 000                           |
| 1.2.1.2.0.35.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....  | 69 897 000                           |
| 1.2.1.4.0.36.000      | <b>DEPENSES IMPREVUES ET DOTATIONS PROVISIONNELLES</b>  | 3 300 000 000                        |
|                       | <b>DELEGATION INTERMINISTERIELLE AUX DROITS DE L'HOMME</b>  |                                      |
| 1.2.1.1.0.40.000      | - Personnel .....   | 7 703 000                            |
| 1.2.1.2.0.40.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....  | 13 500 000                           |
|                       | <b>HAUT COMMISSARIAT AU PLAN</b>  |                                      |
| 1.2.1.1.0.42.000      | - Personnel .....   | 303 370 000                          |
| 1.2.1.2.0.42.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....  | 139 094 000                          |
|                       | <b>HAUT COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORETS ET A LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.45.000      | - Personnel .....   | 464 260 000                          |
| 1.2.1.2.0.45.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....  | 76 200 000                           |
|                       | <b>MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL</b>  |                                      |
| 1.2.1.1.0.46.000      | - Personnel .....   | 99 463 000                           |
| 1.2.1.2.0.46.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....  | 541 122 000                          |
|                       | <b>MINISTERE DE LA SOLIDARITE, DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL</b>  |                                      |
| 1.2.1.1.0.48.000      | - Personnel .....   | 97 463 000                           |
| 1.2.1.2.0.48.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....  | 504 700 000                          |
|                       | <b>MINISTERE CHARGE DES MAROCAINS RESIDANT A L'ETRANGER ET DES AFFAIRES DE LA MIGRATION</b>                                       |                                      |
| 1.2.1.1.0.50.000      | - Personnel .....   | 23 678 000                           |
| 1.2.1.2.0.50.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....  | 402 000 000                          |
|                       | <b>DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.51.000      | - Personnel .....   | 894 557 000                          |
| 1.2.1.2.0.51.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....  | 596 670 000                          |
|                       | <b>CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL</b>  |                                      |
| 1.2.1.1.0.52.000      | - Personnel .....   | 67 031 000                           |
| 1.2.1.2.0.52.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....  | 45 000 000                           |
|                       | <b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET GENERAL:</b>  | <b>188 618 974 000</b>               |

**TABLEAU (C)**  
**(Article 59)**  
**Titre II**  
**REPARTITION, PAR DEPARTEMENT MINISTERIEL OU INSTITUTION ET PAR CHAPITRE, DES**  
**CREDITS OUVERTS AU TITRE DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET GENERAL**  
**POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2016**  
**(En dirhams)**

| Numéros des chapitres | Départements Ministériels ou Institutions  | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2016 | Crédits d'engagement pour 2017 et suivants | TOTAL          |
|-----------------------|--|--|--|----------------|
| 1.2.2.0.0.02.000      | COUR ROYALE  | 131 608 000                                      | -  | 131 608 000    |
| 1.2.2.0.0.03.000      | CHAMBRE DES REPRESENTANTS  | 20 000 000                                       | -  | 20 000 000     |
| 1.2.2.0.0.43.000      | CHAMBRE DES CONSEILLERS  | 2 850 000  | -  | 2 850 000      |
| 1.2.2.0.0.04.000      | CHEF DU GOUVERNEMENT   | 764 000 000                                      | -  | 764 000 000    |
| 1.2.2.0.0.05.000      | JURIDICTIONS FINANCIERES   | 33 800 000                                       | 10 000 000                                 | 43 800 000     |
| 1.2.2.0.0.06.000      | MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES  | 306 450 000                                      | 300 000 000                                | 606 450 000    |
| 1.2.2.0.0.07.000      | MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION   | 205 000 000                                      | -  | 205 000 000    |
| 1.2.2.0.0.08.000      | MINISTERE DE L'INTERIEUR   | 2 006 888 000                                    | 1 100 000 000                              | 3 106 888 000  |
| 1.2.2.0.0.09.000      | MINISTERE DE LA COMMUNICATION  | 395 480 000                                      | 11 000 000                                 | 406 480 000    |
| 1.2.2.0.0.10.000      | MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE LA FORMATION DES CADRES                          | 896 000 000                                      | 270 000 000                                | 1 166 000 000  |
| 1.2.2.0.0.11.000      | MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE  | 2 783 445 000                                    | 1 044 000 000                              | 3 827 445 000  |
| 1.2.2.0.0.12.000      | MINISTERE DE LA SANTE  | 2 500 000 000                                    | 2 500 000 000                              | 5 000 000 000  |
| 1.2.2.0.0.13.000      | MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES  | 189 070 000                                      | 67 000 000                                 | 256 070 000    |
| 1.2.2.3.0.13.000      | MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES-Charges communes   | 20 868 000 000                                   | -  | 20 868 000 000 |
| 1.2.2.0.0.14.000      | MINISTERE DU TOURISME  | 526 837 000                                      | 66 000 000                                 | 592 837 000    |
| 1.2.2.0.0.16.000      | SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT  | 840 000  | -  | 840 000        |
| 1.2.2.0.0.17.000      | MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE  | 6 899 221 000                                    | 12 740 000 000                             | 19 639 221 000 |
| 1.2.2.0.0.20.000      | MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME   | 8 256 400 000                                    | 4 750 000 000                              | 13 006 400 000 |
| 1.2.2.0.0.21.000      | MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS   | 1 300 000 000                                    | 200 000 000                                | 1 500 000 000  |
| 1.2.2.0.0.23.000      | MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES  | 961 235 000                                      | 630 000 000                                | 1 591 235 000  |
| 1.2.2.0.0.24.000      | MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DES AFFAIRES GENERALES ET DE LA GOUVERNANCE                        | 12 240 000                                       | 1 000 000                                  | 13 240 000     |
| 1.2.2.0.0.26.000      | MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE   | 334 700 000                                      | 50 000 000                                 | 384 700 000    |
| 1.2.2.0.0.27.000      | MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT  | 3 630 986 000                                    | 8 160 000 000                              | 11 790 986 000 |
| 1.2.2.0.0.28.000      | MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE                                      | 2 285 250 000                                    | 104 000 000                                | 2 389 250 000  |
| 1.2.2.0.0.29.000      | MINISTERE DE LA CULTURE  | 300 000 000                                      | 120 000 000                                | 420 000 000    |
| 1.2.2.0.0.30.000      | MINISTERE DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE  | 563 752 000                                      | 10 000 000                                 | 573 752 000    |
| 1.2.2.0.0.31.000      | MINISTERE DE L'EMPLOI ET DES AFFAIRES SOCIALES   | 60 600 000                                       | 3 000 000                                  | 63 600 000     |
| 1.2.2.0.0.32.000      | MINISTERE CHARGE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT ET LA SOCIETE CIVILE  | 6 000 000  | -  | 6 000 000      |
| 1.2.2.0.0.33.000      | MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION | 28 130 000                                       | 9 000 000                                  | 37 130 000     |

| Numéros des chapitres | Départements Ministériels ou Institutions  | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2016 | Crédits d'engagement pour 2017 et suivants | TOTAL                 |
|-----------------------|--|--|--|-----------------------|
| 1.2.2.0.0.34.000      | ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE   | 4 293 490 000                                    | 3 113 000 000                              | 7 406 490 000         |
| 1.2.2.0.0.35.000      | HAUT COMMISSARIAT AUX ANCIENS RESISTANTS ET ANCIENS MEMBRES DE L'ARMEE DE LIBERATION | 5 685 000  | 6 000 000                                  | 11 685 000            |
| 1.2.2.0.0.40.000      | DELEGATION INTERMINISTERIELLE AUX DROITS DE L'HOMME                                  | 10 800 000                                       | -  | 10 800 000            |
| 1.2.2.0.0.42.000      | HAUT COMMISSARIAT AU PLAN  | 30 885 000                                       | 12 000 000                                 | 42 885 000            |
| 1.2.2.0.0.45.000      | HAUT COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORETS ET A LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION         | 157 000 000                                      | 160 000 000                                | 317 000 000           |
| 1.2.2.0.0.46.000      | MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL                  | 268 900 000                                      | 100 000 000                                | 368 900 000           |
| 1.2.2.0.0.48.000      | MINISTERE DE LA SOLIDARITE, DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL    | 87 000 000                                       | -  | 87 000 000            |
| 1.2.2.0.0.50.000      | MINISTERE CHARGE DES MAROCAINS RESIDANT A L'ETRANGER ET DES AFFAIRES DE LA MIGRATION | 98 600 000                                       | 20 000 000                                 | 118 600 000           |
| 1.2.2.0.0.51.000      | DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION             | 159 000 000                                      | 250 000 000                                | 409 000 000           |
| 1.2.2.0.0.52.000      | CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL  | 12 000 000                                       | -  | 12 000 000            |
|                       | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET GENERAL:</b>                        | <b>61 392 142 000</b>                            | <b>35 806 000 000</b>                      | <b>97 198 142 000</b> |

**TABLEAU (D)**  
**(Article 60)**  
**Titre III**  
**REPARTITION, PAR CHAPITRE, DES CREDITS OUVERTS AU TITRE DES**  
**DEPENSES RELATIVES AU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE**  
**POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2016**  
**(En dirhams)**

| <b>Numéros des chapitres</b> | <b>Départements Ministériels ou Institutions</b>  | <b>Crédits pour l'année budgétaire 2016</b> |
|------------------------------|---|---|
| 1.2.3.1.0.13.000             | MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES--Intérêts et Commissions de la Dette Publique               | 28 284 610 000                              |
| 1.2.3.2.0.13.000             | MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES--Amortissements de la Dette Publique à moyen et long termes | 40 907 378 000                              |
|                              | <b>TOTAL DES DEPENSES RELATIVES AU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE:</b>                                | <b>69 191 988 000</b>                       |

**TABLEAU (E)**  
**(Article 61)**  
**REPARTITION, PAR MINISTERE OU INSTITUTION, DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SERVICES DE**  
**L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2016**  
**(En dirhams)**

| Code             | Désignation  | Crédits pour l'année<br>budgétaire 2016 |
|------------------|--|---|
|                  | <b>CHEF DU GOUVERNEMENT</b>  |   |
| 4.2.1.0.0.04.001 | ROYAL GOLF DAR ES SALAM<br><b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU CHEF DU<br/>GOUVERNEMENT</b>  | 18 000 000<br><b>18 000 000</b>         |
|                  | <b>MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES</b>   |   |
| 4.2.1.0.0.06.002 | CENTRE DE PUBLICATION ET DE DOCUMENTATION JUDICIAIRE DE LA COUR DE<br>CASSATION<br><b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE<br/>LA JUSTICE ET DES LIBERTES</b> | 900 000<br><b>900 000</b>               |
|                  | <b>MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION</b>  |   |
| 4.2.1.0.0.07.002 | DIRECTION DES AFFAIRES CONSULAIRES ET SOCIALES<br><b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE<br/>DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION</b>                   | 20 000 000<br><b>20 000 000</b>         |
|                  | <b>MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>  |   |
| 4.2.1.0.0.08.001 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE TANGER-TETOUAN-AL<br>HOCEIMA  | 5 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.08.002 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE L'ORIENTAL  | 5 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.08.003 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE FES - MEKNES  | 7 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.08.004 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE RABAT-SALE-KENITRA  | 7 500 000                               |
| 4.2.1.0.0.08.005 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE BENI MELLAL-KHENIFRA  | 4 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.08.006 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE CASABLANCA-SETTAT   | 8 500 000                               |
| 4.2.1.0.0.08.007 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE MARRAKECH-SAFI  | 6 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.08.008 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE DRÂA-TAFILALET  | 4 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.08.009 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE SOUSS-MASSA   | 4 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.08.010 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE GUELMIM-OUED NOUN   | 3 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.08.011 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE LAËYOUNE-SAKIA EL HAMRA   | 4 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.08.012 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE DAKHLA-OUED ED-DAHAB  | 2 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.08.018 | DIRECTION DE LA FORMATION DES CADRES ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES<br><b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE<br/>L'INTERIEUR</b>                              | 185 000 000<br><b>245 000 000</b>       |
|                  | <b>MINISTERE DE LA COMMUNICATION</b>   |   |
| 4.2.1.0.0.09.002 | INSTITUT SUPERIEUR DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION   | 5 300 000                               |
| 4.2.1.0.0.09.003 | INSTITUT SUPERIEUR DES METIERS DE L'AUDIO-VISUEL ET DU CINEMA<br><b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE<br/>LA COMMUNICATION</b>                             | 7 200 000<br><b>12 500 000</b>          |
|                  | <b>MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION<br/>PROFESSIONNELLE</b>   |   |
| 4.2.1.0.0.11.002 | DIVISION DE LA COOPERATION   | -                                       |
| 4.2.1.0.0.11.003 | DIVISION DES STRATEGIES DE FORMATION<br><b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE<br/>L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>              | 5 000 000<br><b>5 000 000</b>           |
|                  | <b>MINISTERE DE LA SANTE</b>   |   |
| 4.2.1.0.0.12.001 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUARZAZATE   | 12 500 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.002 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL INEZGANE-AIT MELLOUL  | 10 100 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.003 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAROUDANT  | 11 300 000                              |

| Code             | Désignation   | Crédits pour l'année<br>budgétaire 2016 |
|------------------|---|---|
| 4.2.1.0.0.12.004 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TIZNIT  | 10 100 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.005 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL KELAA DES SRAGHNA                            | 13 775 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.006 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSAOUIRA                                       | 11 650 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.007 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL JADIDA                                       | 21 000 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.008 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SAFI  | 16 675 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.009 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHOURIBGA                                       | 22 500 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.010 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SETTAT  | 21 600 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.012 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BOULEMANE                                       | 7 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.013 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SEFROU  | 6 500 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.014 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KENITRA   | 25 500 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.015 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI KACEM                                      | 10 450 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.016 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHEFCHAOUEN                                     | 9 500 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.017 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL LARACHE   | 14 700 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.018 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE TANGER   | 32 200 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.019 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TETOUAN   | 23 000 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.020 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'ERRACHIDIA                                      | 21 000 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.021 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL IFRANE  | 6 800 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.022 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHENIFRA  | 12 000 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.023 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HOCEIMA                                      | 17 700 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.024 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAZA  | 14 500 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.025 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FIGUIG  | 5 100 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.026 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NADOR   | 23 000 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.027 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERKANE   | 9 200 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.028 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUED-ED-DAHAB                                   | 5 500 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.029 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LAAYOUNE                                       | 14 300 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.030 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAN-TAN   | 5 100 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.031 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE BENI MELLAL                                    | 29 500 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.032 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'AGADIR  | 23 800 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.033 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE MARRAKECH                                      | 18 250 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.035 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS AIN SEBAA HAY<br>MOHAMMADI | 15 600 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.036 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS EL FIDA MERS SOLTANE       | 14 400 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.037 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS MOULAY RACHID              | 14 650 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.038 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE CASABLANCA                                     | 13 000 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.039 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MOHAMMEDIA                                     | 10 600 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.040 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL SALE   | 15 200 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.041 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL SKHIRAT TEMARA                                 | 8 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.042 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHEMISSET                                       | 16 250 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.045 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MEKNES   | 30 000 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.046 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUJDA   | 29 075 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.047 | CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-RABAT                                 | 44 000 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.048 | CENTRE REGIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-CASABLANCA                            | 23 000 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.049 | INSTITUT NATIONAL D'HYGIENE   | 6 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.050 | CENTRE NATIONAL DE RADIOPROTECTION  | 2 500 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.051 | DIRECTION DU MEDICAMENT ET DE LA PHARMACIE                                    | 4 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.052 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHICHAOUA                                       | 4 750 000                               |

| Code             | Désignation   | Crédits pour l'année budgétaire 2016 |
|------------------|---|--------------------------------------|
| 4.2.1.0.0.12.053 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENT HAY HASSANI   | 8 800 000                            |
| 4.2.1.0.0.12.054 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOUNATE  | 7 600 000                            |
| 4.2.1.0.0.12.055 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE RABAT  | 9 250 000                            |
| 4.2.1.0.0.12.056 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOURIRT  | 4 700 000                            |
| 4.2.1.0.0.12.057 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHTOUKA AIT BAHA  | 5 450 000                            |
| 4.2.1.0.0.12.058 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENT AIN CHOCK   | 10 800 000                           |
| 4.2.1.0.0.12.059 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BENSLIMANE  | 4 600 000                            |
| 4.2.1.0.0.12.060 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TATA  | 4 500 000                            |
| 4.2.1.0.0.12.061 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HAOUZ  | 4 650 000                            |
| 4.2.1.0.0.12.062 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ZAGORA  | 4 200 000                            |
| 4.2.1.0.0.12.063 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BOUJDOUR  | 3 500 000                            |
| 4.2.1.0.0.12.064 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ASSA ZAQ  | 4 450 000                            |
| 4.2.1.0.0.12.065 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE GUELMIM  | 7 800 000                            |
| 4.2.1.0.0.12.066 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSMARA   | 5 150 000                            |
| 4.2.1.0.0.12.067 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS SIDI BERNOUSSI                                       | 11 250 000                           |
| 4.2.1.0.0.12.068 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NOUACEUR  | 3 670 000                            |
| 4.2.1.0.0.12.069 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AZILAL  | 7 400 000                            |
| 4.2.1.0.0.12.070 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL HAJEB  | 4 000 000                            |
| 4.2.1.0.0.12.071 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL M'DIQ FNIDEQ   | 6 800 000                            |
| 4.2.1.0.0.12.072 | ECOLE NATIONALE DE SANTE PUBLIQUE   | 4 000 000                            |
| 4.2.1.0.0.12.073 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL JRADA   | 3 900 000                            |
| 4.2.1.0.0.12.074 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS DE BEN M'SICK  | 7 650 000                            |
| 4.2.1.0.0.12.075 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE FES  | 34 000 000                           |
| 4.2.1.0.0.12.076 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TINGHIR   | 4 000 000                            |
| 4.2.1.0.0.12.077 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI IFNI   | 3 800 000                            |
| 4.2.1.0.0.12.078 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI SLIMANE  | 4 900 000                            |
| 4.2.1.0.0.12.079 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUEZZANE  | 4 600 000                            |
| 4.2.1.0.0.12.080 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERRECHID   | 8 500 000                            |
| 4.2.1.0.0.12.081 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL RHAMNA  | 4 500 000                            |
| 4.2.1.0.0.12.082 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI BENNOUR  | 5 500 000                            |
| 4.2.1.0.0.12.083 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL YOUSOUFIA   | 4 500 000                            |
| 4.2.1.0.0.12.084 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FKIH BEN SALAH  | 9 000 000                            |
| 4.2.1.0.0.12.085 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL MIDELT  | 5 000 000                            |
| 4.2.1.0.0.12.086 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL GUERCIF   | 3 800 000                            |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA SANTE</b>                   | <b>963 045 000</b>                   |
|                  | <b>MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>  |                                      |
| 4.2.1.0.0.13.003 | SEGMA CHARGE DE LA PRIVATISATION  | -                                    |
| 4.2.1.0.0.13.005 | TRESORERIE GENERALE DU ROYAUME  | 43 000 000                           |
| 4.2.1.0.0.13.006 | DIVISION ADMINISTRATIVE   | -                                    |
| 4.2.1.0.0.13.007 | ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS  | 42 000 000                           |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b> | <b>85 000 000</b>                    |
|                  | <b>MINISTERE DU TOURISME</b>  |                                      |
| 4.2.1.0.0.14.001 | INSTITUT SUPERIEUR INTERNATIONAL DU TOURISME DE TANGER  | 14 480 000                           |
| 4.2.1.0.0.14.002 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE MOHAMMEDIA                     | 2 620 000                            |

| Code             | Désignation   | Crédits pour l'année budgétaire 2016 |
|------------------|---|--------------------------------------|
| 4.2.1.0.0.14.003 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - AGADIR  | 2 916 000                            |
| 4.2.1.0.0.14.004 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - EL JADIDA  | 2 200 000                            |
| 4.2.1.0.0.14.005 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - ERFOUD   | 2 052 000                            |
| 4.2.1.0.0.14.006 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - FES  | 2 120 000                            |
| 4.2.1.0.0.14.007 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - MARRAKECH   | 3 100 000                            |
| 4.2.1.0.0.14.008 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - OUARZAZATE  | 2 076 000                            |
| 4.2.1.0.0.14.009 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - SAIDIA   | 2 051 000                            |
| 4.2.1.0.0.14.010 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - SALE   | 2 070 000                            |
| 4.2.1.0.0.14.011 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - TANGER   | 2 035 000                            |
| 4.2.1.0.0.14.012 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE-ASSILAH  | 2 050 000                            |
| 4.2.1.0.0.14.013 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - BENSLIMANE   | 2 050 000                            |
| 4.2.1.0.0.14.014 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - CASABLANCA   | 1 529 000                            |
| 4.2.1.0.0.14.015 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE TOUARGA - RABAT   | 1 400 000                            |
| 4.2.1.0.0.14.016 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE GASTRONOMIE MAROCAINE A FES HAY ANAS                                    | 2 046 000                            |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DU TOURISME</b>                                       | <b>46 795 000</b>                    |
|                  | <b>SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT</b>  |                                      |
| 4.2.1.0.0.16.001 | DIRECTION DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE  | 13 000 000                           |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT</b>                         | <b>13 000 000</b>                    |
|                  | <b>MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE</b>  |                                      |
| 4.2.1.0.0.17.002 | CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES ROUTIERES   | 5 000 000                            |
| 4.2.1.0.0.17.003 | SERVICE DU RESEAU DES SERVICES DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL   | 5 000 000                            |
| 4.2.1.0.0.17.004 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE FES   | 9 000 000                            |
| 4.2.1.0.0.17.005 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE RABAT   | 8 000 000                            |
| 4.2.1.0.0.17.006 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MARRAKECH   | 5 000 000                            |
| 4.2.1.0.0.17.007 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MEKNES  | 7 000 000                            |
| 4.2.1.0.0.17.008 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'OUJDA  | 4 000 000                            |
| 4.2.1.0.0.17.009 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE CASABLANCA  | 6 000 000                            |
| 4.2.1.0.0.17.010 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'AGADIR   | 12 000 000                           |
| 4.2.1.0.0.17.011 | INSTITUT DE FORMATION AUX ENGIN ET A L'ENTRETIEN ROUTIER  | 5 000 000                            |
| 4.2.1.0.0.17.012 | INSTITUT SUPERIEUR D'ETUDES MARITIMES   | 7 000 000                            |
| 4.2.1.0.0.17.013 | DIRECTION DES TRANSPORTS ROUTIERS ET DE LA SECURITE ROUTIERE  | 80 000 000                           |
| 4.2.1.0.0.17.014 | SERVICE DE LA FORMATION CONTINUE  | 1 000 000                            |
| 4.2.1.0.0.17.015 | DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE   | 10 000 000                           |
| 4.2.1.0.0.17.016 | DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS   | 3 000 000                            |
| 4.2.1.0.0.17.017 | CENTRE NATIONAL D'ESSAIS ET D'HOMOLOGATION  | 5 000 000                            |
| 4.2.1.0.0.17.018 | DIRECTION DE LA MARINE MARCHANDE  | 2 500 000                            |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE</b> | <b>174 500 000</b>                   |
|                  | <b>MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME</b>   |                                      |
| 4.2.1.0.0.20.001 | INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN MECANIQUE AGRICOLE ET EQUIPEMENT RURAL DE BOUKNADEL - SALE                          | 2 300 000                            |

| Code             | Désignation  | Crédits pour l'année budgétaire 2016 |
|------------------|--|--------------------------------------|
| 4.2.1.0.0.20.002 | INSTITUT ROYAL DES TECHNICIENS SPECIALISES EN ELEVAGE DE FOUARAT- KENITRA  | 2 700 000                            |
| 4.2.1.0.0.20.003 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE LA CHAOUIA  | 1 550 000                            |
| 4.2.1.0.0.20.004 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE TIFLET  | 1 700 000                            |
| 4.2.1.0.0.20.005 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE SAHEL BOUTAHAR  | 1 500 000                            |
| 4.2.1.0.0.20.006 | ECOLE D'AGRICULTURE DE TEMARA  | 2 100 000                            |
| 4.2.1.0.0.20.007 | DIVISION DE LA PROTECTION DES RESSOURCES HALIEUTIQUES  | 19 400 000                           |
| 4.2.1.0.0.20.008 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - AL HOCEIMA   | 2 800 000                            |
| 4.2.1.0.0.20.009 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - SAFI   | 3 300 000                            |
| 4.2.1.0.0.20.010 | INSTITUT SUPERIEUR DES PECHEES MARITIMES   | 4 500 000                            |
| 4.2.1.0.0.20.011 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - TAN TAN  | 2 800 000                            |
| 4.2.1.0.0.20.012 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LARACHE  | 3 300 000                            |
| 4.2.1.0.0.20.013 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LAAYOUNE -   | 3 300 000                            |
| 4.2.1.0.0.20.014 | ECOLE NATIONALE FORESTIERE D'INGENIEURS  | 4 200 000                            |
| 4.2.1.0.0.20.015 | SERVICE DES LYCEES AGRICOLES   | 7 400 000                            |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME</b>           | <b>62 850 000</b>                    |
|                  | <b>MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS</b>  |                                      |
| 4.2.1.0.0.21.001 | COMPLEXE SPORTIF MOHAMMED V DE CASABLANCA ET BASE NAUTIQUE DE MOHAMMADIA   | 13 000 000                           |
| 4.2.1.0.0.21.002 | COMPLEXE SPORTIF PRINCE MOULAY ABDELLAH - RABAT  | 5 300 000                            |
| 4.2.1.0.0.21.003 | INSTITUT ROYAL DE FORMATION DES CADRES DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS  | 12 000 000                           |
| 4.2.1.0.0.21.005 | COMPLEXE SPORTIF DE FES  | 2 000 000                            |
| 4.2.1.0.0.21.006 | SERVICE DU CONTROLE DES ETABLISSEMENTS ET DES SALLES SPORTIVES   | 6 000 000                            |
| 4.2.1.0.0.21.007 | COMPLEXE MOULAY RACHID DE LA JEUNESSE ET DE L'ENFANCE DE BOUZNIKA  | 5 000 000                            |
| 4.2.1.0.0.21.008 | SERVICE DU TOURISME CULTUREL DES JEUNES  | 500 000                              |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS</b>                       | <b>43 800 000</b>                    |
|                  | <b>MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES</b>   |                                      |
| 4.2.1.0.0.23.001 | DIVISION DU PELERINAGE ET DES AFFAIRES SOCIALES  | 20 000 000                           |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES</b>              | <b>20 000 000</b>                    |
|                  | <b>MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE</b>  |                                      |
| 4.2.1.0.0.26.001 | DIVISION DE LA CARTE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE   | -                                    |
| 4.2.1.0.0.26.002 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE FES   | 450 000                              |
| 4.2.1.0.0.26.003 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE MARRAKECH   | 400 000                              |
| 4.2.1.0.0.26.004 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE MEKNES  | 400 000                              |
| 4.2.1.0.0.26.005 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS RABAT  | 450 000                              |
| 4.2.1.0.0.26.006 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS OUARZAZATE   | 400 000                              |
| 4.2.1.0.0.26.007 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS INEZGANE   | 400 000                              |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE</b> | <b>2 500 000</b>                     |
|                  | <b>MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT</b>   |                                      |
| 4.2.1.0.0.27.001 | ECOLE PRATIQUE DES MINES DE TOUISSIT-OUJDA   | 3 306 000                            |
| 4.2.1.0.0.27.002 | ECOLE DES MINES DE MARRAKECH   | 3 580 000                            |
| 4.2.1.0.0.27.003 | DIRECTION DE LA METEOROLOGIE NATIONALE   | 45 000 000                           |
| 4.2.1.0.0.27.004 | LABORATOIRE NATIONAL DES ETUDES ET DE SURVEILLANCE DE LA POLLUTION   | 600 000                              |

| Code             | Désignation  | Crédits pour l'année budgétaire 2016 |
|------------------|--|--------------------------------------|
| 4.2.1.0.0.27.005 | SERVICE DE GESTION DES CHANTIERS<br><b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT</b>  | 500 000<br><b>52 986 000</b>         |
|                  | <b>MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE</b>   |                                      |
| 4.2.1.0.0.28.001 | SERVICE AUTONOME DES ALCOOLS-RABAT   | 45 000 000                           |
| 4.2.1.0.0.28.002 | SEGMA CHARGE DE L'ACCREDITATION ET DE LA METROLOGIE<br><b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE</b>                   | 4 000 000<br><b>49 000 000</b>       |
|                  | <b>MINISTERE DE LA CULTURE</b>   |                                      |
| 4.2.1.0.0.29.001 | IMPRIMERIE DAR AL MANAHIL  | 2 300 000                            |
| 4.2.1.0.0.29.002 | INSTITUT NATIONAL D'ARCHEOLOGIE ET DU PATRIMOINE DE RABAT  | 300 000                              |
| 4.2.1.0.0.29.003 | INSTITUT NATIONAL DES BEAUX-ARTS DE TETOUAN  | 200 000                              |
| 4.2.1.0.0.29.004 | THEATRE MOHAMMED VI D'OUJDA<br><b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA CULTURE</b>   | 1 500 000<br><b>4 300 000</b>        |
|                  | <b>MINISTERE DE L'EMPLOI ET DES AFFAIRES SOCIALES</b>  |                                      |
| 4.2.1.0.0.31.004 | DIVISION DE LA FORMATION<br><b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EMPLOI ET DES AFFAIRES SOCIALES</b>   | 200 000<br><b>200 000</b>            |
|                  | <b>MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION</b>  |                                      |
| 4.2.1.0.0.33.001 | ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION<br><b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION</b> | -<br>-                               |
|                  | <b>ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE</b>  |                                      |
| 4.2.1.0.0.34.001 | CENTRE ROYAL DE TELEDETECTION SPACIALE   | 20 000 000                           |
| 4.2.1.0.0.34.002 | HOPITAL MILITAIRE D'INSTRUCTION MOHAMMED V A RABAT   | 151 378 000                          |
| 4.2.1.0.0.34.003 | HOPITAL MILITAIRE AVICENNE A MARRAKECH   | 46 922 000                           |
| 4.2.1.0.0.34.004 | HOPITAL MILITAIRE MOULAY ISMAIL A MEKNES   | 44 986 000                           |
| 4.2.1.0.0.34.005 | HOPITAL MILITAIRE A LAAYOUNE   | 8 962 000                            |
| 4.2.1.0.0.34.006 | HOPITAL MILITAIRE A DAKHLA   | 6 967 000                            |
| 4.2.1.0.0.34.007 | HOPITAL MILITAIRE A GUELMIM  | 16 428 000                           |
| 4.2.1.0.0.34.008 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A AGADIR   | 28 903 000                           |
| 4.2.1.0.0.34.009 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ES-SMARA   | 3 000 000                            |
| 4.2.1.0.0.34.010 | UNITE DE FABRICATION DE MASQUES DE LA GENDARMERIE ROYALE   | 2 474 000                            |
| 4.2.1.0.0.34.011 | ETABLISSEMENT CENTRAL DE GESTION ET DE STOCKAGE DES MATERIELS<br><b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE</b>  | -<br><b>330 020 000</b>              |
|                  | <b>HAUT COMMISSARIAT AU PLAN</b>   |                                      |
| 4.2.1.0.0.42.001 | INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE ET D'ECONOMIE APPLIQUEE   | 18 360 000                           |
| 4.2.1.0.0.42.002 | CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION   | 3 400 000                            |
| 4.2.1.0.0.42.003 | ECOLE DES SCIENCES DE L'INFORMATION<br><b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU HAUT COMMISSARIAT AU PLAN</b>   | 5 301 000<br><b>27 061 000</b>       |

| Code             | Désignation  | Crédits pour l'année<br>budgétaire 2016 |
|------------------|--|---|
|                  | <b>HAUT COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORETS ET A LA LUTTE CONTRE LA<br/>DESERTIFICATION</b>  |   |
| 4.2.1.0.0.45.002 | SERVICE DE LA VALORISATION DES PRODUITS FORESTIERS   | 14 000 000                              |
| 4.2.1.0.0.45.003 | PARC NATIONAL DE SOUSS-MASSA   | -                                       |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU HAUT<br/>COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORETS ET A LA LUTTE CONTRE LA<br/>DESERTIFICATION</b> | <b>14 000 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE<br/>NATIONAL</b>   |   |
| 4.2.1.0.0.46.001 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE   | 25 000 000                              |
| 4.2.1.0.0.46.002 | INSTITUT NATIONAL D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME   | 4 000 000                               |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE<br/>L'URBANISME ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL</b>              | <b>29 000 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE LA SOLIDARITE,DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DU<br/>DEVELOPPEMENT SOCIAL</b>  |   |
| 4.2.1.0.0.48.001 | SERVICE DE L'ORIENTATION ET DE L'APPUI   | -                                       |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE<br/>LA SOLIDARITE,DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL</b> | <b>-</b>                                |
|                  | <b>DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA<br/>REINSERTION</b>  |   |
| 4.2.1.0.0.51.001 | SERVICE DES UNITES DE FORMATION ARTISTIQUE ET ARTISANALE   | 5 500 000                               |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU DELEGATION<br/>GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION</b>         | <b>5 500 000</b>                        |
|                  | <b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SERVICES DE L'ETAT GERES<br/>DE MANIERE AUTONOME</b>  | <b>2 224 957 000</b>                    |

**TABLEAU (F)**  
**(Article 62)**  
**REPARTITION, PAR MINISTERE OU INSTITUTION, DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT**  
**DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2016**  
**(En dirhams)**

| Code             | Désignation  | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2016 | Crédits d'engagement pour 2017 et suivants | TOTAL     |
|------------------|--|--|--|-----------|
|                  | <b>CHEF DU GOUVERNEMENT</b>  |  |  |           |
| 4.2.2.0.0.04.001 | ROYAL GOLF DAR ES SALAM  | -  | -  | -         |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU CHEF DU GOUVERNEMENT</b>                                   | -  | -  | -         |
|                  | <b>MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES</b>   |  |  |           |
| 4.2.2.0.0.06.002 | CENTRE DE PUBLICATION ET DE DOCUMENTATION JUDICIAIRE DE LA COUR DE CASSATION   | -  | -  | -         |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES</b>                | -  | -  | -         |
|                  | <b>MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION</b>  |  |  |           |
| 4.2.2.0.0.07.002 | DIRECTION DES AFFAIRES CONSULAIRES ET SOCIALES   | -  | -  | -         |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION</b> | -  | -  | -         |
|                  | <b>MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>  |  |  |           |
| 4.2.2.0.0.08.001 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE TANGER-TETOUAN-AL HOCEIMA   | -  | -  | -         |
| 4.2.2.0.0.08.002 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE L'ORIENTAL  | -  | -  | -         |
| 4.2.2.0.0.08.003 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE FES - MEKNES  | -  | -  | -         |
| 4.2.2.0.0.08.004 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE RABAT-SALE-KENITRA  | -  | -  | -         |
| 4.2.2.0.0.08.005 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE BENI MELLAL-KHENIFRA  | -  | -  | -         |
| 4.2.2.0.0.08.006 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE CASABLANCA-SETTAT   | -  | -  | -         |
| 4.2.2.0.0.08.007 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE MARRAKECH-SAFI  | -  | -  | -         |
| 4.2.2.0.0.08.008 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE DRÂA-TAFILALET  | -  | -  | -         |
| 4.2.2.0.0.08.009 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE SOUSS-MASSA   | -  | -  | -         |
| 4.2.2.0.0.08.010 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE GUELMIM-OUED NOUN   | -  | -  | -         |
| 4.2.2.0.0.08.011 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE LAÏYOUNE-SAKIA EL HAMRA   | -  | -  | -         |
| 4.2.2.0.0.08.012 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE DAKHLA-OUED ED-DAHAB  | -  | -  | -         |
| 4.2.2.0.0.08.018 | DIRECTION DE LA FORMATION DES CADRES ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES  | -  | -  | -         |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>                               | -  | -  | -         |
|                  | <b>MINISTERE DE LA COMMUNICATION</b>   |  |  |           |
| 4.2.2.0.0.09.002 | INSTITUT SUPERIEUR DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION   | 2 610 000  | -  | 2 610 000 |

| Code             | Désignation   | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2016 | Crédits d'engagement pour 2017 et suivants | TOTAL            |
|------------------|---|--|--|------------------|
| 4.2.2.0.0.09.003 | INSTITUT SUPERIEUR DES METIERS DE L'AUDIO-VISUEL ET DU CINEMA   | 6 500 000  | -  | 6 500 000        |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA COMMUNICATION</b>   | <b>9 110 000</b>                                 | <b>-</b>                                   | <b>9 110 000</b> |
|                  | <b>MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>  |  |  |                  |
| 4.2.2.0.0.11.002 | DIVISION DE LA COOPERATION  | -  | -  | -                |
| 4.2.2.0.0.11.003 | DIVISION DES STRATEGIES DE FORMATION  | -  | -  | -                |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b> | <b>-</b>   | <b>-</b>                                   | <b>-</b>         |
|                  | <b>MINISTERE DE LA SANTE</b>  |  |  |                  |
| 4.2.2.0.0.12.001 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUARZAZATE  | 700 000  | -  | 700 000          |
| 4.2.2.0.0.12.002 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL INEZGANE-AIT MELLOUL   | 800 000  | -  | 800 000          |
| 4.2.2.0.0.12.003 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAROUDANT   | 600 000  | -  | 600 000          |
| 4.2.2.0.0.12.004 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TIZNIT  | 600 000  | -  | 600 000          |
| 4.2.2.0.0.12.005 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL KELAA DES SRAGHNA  | 800 000  | -  | 800 000          |
| 4.2.2.0.0.12.006 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSAOUIRA   | 800 000  | -  | 800 000          |
| 4.2.2.0.0.12.007 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL JADIDA   | 950 000  | -  | 950 000          |
| 4.2.2.0.0.12.008 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SAFI  | 600 000  | -  | 600 000          |
| 4.2.2.0.0.12.009 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHOURIBGA   | 1 000 000  | -  | 1 000 000        |
| 4.2.2.0.0.12.010 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SETTAT  | 550 000  | -  | 550 000          |
| 4.2.2.0.0.12.012 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BOULEMANE   | 400 000  | -  | 400 000          |
| 4.2.2.0.0.12.013 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SEFROU  | 400 000  | -  | 400 000          |
| 4.2.2.0.0.12.014 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KENITRA   | 1 300 000  | -  | 1 300 000        |
| 4.2.2.0.0.12.015 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI KACEM  | 600 000  | -  | 600 000          |
| 4.2.2.0.0.12.016 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHEFCHAOUEN   | 550 000  | -  | 550 000          |
| 4.2.2.0.0.12.017 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL LARACHE   | 700 000  | -  | 700 000          |
| 4.2.2.0.0.12.018 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE TANGER   | 800 000  | -  | 800 000          |
| 4.2.2.0.0.12.019 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TETOUAN   | 1 500 000  | -  | 1 500 000        |
| 4.2.2.0.0.12.020 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'ERRACHIDIA  | 900 000  | -  | 900 000          |
| 4.2.2.0.0.12.021 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL IFRANE  | 450 000  | -  | 450 000          |
| 4.2.2.0.0.12.022 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHENIFRA  | 550 000  | -  | 550 000          |
| 4.2.2.0.0.12.023 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HOCEIMA  | 900 000  | -  | 900 000          |
| 4.2.2.0.0.12.024 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAZA  | 800 000  | -  | 800 000          |
| 4.2.2.0.0.12.025 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FIGUIG  | 200 000  | -  | 200 000          |
| 4.2.2.0.0.12.026 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NADOR   | 600 000  | -  | 600 000          |
| 4.2.2.0.0.12.027 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERKANE   | 200 000  | -  | 200 000          |
| 4.2.2.0.0.12.028 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUED-ED-DAHAB   | 400 000  | -  | 400 000          |
| 4.2.2.0.0.12.029 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LAAYOUNE   | 900 000  | -  | 900 000          |
| 4.2.2.0.0.12.030 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAN-TAN   | 300 000  | -  | 300 000          |
| 4.2.2.0.0.12.031 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE BENI MELLAL  | 650 000  | -  | 650 000          |
| 4.2.2.0.0.12.032 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'AGADIR  | 600 000  | -  | 600 000          |
| 4.2.2.0.0.12.033 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE MARRAKECH  | 800 000  | -  | 800 000          |
| 4.2.2.0.0.12.035 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS AIN SEBAA HAY MOHAMMADI  | 600 000  | -  | 600 000          |
| 4.2.2.0.0.12.036 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS EL FIDA MERS SOLTANE   | 600 000  | -  | 600 000          |
| 4.2.2.0.0.12.037 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS MOULAY RACHID  | 600 000  | -  | 600 000          |
| 4.2.2.0.0.12.038 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE CASABLANCA   | 500 000  | -  | 500 000          |

| Code             | Désignation   | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2016 | Crédits d'engagement pour 2017 et suivants | TOTAL      |
|------------------|---|--|--|------------|
| 4.2.2.0.0.12.039 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MOHAMMEDIA                         | 400 000  | -  | 400 000    |
| 4.2.2.0.0.12.040 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL SALE                               | 450 000  | -  | 450 000    |
| 4.2.2.0.0.12.041 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL SKHIRAT TEMARA                     | 300 000  | -  | 300 000    |
| 4.2.2.0.0.12.042 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHEMISSSET                          | 650 000  | -  | 650 000    |
| 4.2.2.0.0.12.045 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MEKNES                             | 1 800 000  | -  | 1 800 000  |
| 4.2.2.0.0.12.046 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUJDA                               | 800 000  | -  | 800 000    |
| 4.2.2.0.0.12.047 | CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-RABAT                     | 10 000 000                                       | -  | 10 000 000 |
| 4.2.2.0.0.12.048 | CENTRE REGIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-CASABLANCA                | -  | -  | -          |
| 4.2.2.0.0.12.049 | INSTITUT NATIONAL D'HYGIENE                                       | 16 000 000                                       | -  | 16 000 000 |
| 4.2.2.0.0.12.050 | CENTRE NATIONAL DE RADIOPROTECTION                                | 3 500 000  | -  | 3 500 000  |
| 4.2.2.0.0.12.051 | DIRECTION DU MEDICAMENT ET DE LA PHARMACIE                        | 9 500 000  | -  | 9 500 000  |
| 4.2.2.0.0.12.052 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHICHAOUA                           | 300 000  | -  | 300 000    |
| 4.2.2.0.0.12.053 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENT HAY HASSANI       | 300 000  | -  | 300 000    |
| 4.2.2.0.0.12.054 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOUNATE                            | 400 000  | -  | 400 000    |
| 4.2.2.0.0.12.055 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE RABAT                              | 300 000  | -  | 300 000    |
| 4.2.2.0.0.12.056 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOURIRT                            | 250 000  | -  | 250 000    |
| 4.2.2.0.0.12.057 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHTOUKA AIT BAHA                    | 250 000  | -  | 250 000    |
| 4.2.2.0.0.12.058 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENT AIN CHOCK         | 300 000  | -  | 300 000    |
| 4.2.2.0.0.12.059 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BENSLIMANE                          | 200 000  | -  | 200 000    |
| 4.2.2.0.0.12.060 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TATA                                | 250 000  | -  | 250 000    |
| 4.2.2.0.0.12.061 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HAOUZ                            | 250 000  | -  | 250 000    |
| 4.2.2.0.0.12.062 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ZAGORA                              | 300 000  | -  | 300 000    |
| 4.2.2.0.0.12.063 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BOUJDOUR                            | 300 000  | -  | 300 000    |
| 4.2.2.0.0.12.064 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ASSA ZAQ                            | 250 000  | -  | 250 000    |
| 4.2.2.0.0.12.065 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE GUELMIM                            | 400 000  | -  | 400 000    |
| 4.2.2.0.0.12.066 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSMARA                             | 300 000  | -  | 300 000    |
| 4.2.2.0.0.12.067 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS SIDI BERNOUSSI | 400 000  | -  | 400 000    |
| 4.2.2.0.0.12.068 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NOUACEUR                            | 200 000  | -  | 200 000    |
| 4.2.2.0.0.12.069 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AZILAL                              | 350 000  | -  | 350 000    |
| 4.2.2.0.0.12.070 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL HAJEB                            | 350 000  | -  | 350 000    |
| 4.2.2.0.0.12.071 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL M'DIQ FNIDEQ                       | 300 000  | -  | 300 000    |
| 4.2.2.0.0.12.072 | ECOLE NATIONALE DE SANTE PUBLIQUE                                 | 5 000 000  | -  | 5 000 000  |
| 4.2.2.0.0.12.073 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL JRADA                               | 250 000  | -  | 250 000    |
| 4.2.2.0.0.12.074 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS DE BEN M'SICK  | 200 000  | -  | 200 000    |
| 4.2.2.0.0.12.075 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE FES                                | 1 500 000  | -  | 1 500 000  |
| 4.2.2.0.0.12.076 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TINGHIR                             | 250 000  | -  | 250 000    |
| 4.2.2.0.0.12.077 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI IFNI                           | 250 000  | -  | 250 000    |
| 4.2.2.0.0.12.078 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI SLIMANE                        | 250 000  | -  | 250 000    |
| 4.2.2.0.0.12.079 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUEZZANE                            | 450 000  | -  | 450 000    |
| 4.2.2.0.0.12.080 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERRECHID                           | 850 000  | -  | 850 000    |
| 4.2.2.0.0.12.081 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL RHAMNA                              | 250 000  | -  | 250 000    |
| 4.2.2.0.0.12.082 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI BENNOUR                        | 150 000  | -  | 150 000    |
| 4.2.2.0.0.12.083 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL YOUSOUFIA                           | 250 000  | -  | 250 000    |
| 4.2.2.0.0.12.084 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FKIH BEN SALAH                      | 250 000  | -  | 250 000    |
| 4.2.2.0.0.12.085 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL MIDELT                              | 300 000  | -  | 300 000    |

| Code             | Désignation   | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2016 | Crédits d'engagement pour 2017 et suivants | TOTAL             |
|------------------|---|--|--|-------------------|
| 4.2.2.0.0.12.086 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL GUERCIF   | 250 000  | -  | 250 000           |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA SANTE</b>                   | <b>84 000 000</b>                                | <b>-</b>                                   | <b>84 000 000</b> |
|                  | <b>MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>  |  |  |                   |
| 4.2.2.0.0.13.003 | SEGMA CHARGE DE LA PRIVATISATION  | -  | -  | -                 |
| 4.2.2.0.0.13.005 | TRESORERIE GENERALE DU ROYAUME  | -  | -  | -                 |
| 4.2.2.0.0.13.006 | DIVISION ADMINISTRATIVE   | -  | -  | -                 |
| 4.2.2.0.0.13.007 | ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS  | -  | -  | -                 |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b> | <b>-</b>   | <b>-</b>                                   | <b>-</b>          |
|                  | <b>MINISTERE DU TOURISME</b>  |  |  |                   |
| 4.2.2.0.0.14.001 | INSTITUT SUPERIEUR INTERNATIONAL DU TOURISME DE TANGER  | 1 100 000  | -  | 1 100 000         |
| 4.2.2.0.0.14.002 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE MOHAMMEDIA                       | 2 650 000  | -  | 2 650 000         |
| 4.2.2.0.0.14.003 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - AGADIR                                      | 2 000 000  | -  | 2 000 000         |
| 4.2.2.0.0.14.004 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - EL JADIDA  | 1 000 000  | -  | 1 000 000         |
| 4.2.2.0.0.14.005 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - ERFOUD   | 500 000  | -  | 500 000           |
| 4.2.2.0.0.14.006 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - FES  | 1 000 000  | -  | 1 000 000         |
| 4.2.2.0.0.14.007 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - MARRAKECH                         | 1 400 000  | -  | 1 400 000         |
| 4.2.2.0.0.14.008 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - OUARAZATE                         | 800 000  | -  | 800 000           |
| 4.2.2.0.0.14.009 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - SAIDIA   | 800 000  | -  | 800 000           |
| 4.2.2.0.0.14.010 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - SALE   | 500 000  | -  | 500 000           |
| 4.2.2.0.0.14.011 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - TANGER   | 1 000 000  | -  | 1 000 000         |
| 4.2.2.0.0.14.012 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE-ASSILAH                                  | 500 000  | -  | 500 000           |
| 4.2.2.0.0.14.013 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - BENSLIMANE                             | 500 000  | -  | 500 000           |
| 4.2.2.0.0.14.014 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - CASABLANCA                             | 500 000  | -  | 500 000           |
| 4.2.2.0.0.14.015 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE TOUARGA - RABAT                       | 500 000  | -  | 500 000           |
| 4.2.2.0.0.14.016 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE GASTRONOMIE MAROCAINE A FES HAY ANAS                  | 2 250 000  | -  | 2 250 000         |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DU TOURISME</b>                   | <b>17 000 000</b>                                | <b>-</b>                                   | <b>17 000 000</b> |
|                  | <b>SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT</b>  |  |  |                   |
| 4.2.2.0.0.16.001 | DIRECTION DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE  | -  | -  | -                 |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT</b>     | <b>-</b>   | <b>-</b>                                   | <b>-</b>          |
|                  | <b>MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE</b>  |  |  |                   |
| 4.2.2.0.0.17.002 | CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES ROUTIERES   | 5 000 000  | 2 000 000                                  | 7 000 000         |
| 4.2.2.0.0.17.003 | SERVICE DU RESEAU DES SERVICES DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL   | 1 000 000  | -  | 1 000 000         |
| 4.2.2.0.0.17.004 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE FES   | 1 000 000  | -  | 1 000 000         |
| 4.2.2.0.0.17.005 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE RABAT   | 1 000 000  | -  | 1 000 000         |
| 4.2.2.0.0.17.006 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MARRAKECH   | 1 000 000  | -  | 1 000 000         |
| 4.2.2.0.0.17.007 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MEKNES  | 1 000 000  | -  | 1 000 000         |

| Code             | Désignation   | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2016 | Crédits d'engagement pour 2017 et suivants | TOTAL              |
|------------------|---|--|--|--------------------|
| 4.2.2.0.0.17.008 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'OUJDA  | 1 000 000  | -  | 1 000 000          |
| 4.2.2.0.0.17.009 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE CASABLANCA  | 1 000 000  | -  | 1 000 000          |
| 4.2.2.0.0.17.010 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'AGADIR   | 3 000 000  | -  | 3 000 000          |
| 4.2.2.0.0.17.011 | INSTITUT DE FORMATION AUX ENGIN ET A L'ENTRETIEN ROUTIER  | 1 000 000  | -  | 1 000 000          |
| 4.2.2.0.0.17.012 | INSTITUT SUPERIEUR D'ETUDES MARITIMES   | 10 000 000                                       | -  | 10 000 000         |
| 4.2.2.0.0.17.013 | DIRECTION DES TRANSPORTS ROUTIERS ET DE LA SECURITE ROUTIERE  | 500 000 000                                      | 100 000 000                                | 600 000 000        |
| 4.2.2.0.0.17.014 | SERVICE DE LA FORMATION CONTINUE  | 300 000  | -  | 300 000            |
| 4.2.2.0.0.17.015 | DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE   | 25 000 000                                       | 10 000 000                                 | 35 000 000         |
| 4.2.2.0.0.17.016 | DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS   | 500 000  | -  | 500 000            |
| 4.2.2.0.0.17.017 | CENTRE NATIONAL D'ESSAIS ET D'HOMOLOGATION  | 20 000 000                                       | 8 000 000                                  | 28 000 000         |
| 4.2.2.0.0.17.018 | DIRECTION DE LA MARINE MARCHANDE  | 4 500 000  | -  | 4 500 000          |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE</b> | <b>576 300 000</b>                               | <b>120 000 000</b>                         | <b>696 300 000</b> |
|                  | <b>MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME</b>   |  |  |                    |
| 4.2.2.0.0.20.001 | INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN MECANIQUE AGRICOLE ET EQUIPEMENT RURAL DE BOUKNADEL - SALE                            | -  | -  | -                  |
| 4.2.2.0.0.20.002 | INSTITUT ROYAL DES TECHNICIENS SPECIALISES EN ELEVAGE DE FOUARAT- KENITRA   | -  | -  | -                  |
| 4.2.2.0.0.20.003 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE LA CHAOUIA   | -  | -  | -                  |
| 4.2.2.0.0.20.004 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE TIFLET   | -  | -  | -                  |
| 4.2.2.0.0.20.005 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE SAHEL BOUTAHAR   | -  | -  | -                  |
| 4.2.2.0.0.20.006 | ECOLE D'AGRICULTURE DE TEMARA   | -  | -  | -                  |
| 4.2.2.0.0.20.007 | DIVISION DE LA PROTECTION DES RESSOURCES HALIEUTIQUES   | 3 700 000  | -  | 3 700 000          |
| 4.2.2.0.0.20.008 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - AL HOCEIMA  | 200 000  | -  | 200 000            |
| 4.2.2.0.0.20.009 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - SAFI  | 600 000  | -  | 600 000            |
| 4.2.2.0.0.20.010 | INSTITUT SUPERIEUR DES PECHEES MARITIMES  | 800 000  | -  | 800 000            |
| 4.2.2.0.0.20.011 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - TAN TAN   | -  | -  | -                  |
| 4.2.2.0.0.20.012 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LARACHE   | 350 000  | -  | 350 000            |
| 4.2.2.0.0.20.013 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LAAYOUNE -  | 350 000  | -  | 350 000            |
| 4.2.2.0.0.20.014 | ECOLE NATIONALE FORESTIERE D'INGENIEURS   | 8 000 000  | 1 900 000                                  | 9 900 000          |
| 4.2.2.0.0.20.015 | SERVICE DES LYCEES AGRICOLES  | 10 000 000                                       | -  | 10 000 000         |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME</b>          | <b>24 000 000</b>                                | <b>1 900 000</b>                           | <b>25 900 000</b>  |
|                  | <b>MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS</b>   |  |  |                    |
| 4.2.2.0.0.21.001 | COMPLEXE SPORTIF MOHAMMED V DE CASABLANCA ET BASE NAUTIQUE DE MOHAMMADIA  | -  | -  | -                  |
| 4.2.2.0.0.21.002 | COMPLEXE SPORTIF PRINCE MOULAY ABDELLAH - RABAT   | -  | -  | -                  |
| 4.2.2.0.0.21.003 | INSTITUT ROYAL DE FORMATION DES CADRES DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS   | -  | -  | -                  |
| 4.2.2.0.0.21.005 | COMPLEXE SPORTIF DE FES   | -  | -  | -                  |
| 4.2.2.0.0.21.006 | SERVICE DU CONTROLE DES ETABLISSEMENTS ET DES SALLES SPORTIVES  | -  | -  | -                  |
| 4.2.2.0.0.21.007 | COMPLEXE MOULAY RACHID DE LA JEUNESSE ET DE L'ENFANCE DE BOUZNIKA   | -  | -  | -                  |
| 4.2.2.0.0.21.008 | SERVICE DU TOURISME CULTUREL DES JEUNES   | -  | -  | -                  |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS</b>                      | <b>-</b>   | <b>-</b>                                   | <b>-</b>           |

| Code             | Désignation  | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2016 | Crédits d'engagement pour 2017 et suivants | TOTAL                        |
|------------------|--|--|--|------------------------------|
|                  | <b>MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES</b>   |  |  |                              |
| 4.2.2.0.0.23.001 | DIVISION DU PELERINAGE ET DES AFFAIRES SOCIALES<br><b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES</b>   | -<br>-   | -<br>-                                     | -<br>-                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE</b>  |  |  |                              |
| 4.2.2.0.0.26.001 | DIVISION DE LA CARTE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE   | -  | -  | -                            |
| 4.2.2.0.0.26.002 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE FES   | 200 000  | -  | 200 000                      |
| 4.2.2.0.0.26.003 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE MARRAKECH   | 200 000  | -  | 200 000                      |
| 4.2.2.0.0.26.004 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE MEKNES  | 200 000  | -  | 200 000                      |
| 4.2.2.0.0.26.005 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS RABAT  | 200 000  | -  | 200 000                      |
| 4.2.2.0.0.26.006 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS OUARZAZATE   | 230 000  | -  | 230 000                      |
| 4.2.2.0.0.26.007 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS INEZGANE<br><b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE</b>                                     | 250 000<br><b>1 280 000</b>                      | -<br>-                                     | 250 000<br><b>1 280 000</b>  |
|                  | <b>MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT</b>   |  |  |                              |
| 4.2.2.0.0.27.001 | ECOLE PRATIQUE DES MINES DE TOUISSIT-OUJDA   | 190 000  | -  | 190 000                      |
| 4.2.2.0.0.27.002 | ECOLE DES MINES DE MARRAKECH   | 1 380 000  | -  | 1 380 000                    |
| 4.2.2.0.0.27.003 | DIRECTION DE LA METEOROLOGIE NATIONALE   | 35 000 000                                       | 30 000 000                                 | 65 000 000                   |
| 4.2.2.0.0.27.004 | LABORATOIRE NATIONAL DES ETUDES ET DE SURVEILLANCE DE LA POLLUTION   | 1 500 000  | -  | 1 500 000                    |
| 4.2.2.0.0.27.005 | SERVICE DE GESTION DES CHANTIERS<br><b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT</b>  | 500 000<br><b>38 570 000</b>                     | -<br><b>30 000 000</b>                     | 500 000<br><b>68 570 000</b> |
|                  | <b>MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE</b>   |  |  |                              |
| 4.2.2.0.0.28.001 | SERVICE AUTONOME DES ALCOOLS-RABAT   | 1 000 000  | -  | 1 000 000                    |
| 4.2.2.0.0.28.002 | SEGMA CHARGE DE L'ACCREDITATION ET DE LA METROLOGIE<br><b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE</b> | -<br><b>1 000 000</b>                            | -<br>-                                     | -<br><b>1 000 000</b>        |
|                  | <b>MINISTERE DE LA CULTURE</b>   |  |  |                              |
| 4.2.2.0.0.29.001 | IMPRIMERIE DAR AL MANAHIL  | -  | -  | -                            |
| 4.2.2.0.0.29.002 | INSTITUT NATIONAL D'ARCHEOLOGIE ET DU PATRIMOINE DE RABAT  | -  | -  | -                            |
| 4.2.2.0.0.29.003 | INSTITUT NATIONAL DES BEAUX-ARTS DE TETOUAN  | -  | -  | -                            |
| 4.2.2.0.0.29.004 | THEATRE MOHAMMED VI D'OUJDA<br><b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA CULTURE</b>   | -<br>-   | -<br>-                                     | -<br>-                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'EMPLOI ET DES AFFAIRES SOCIALES</b>  |  |  |                              |
| 4.2.2.0.0.31.004 | DIVISION DE LA FORMATION<br><b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EMPLOI ET DES AFFAIRES SOCIALES</b>   | -<br>-   | -<br>-                                     | -<br>-                       |

| Code             | Désignation  | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2016 | Crédits d'engagement pour 2017 et suivants | TOTAL             |
|------------------|--|--|--|-------------------|
|                  | <b>MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION</b>  |  |  |                   |
| 4.2.2.0.0.33.001 | ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION   | -  | -  | -                 |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION</b> | -  | -  | -                 |
|                  | <b>ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE</b>  |  |  |                   |
| 4.2.2.0.0.34.001 | CENTRE ROYAL DE TELEDETECTION SPACIALE   | 3 000 000  | -  | 3 000 000         |
| 4.2.2.0.0.34.002 | HOPITAL MILITAIRE D'INSTRUCTION MOHAMMED V A RABAT   | -  | -  | -                 |
| 4.2.2.0.0.34.003 | HOPITAL MILITAIRE AVICENNE A MARRAKECH   | -  | -  | -                 |
| 4.2.2.0.0.34.004 | HOPITAL MILITAIRE MOULAY ISMAIL A MEKNES   | -  | -  | -                 |
| 4.2.2.0.0.34.005 | HOPITAL MILITAIRE A LAAYOUNE   | -  | -  | -                 |
| 4.2.2.0.0.34.006 | HOPITAL MILITAIRE A DAKHLA   | -  | -  | -                 |
| 4.2.2.0.0.34.007 | HOPITAL MILITAIRE A GUELMIM  | -  | -  | -                 |
| 4.2.2.0.0.34.008 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A AGADIR   | -  | -  | -                 |
| 4.2.2.0.0.34.009 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ES-SMARA   | -  | -  | -                 |
| 4.2.2.0.0.34.010 | UNITE DE FABRICATION DE MASQUES DE LA GENDARMERIE ROYALE   | -  | -  | -                 |
| 4.2.2.0.0.34.011 | ETABLISSEMENT CENTRAL DE GESTION ET DE STOCKAGE DES MATERIELS  | -  | -  | -                 |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE</b>   | <b>3 000 000</b>                                 | -  | <b>3 000 000</b>  |
|                  | <b>HAUT COMMISSARIAT AU PLAN</b>   |  |  |                   |
| 4.2.2.0.0.42.001 | INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE ET D'ECONOMIE APPLIQUEE   | 5 000 000  | -  | 5 000 000         |
| 4.2.2.0.0.42.002 | CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION   | 4 000 000  | -  | 4 000 000         |
| 4.2.2.0.0.42.003 | ECOLE DES SCIENCES DE L'INFORMATION  | 9 700 000  | 4 000 000                                  | 13 700 000        |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU HAUT COMMISSARIAT AU PLAN</b>  | <b>18 700 000</b>                                | <b>4 000 000</b>                           | <b>22 700 000</b> |
|                  | <b>HAUT COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORETS ET A LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION</b>  |  |  |                   |
| 4.2.2.0.0.45.002 | SERVICE DE LA VALORISATION DES PRODUITS FORESTIERS   | -  | -  | -                 |
| 4.2.2.0.0.45.003 | PARC NATIONAL DE SOUSS-MASSA   | -  | -  | -                 |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU HAUT COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORETS ET A LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION</b>   | -  | -  | -                 |
|                  | <b>MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL</b>   |  |  |                   |
| 4.2.2.0.0.46.001 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE   | 7 300 000  | -  | 7 300 000         |
| 4.2.2.0.0.46.002 | INSTITUT NATIONAL D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME   | 1 000 000  | -  | 1 000 000         |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL</b>  | <b>8 300 000</b>                                 | -  | <b>8 300 000</b>  |
|                  | <b>MINISTERE DE LA SOLIDARITE,DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL</b>  |  |  |                   |
| 4.2.2.0.0.48.001 | SERVICE DE L'ORIENTATION ET DE L'APPUI   | -  | -  | -                 |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA SOLIDARITE,DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL</b>   | -  | -  | -                 |

| Code             | Désignation   | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2016 | Crédits d'engagement pour 2017 et suivants | TOTAL              |
|------------------|---|--|--|--------------------|
| 4.2.2.0.0.51.001 | <b>DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION</b><br>SERVICE DES UNITES DE FORMATION ARTISTIQUE ET ARTISANALE<br><b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION</b> | -<br>-   | -<br>-                                     | -<br>-             |
|                  | <b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME</b>   | <b>781 260 000</b>                               | <b>155 900 000</b>                         | <b>937 160 000</b> |

**TABLEAU (G)**  
**(Article 63)**  
**DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2016**  
**(En dirhams)**

| Code                                       | DESIGNATION DES COMPTES   | Dépenses pour<br>l'année budgétaire<br>2016 |
|--|---|---|
| <b>3.1- COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE</b> |   |   |
| 3.2.0.0.1.00.001                           | Fonds spécial des prélèvements sur le pari mutuel   | 90 000 000                                  |
| 3.2.0.0.1.00.003                           | Fonds de soutien aux services de la concurrence, du contrôle des prix et des stocks de sécurité   | 5 000 000                                   |
| 3.2.0.0.1.00.004                           | Fonds de lutte contre les effets de la sécheresse   | Mémoire                                     |
| 3.2.0.0.1.00.005                           | Fonds pour la promotion de l'emploi des jeunes  | 710 000 000                                 |
| 3.2.0.0.1.00.006                           | Fonds d'accompagnement des réformes du transport routier urbain et interurbain  | 114 000 000                                 |
| 3.2.0.0.1.00.008                           | Fonds de développement industriel et des investissements  | 1 727 785 000                               |
| 3.2.0.0.1.04.005                           | Fonds de service universel de télécommunications  | 300 000 000                                 |
| 3.2.0.0.1.04.006                           | Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain  | 3 095 996 000                               |
| 3.2.0.0.1.04.007                           | Fonds de mise à niveau sociale  | Mémoire                                     |
| 3.2.0.0.1.06.001                           | Fonds spécial pour le soutien des juridictions  | 400 000 000                                 |
| 3.2.0.0.1.06.002                           | Fonds d'entraide familiale  | 160 000 000                                 |
| 3.2.0.0.1.08.003                           | Fonds spécial pour la sauvegarde de la cité de Fès  | Mémoire                                     |
| 3.2.0.0.1.08.004                           | Part des collectivités territoriales dans le produit de la T.V.A  | 23 789 143 000                              |
| 3.2.0.0.1.08.005                           | Fonds spécial pour la promotion et le soutien de la Protection Civile   | 200 000 000                                 |
| 3.2.0.0.1.08.006                           | Fonds spécial relatif au produit des parts d'impôts affectées aux régions   | 4 192 404 000                               |
| 3.2.0.0.1.08.008                           | Financement des dépenses d'équipement et de la lutte contre le chômage  | 566 500 000                                 |
| 3.2.0.0.1.08.009                           | Fonds de soutien à la sûreté nationale  | 30 000 000                                  |
| 3.2.0.0.1.08.010                           | Fonds spécial pour la mise en place des titres identitaires électroniques et des titres de voyage   | 508 427 000                                 |
| 3.2.0.0.1.08.011                           | Fonds d'assainissement liquide et d'épuration des eaux usées  | 714 000 000                                 |
| 3.2.0.0.1.08.012                           | Fonds de lutte contre les effets des catastrophes naturelles  | 200 000 000                                 |
| 3.2.0.0.1.08.013                           | Fonds de solidarité interrégionale  | Mémoire                                     |
| 3.2.0.0.1.09.002                           | Fonds pour la promotion du paysage audiovisuel et des annonces et de l'édition publique   | 370 000 000                                 |
| 3.2.0.0.1.10.001                           | Fonds national de soutien à la recherche scientifique et au développement technologique   | 22 500 000                                  |
| 3.2.0.0.1.12.001                           | Fonds spécial de la pharmacie centrale  | 1 000 000 000                               |
| 3.2.0.0.1.13.003                           | Fonds de emploi domanial  | 1 440 000 000                               |
| 3.2.0.0.1.13.004                           | Fonds spécial du produit des loteries   | 100 000 000                                 |
| 3.2.0.0.1.13.006                           | Fonds de rémunération des services rendus par le ministère chargé des finances au titre des frais de surveillance et de contrôle des entreprises d'assurances et de réassurance | Mémoire                                     |
| 3.2.0.0.1.13.008                           | Masse des services financiers   | 350 000 000                                 |
| 3.2.0.0.1.13.009                           | Fonds de la réforme agraire   | 10 000 000                                  |
| 3.2.0.0.1.13.012                           | Bénéfices et pertes de conversion sur les dépenses publiques en devises étrangères  | Mémoire                                     |
| 3.2.0.0.1.13.017                           | Fonds spécial de la zakat   | Mémoire                                     |
| 3.2.0.0.1.13.018                           | Fonds de solidarité des assurances  | 567 000 000                                 |
| 3.2.0.0.1.13.019                           | Fonds de soutien à certains promoteurs  | Mémoire                                     |
| 3.2.0.0.1.13.021                           | Fonds de soutien des prix de certains produits alimentaires   | 800 000 000                                 |
| 3.2.0.0.1.13.022                           | Fonds de gestion des risques afférents aux emprunts des tiers garantis par l'Etat   | Mémoire                                     |
| 3.2.0.0.1.13.024                           | Fonds d'appui à la cohésion sociale   | 4 200 000 000                               |
| 3.2.0.0.1.13.025                           | Compte spécial des dons des pays du Conseil de coopération du Golfe   | Mémoire                                     |
| 3.2.0.0.1.13.026                           | Fonds de lutte contre la fraude douanière   | 390 000 000                                 |
| 3.2.0.0.1.13.027                           | Fonds provenant des dépôts au Trésor  | 360 000 000                                 |

| Code             | DESIGNATION   | Dépenses pour l'année budgétaire 2016 |
|------------------|---|---------------------------------------|
| 3.2.0.0.1.17.001 | Fonds spécial routier   | 2 500 000 000                         |
| 3.2.0.0.1.17.003 | Fonds de délimitation, de préservation et de valorisation du domaine public maritime et portuaire   | 16 000 000                            |
| 3.2.0.0.1.20.005 | Fonds de développement agricole   | 500 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.20.006 | Fonds de développement de la pêche maritime   | 80 000 000                            |
| 3.2.0.0.1.20.007 | Fonds pour le développement rural et des zones de montagne  | 1 324 000 000                         |
| 3.2.0.0.1.21.001 | Fonds national du développement du sport  | 800 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.27.001 | Fonds pour l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable des populations rurales   | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.1.27.002 | Fonds national pour la protection de l'environnement et du développement durable  | 200 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.27.003 | Fonds de développement énergétique  | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.1.29.001 | Fonds national pour l'action culturelle   | 20 000 000                            |
| 3.2.0.0.1.30.002 | Fonds solidarité habitat et intégration urbaine   | 2 000 000 000                         |
| 3.2.0.0.1.33.001 | Fonds de modernisation de l'Administration publique   | 10 000 000                            |
| 3.2.0.0.1.34.001 | Fonds de participation des Forces Armées Royales aux missions de paix, aux actions humanitaires et de soutien au titre de la coopération internationale | 200 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.34.002 | Fonds de soutien à la Gendarmerie Royale  | 50 000 000                            |
| 3.2.0.0.1.45.001 | Fonds national forestier  | 500 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.45.003 | Fonds de la chasse et de la pêche continentale  | 16 000 000                            |
| 3.2.0.0.1.50.001 | Fonds spécial de soutien à l'action culturelle et sociale au profit des marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration                 | 30 000 000                            |
| 3.2.0.0.1.51.001 | Fonds spécial pour le soutien des établissements pénitentiaires   | 120 000 000                           |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES D'AFFECTION SPECIALE</b>  | <b>54 778 755 000</b>                 |
|                  | <b>3.4- COMPTES D'ADHESION AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX</b>  |                                       |
| 3.2.0.0.4.13.021 | Compte d'adhésion aux institutions de Bretton woods   | 500 000                               |
| 3.2.0.0.4.13.022 | Compte d'adhésion aux organismes arabes et islamiques   | 196 500 000                           |
| 3.2.0.0.4.13.023 | Compte d'adhésion aux institutions multilatérales   | 931 400 000                           |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES D'ADHESION AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX</b>  | <b>1 128 400 000</b>                  |
|                  | <b>3.5- COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES</b>   |                                       |
| 3.2.0.0.5.13.001 | Différence de change sur ventes et achats de devises  | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.5.13.003 | Compte des opérations d'échanges de taux d'intérêt et de devises des emprunts extérieurs  | Mémoire                               |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES</b>   | <b>Mémoire</b>                        |
|                  | <b>3.7- COMPTES DE FINANCEMENT</b>  |                                       |
| 3.2.0.0.7.13.017 | Prêts aux collectivités territoriales   | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.7.13.019 | Prêts à la Ligue nationale de lutte contre les maladies cardio-vasculaires  | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.7.13.020 | Prêts à l'Office national de l'eau potable  | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.7.13.059 | Prêts à la Société marocaine d'assurance à l'exportation  | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.7.13.063 | Prêts aux régies de distribution d'eau et d'électricité   | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.7.13.064 | Prêts aux établissements bancaires  | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.7.13.065 | Prêts aux établissements d'aménagement de terrains et d'habitat   | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.7.13.066 | Prêts à la société de financement "JAIDA"   | Mémoire                               |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES DE FINANCEMENT</b>  | <b>Mémoire</b>                        |
|                  | <b>3.9- COMPTES DE DEPENSES SUR DOTATIONS</b>   |                                       |
| 3.2.0.0.9.04.002 | Dépenses particulières au développement des provinces sahariennes   | Mémoire                               |

| <b>Code</b>      | <b>DESIGNATION</b>  | <b>Dépenses pour<br/>l'année budgétaire<br/>2016</b> |
|------------------|---|--|
| 3.2.0.0.9.34.001 | Acquisition et réparation des matériels des Forces Armées Royales | 10 800 000 000                                       |
| 3.2.0.0.9.34.002 | Fonds de la Direction générale des études et de la documentation  | Mémoire  |
| 3.2.0.0.9.42.001 | Fonds de relations publiques                                      | 500 000  |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES DE DEPENSES SUR DOTATIONS</b>   | <b>10 800 500 000</b>                                |
|                  | <b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>  | <b>66 707 655 000</b>                                |